



Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XVIII^e année

— Num. 363

— Paris, 1^{er} Septembre 1953

50, Rue Singer (XVI)

LE GRAND VAINQUEUR ET LE GRAND VAINCU

On attendait la signature d'un accord économique-militaire et l'on a eu la signature d'un concordat politico-religieux.

Devançant de quelques semaines les bénédictions imminentes du Département d'Etat, le Vatican a décerné au régime franquiste la suprême caution morale, qui met ainsi un terme à la chaîne d'évolutions commencée par le revirement de l'O.N.U. et continuée par l'admission de l'Espagne franquiste à l'U.N.E.S.C.O. (Mais cette chaîne n'aurait-elle pas encore quelques maillons, tels que l'admission aux Nations Unies ou la participation au N.A.T.O. ?)

Si nous plaçons la signature du Concordat sur le plan de la politique, c'est que son importance ne saurait avoir un autre caractère, puisqu'elle n'est, en fait, que le prolongement du Concordat de la Monarchie (1851) et la codification ou la stabilisation des conventions déjà intervenues avec le général Franco, en 1941, 1946 et 1950. Or, que le Vatican — malgré la Croisade, « guerre sainte parmi les plus saintes » — se soit refusé, treize années durant, à cristalliser dans un statut ses rapports avec « l'Etat le plus catholique du monde » est sans doute un manque d'empressement que l'on interpréterait comme une preuve de sagesse politique, tout à fait dans la ligne de conduite d'une diplomatie pour laquelle se hâter d'attendre est la règle d'or. Par conséquent, que le Vatican, au bout de treize années — et non avant, mais pas plus tard non plus — ait décidé de signer un Concordat qu'il n'avait pas estimé jusqu'alors urgent ni indispensable, doit être également considéré comme une nouvelle preuve de sagesse politique. Le Vatican s'est empressé de ne pas attendre davantage.

Nous ne faisons que résumer l'expression générale. Car la presse mondiale a déjà souligné l'importance politique du Concordat, mais non point parce qu'il introduit quelque nouveauté essentielle dans les relations de Madrid et de Rome, mais précisément, parce qu'il n'y introduit rien, sauf cette signature solennelle d'une compilation qui rétablit, d'une manière générale, l'état antérieur à la République et reproduit les conventions postérieures. Cette signature solennelle, refusée au général Franco pendant de nombreuses années, est la raison de certains commentaires.

Par son insistance à obtenir un Concordat que les bonnes relations entre Rome et Madrid ne rendaient guère nécessaire, le général Franco avait révélé l'intention politique de sa demande. Dans ces conditions, la satisfaction des souhaits du Caudillo pourrait-elle être dénuée de tout aspect politique ? La

clairvoyance vaticane ne saurait ignorer ce que signifiait la signature du Concordat et le parti que le Caudillo devrait tirer — à l'intérieur et à l'extérieur — de cet événement mis déjà en valeur par la presse franquiste à grand fracas de manchettes, dont les caractères et la tendance n'auraient pas causé trop de surprise à la Secrétairerie d'Etat. Par conséquent, c'est le général Franco lui-même qui avoue l'importance politique du Concordat.

Certains observateurs estimeront, sans doute, que Rome ne pouvait refuser plus longtemps sa caution morale à un régime que l'aide américaine veut stabiliser. Par contre, d'autres estiment que, si l'attitude antérieure du Vatican était inspirée par une prudence indispensable à l'égard d'un régime de stabilité douteuse, l'attitude présente de Rome n'est pas plus prudente que celle qu'elle a suivie jusqu'alors. En effet, au bout de treize ans, le régime franquiste n'est pas plus près de sa stabilité définitive, bien au contraire. C'est, pour le moins, la conclusion mathématique qui s'impose en présence d'un régime dont la permanence ne dépend que de la santé d'un sexagénaire.

A ce sujet, on dirait que le Concordat a prévu cette conjoncture, voire le retour de la Monarchie, dont les privilèges d'une autre époque et les droits régaliens de la Couronne semblent rétablis par le nouveau texte. Le Concordat, tel qu'il paraît être rédigé, serait tout aussi bien valable sous un régime monarchiste, et l'on n'y apporterait qu'une faible modification dans la lithurgie : le nom de Francisco Franco serait remplacé par celui de Juan de Bourbon dans la prière que, selon le Concordat, les prêtres doivent réciter pendant la messe, « pour l'Espagne et pour le Chef de l'Etat ».

D'autre part, la possibilité que le futur régime soit la République et non la Monarchie n'aura pas inquiété non plus le Vatican, qui a sans doute présenté à l'esprit l'exemple de l'Italie. Stable ou instable, le fascisme a obtenu de Rome un accord de caractère général, connu sous le nom de Traité de Latran ou « la conciliazione ». Malgré la fin désastreuse du régime fasciste et de la Monarchie, le traité a été confirmé par l'actuelle République démocratique italienne et les communistes ont apporté leur vote à cette confirmation.

Mais toutes les conjectures sont admissibles. Ainsi, les privilèges personnels que l'on reconnaît au général Franco et à ses successeurs rappellent ceux qu'avaient, en d'autres temps, les Habsbourg ; ce qui n'a pas empêché la disparition de l'empire d'Autriche-Hongrie et la situation actuelle de l'Eglise ca-

tholique dans la majeure partie de ses anciens territoires.

En tout cas, les catholiques clairvoyants qui luttent stérilement en Espagne pour éviter la confusion entre l'Eglise espagnole et le régime franquiste n'éprouveront pas une grande allégresse à la signature d'un Concordat qui a offert au général Franco ce que « Le Monde » appelle « sa plus grande victoire ».

Car Franco en sort réellement le grand vainqueur. Mais le temps nous dira qui est, en réalité, le grand vaincu.

Justice pour le Pays Basque

A l'occasion du prochain cinquantenaire de la mort d'Aranza-Goiri, nous nous faisons un plaisir de publier l'article ci-après de notre ami, l'éminent hispaniste M. Jean Cassou, directeur du Musée d'Art Moderne :

Les revendications nationales qui ont agité les peuples depuis l'éveil de 48 ne sont pas seulement jeux de poètes et de folkloristes ; elles ne sont pas non plus l'expression d'une exaltation chauvine. Elles ont une profonde, vitale signification humaine et sociale. Un peuple opprimé ou un peuple minoritaire et traité comme tel, prend d'abord conscience de sa particularité ethnique, culturelle et historique et exige que celle-ci soit reconnue. Il découvre là une première inégalité contre laquelle il réclame justice. Et c'est un premier pas vers la prise de conscience d'autres injustices, les injustices sociales dont sa classe la plus malheureuse, mais aussi la plus vivante supporte aussi le poids. Aussi bien connaît-il dans son passé, des principes, des formes, des institutions, des actes par quoi s'exprimait sa particularité nationale et qui lui ouvraient les chemins de la liberté. La puissance centralisatrice a étouffé, nivelé ces formes, faisant rentrer la petite nation dans le cadre d'un régime abstrait. Dès lors la nation rangée à cet ordre n'a plus la libre disposition de son destin historique. Elle ne s'exprime plus ni ne tend plus à son expression. Et dès lors elle ne collabore plus avec les autres peuples pour conquérir avec eux d'autres libertés et accomplir ces progrès sociaux qui constituent la fatalité révolutionnaire de tous les peuples. Elle ne contribue plus au développement de la démocratie universelle.

Toute révolution nationale est à l'origine d'une révolution démocratique. Il en a été ainsi de la révolution des Etats-Unis, prélude de la Révolution Française. Il en a été ainsi des guerres de libération hispano-américaines, conséquences de celle-ci. A leur tour les ré-

volutions hispano-américaines ont agi sur la mère-patrie, créant des républiques qui demeuraient dans l'orbite du grand empire spirituel ibérique, et contribuant à la formation et au développement de l'humanisme espagnol. A leur tour les revendications des minorités nationales de la péninsule entraînant celle-ci dans un progrès. Les Espagnes font avancer l'Espagne.

Les démocraties hispano-américaines, une Catalogne libre, une Galice libre, une Euzkadi libre ne quittent pas l'Espagne, mais la font plus libre. Ainsi le veut l'intime solidarité des peuples qui ont des langues et des expressions différentes, mais qu'anime un même génie. Le moment où un de ces peuples prend conscience de sa différence est aussi celui où il prend conscience de la mission commune. S'il se sépare alors de l'Etat espagnol, c'est pour mieux et d'une façon vivante et organique, rejoindre l'Espagne, une Espagne future qui est aussi l'Espagne éternelle, fière de la libre croissance de tous ses enfants, et qui, au lieu de leur imposer ses lois d'un moment, leur donne et leur inspire ses principes éternels. Bolivar, Martí, Rizal, Maragall sont de grands Espagnols, dont la figure symbolique se dresse fraternellement à côté de Colomb, des Comuneros, des Guerrilleros de la guerre d'Indépendance, de Goya, de Cervantès. Leur dissidence les élève à l'instance de la plus haute Espagne.

Et voici sur ce plan la figure, non moins héroïque et significative, d'Arana Goiri, le réveilleur du destin basque. Il y a un destin basque et qui, depuis ses innombrables origines, s'ouvre sa voie personnelle à la liberté. Ce destin possède, pour s'affirmer, une langue et pour s'accomplir, des moyens politiques, des traditions, des aspirations qui lui sont propres. Il s'associe aux autres destins de l'hispanité. Toutes les histoires nationales convergent vers l'histoire de ce monde, de cette humanité spécifique qui s'appelle Espagne. Le Pays Basque a historiquement été une façon de concevoir la démocratie. Et poursuivre à sa façon l'accomplissement de celle-ci, c'est donner leçon, exemple et aide aux autres Espagnes en vue du symphonique accomplissement commun. C'est toute l'Espagne en marche vers cet accomplissement qui s'est trouvée blessée dans la chair de l'arbre de Guernica. Tous les Basques opprimés ou en exil, et avec eux tous les Espagnols opprimés ou en exil, fêtent en ce moment dans le silence de leurs cœurs la grande mémoire d'Arana Goiri. Qu'il soit permis à un Français né à Bilbao de se joindre à cette communion.

Jean CASSOU.

Franco et la liberté des peuples

Au cours de déclarations destinées à la chaîne de journaux du trust américain Hearst, le général Franco a dit :

« Vouloir créer ou conserver des empires, à l'époque où nous vivons, est une folie. Les peuples qui ont une personnalité et qui ont connu leur liberté, parviendront, tôt ou tard, à recouvrer leur indépendance. Un système qui, pour vivre, doit enterrer vivants vingt millions d'êtres dans des camps de concentration, les « purges » périodiques de ses chefs et le règne du terrorisme policier, est infailliblement appelé, tôt ou tard, à succomber. »

Les déclarations du général Franco se rapportaient à la Russie et aux pays satellites.

Un article qui mérite d'être rappelé

Ceux qui se disaient partisans de l'ordre, défenseurs de la Patrie et gardiens de l'honneur de l'Armée

Le 18 Juillet 1936 est la date du soulèvement militaire contre la République espagnole. Cinq jours plus tard, « L'Œuvre », de Paris, publiait l'article ci-dessous, dont l'auteur, M. Albert Bayet, vient de recevoir des républicains espagnols un témoignage de reconnaissance à l'occasion de l'anniversaire de cette adhésion.

L'article en question s'intitulait « Vive la République espagnole ! ». En voici le texte :

« Avec un courage splendide, le Gouvernement et le peuple espagnols tiennent tête aux généraux de coup d'Etat. Qu'ils sachent bien que la France républicaine est tout entière avec eux et suit de tout son enthousiasme passionné leur lutte héroïque.

Ils sont la Liberté. Ils sont le Droit. Que dire, au contraire, de ceux qui les attaquent ?

Ils se disent les partisans de l'ordre, et ils prennent l'initiative des plus effroyables, des plus sanglants désordres.

Ils se disent les défenseurs de la patrie et ils quittent le Maroc, confié à leur garde, pour venir attaquer leurs concitoyens.

Ils se disent les gardiens de l'honneur de l'Armée, et ils donnent l'exemple de la félonie.

Car enfin, libre aux Franco et aux autres de se dire les adversaires acharnés de la République. Mais alors, il fallait, pour agir honnêtement, refuser d'entrer à son service, ne rien lui devoir.

Au lieu de cela, ils ont accepté de la République grades et soldes, pouvoirs, honneurs, argent. Ils lui ont donné l'assurance qu'ils la serviraient loyalement. Et puis, sur un signal, ils ont retourné contre elle ce qu'ils tenaient de sa confiance. Il y a, dans cette attitude, quelque chose qui révolte toutes les consciences droites.

L'armée, en un pays libre, n'est pas au service de tel ou tel parti. Elle a pour mission exclusive de veiller sur la sécurité du pays en se conformant aux ordres du pouvoir légalement établi. Dès qu'elle sort de ce rôle, elle est infidèle à sa mission, elle trahit son devoir.

C'est bien parce qu'il a le sentiment d'être trahi que le peuple espagnol s'est dressé. En vain les détenteurs de la force l'ont menacé, s'il bougeait, des plus effroyables représailles ; l'ouvrier, le paysan ont pris leur fusil et, pour défendre la liberté de leurs enfants, ils ont bravement affronté la mort. Cet héroïsme soulève, en ce moment, l'admiration du monde. Où serait-il plus admiré qu'en notre France où c'est un héroïsme semblable qui sauva la liberté naissante ? Qui de nous ne suit avec passion l'effort de ces centaines de milliers d'hommes généreux qui, ayant un idéal, le défendent contre la force ? Par la faute d'une poignée de chefs ambitieux, l'Espagne est aujourd'hui livrée aux horreurs de la guerre civile. Le sang coule. Les villes brûlent. Des femmes, des enfants meurent. Mais, devant ce spectacle affreux, nous ne sommes pas avec les hypocrites qui affectent de

mettre sur le même rang les agresseurs responsables et les héroïques défenseurs du droit. Nous dénonçons ce fascisme qui se déclare ami de l'ordre, ami du peuple et qui n'hésite pas, condamné par le vote, à recourir aux mitrailleuses.

Les événements d'Espagne intéressent le monde entier, puisque la question qui se pose au sud des Pyrénées est la question éternelle : qui l'emportera de la violence ou de la justice ? C'est pourquoi toutes les démocraties, toutes les consciences libres saluent l'effort du front populaire espagnol. Une exception, naturellement : nos fascistes, théoriciens de l'heure H, sont avec les officiers félon, contre la République, avec les mitrailleuses des factieux, contre le fusil de l'ouvrier. Ils appellent cyniquement de leurs vœux l'écrasement du peuple.

Cette attitude doit être pour nous une leçon à méditer. En attendant, de toute notre âme, de tout notre enthousiasme, nous saluons les milliers d'hommes qui luttent pour l'idéal commun des hommes libres.

Vive la République espagnole !

Albert BAYET.

(Paru dans « L'Œuvre », de Paris, le 23 juillet 1936.)

L'accord hispano-américain

Bien que l'on ait donné depuis longtemps comme imminente la signature de l'accord hispano-américain, la date exacte n'en sera pas fixée avant le 11 septembre, lorsque le Conseil des ministres, réuni par le général Franco dans sa propriété du Pazo de Meirás, traitera la question.

Il semble que l'accord contiendrait les points suivants :

1°) un pacte de cinq ans, en vertu duquel les Etats-Unis pourraient utiliser certaines bases navales et aériennes en Espagne. D'autres informations parlent d'un délai de seize ans ;

2°) un accord selon lequel les Etats-Unis devraient accorder des dollars pour des projets d'aide à la défense, tels que routes et chemins de fer ;

3°) un autre accord de défense et d'assistance mutuelle par lequel les Etats-Unis fourniraient aux forces espagnoles certains types d'avions et d'équipements militaires ;

4°) une consultation immédiate, au cas où l'un des deux pays serait attaqué ou menacé par une attaque.

Selon le procès-verbal des réunions de la Commission des Finances du Sénat, le gouvernement américain se dispose à allouer 200 millions de dollars à l'Espagne, pour une assistance économique et militaire, durant l'année financière ayant commencé le 1er juillet.

De son côté, l'aviation américaine envisage d'investir 400 millions de dollars pour moderniser quatre bases aériennes en Espagne, mais ce projet est subordonné à la signature de l'accord hispano-américain.

Mauvais climat pour certains intellectuels étrangers

LA MESAVENTURE
D'UN PROFESSEUR FRANÇAIS

En guise d'épilogue, pour son ouvrage « Tu viens en Espagne », le professeur Félix de Grand-Combe vient de diffuser le récit, que nous reproduisons ci-après, et ayant pour titre « Comment je fus incarcéré à Madrid et expulsé d'Espagne » :

« Le 21 février 1953, j'adressai la lettre suivante à M. le ministre des Affaires étrangères, à Madrid :

« M. le Ministre,
« A la date du 4 novembre, j'écrivais à M. l'attaché culturel auprès de l'Ambassade d'Espagne à Paris la lettre dont je vous envoie ci-joint copie. Cette lettre demandait les noms de quelques revues espagnoles pour compléter le rendu de : *Tu viens en Espagne*. »

« Le 13 janvier de cette année, donc plus de deux mois après, n'ayant reçu aucune réponse, je me permis de rap-peler ma dernière lettre. Cette démarche n'eut pas plus de succès.

« Votre Excellence voudra bien convenir que ce silence qui semble témoigner autant de mépris pour ma personne que de dédain des convenances n'est pas très encourageant pour un écrivain qui, dans son ouvrage, s'est fait un devoir de louer la courtoisie espagnole.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'hommage de mes sentiments respectueusement dévoués. — Félix de Grand-Combe, Officier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Médaille d'Or de l'Académie française. »

Le 28 février, le Directeur adjoint des relations culturelles à Madrid, sans me donner les renseignements demandés par ma lettre du 4 novembre 1952, me manda que ma lettre du 21 février a été transmise à Paris. Mais, cette fois encore, nulle réponse à ma question ne m'est fournie.

Jusqu'au samedi 29 mars, je n'entends parler de rien.

A cette date un policier se présente à l'hôtel Miramar où j'habite. Il me prend mon passeport et m'annonce que celui-ci ne me sera rendu qu'à la frontière car je suis, me dit-il, expulsé d'Espagne.

Notre agent consulaire, immédiatement alerté, m'accompagne chez le commissaire de police pour demander la raison, de cette mesure ignominieuse et injustifiée. Ce fonctionnaire répond que l'ordre lui est venu de Madrid et qu'il en ignore les motifs.

Je fais donc mes bagages et me dispose à quitter Malaga le lundi. Toutefois, quelques heures avant mon départ, le commissaire me téléphone qu'il ne peut encore m'autoriser à partir. Me voilà donc paradoxalement chassé et détenu ! Je reste sur le qui-vive toute la journée de mardi et le samedi seulement on me téléphone que je partirai « casi seguro domingo ». On ajoute que je serai accompagné de deux gendarmes.

Ni le motif de l'expulsion ni celui de la remise à huitaine ne me sont dévoilés.

Je rends compte de ces faits outrageants à notre Ambassadeur à Madrid.

(Quel dommage que ce ne soit plus Adrien Thierry, qui fut mon premier élève il y a plus de cinquante ans !)

Naturellement, je n'ai jamais rien fait, ni dit, ni écrit qui puisse m'incriminer en quoi que ce soit, ni à Malaga, ni dans *Tu viens en Espagne*, qui va paraître ces jours-ci à Paris.

Ce double traitement ignominieux infligé à un homme de soixante-treize ans, atteint d'hémiplégie est extrêmement dangereux pour sa santé et je dois craindre une seconde attaque ou une dépression nerveuse. En effet, je suis brisé d'émotion et anéanti de fatigue, mais le courage doit galvaniser la guenille.

Comment serais-je traité si je n'avais pas eu l'honneur d'être l'invité de la Direction Générale du Tourisme espagnol.

Le dimanche de Pâques, à 18 heures, les deux gendarmes viennent me chercher. Après seize heures de voyage, nous arrivons à la Direction Générale de la Sûreté à Madrid. Je ne vois d'ailleurs que de simples employés, dont un seul me pose une unique question : « Quels sont les prénoms de votre mère ? » Aucun interrogatoire, aucune possibilité de me défendre. On me conduit dans un souterrain où d'autres gendarmes m'enlèvent ma cravate, me font vider mes poches, me fouillent et me palpent sur toutes les coutures. On me mène ensuite dans la cellule souterraine n° 11, de six pieds de côté, meublée d'un petit siège.

Pour la journée, on me donne une soupe de haricots et un morceau de pain sec, le lendemain une soupe de pois chiches. On m'interdit d'écrire. A 19 heures, je puis enfin obtenir du sergent de garde qu'il aille demander pour moi l'autorisation de téléphoner à notre Ambassadeur. C'est le premier Conseiller qui me répond. Il a, dit-il, bien reçu mon rapport et a remué ciel et terre pour qu'on me libère ce soir, mais sans succès. Le ministre des Affaires étrangères a également refusé de donner la raison pour laquelle j'étais incarcéré et expulsé. Toutefois, grâce à l'intervention du Vice-Consul de France venu obligamment me voir, on me fait sortir du petit cachot et on me mène dans une cellule un peu plus grande, avec un grabat et une paille.

L'expert bertillonneur ayant confondu ma main droite et ma main gauche, l'opération doit être recommencée, on prend trente empreintes digitales. Puis, à deux reprises, on m'emmène dans une salle fermée d'une double grille où l'on me photographie de face et de profil avec et sans chapeau.

Désirant me rendre aux W.C., je dois faire queue à la suite d'une vingtaine de prostituées rafées dans la nuit.

Enfin, le mardi de Pâques au soir, l'arrêté d'expulsion est exécuté et je suis reconduit à la frontière par un gendarme et mélancoliquement je dis adieu à ce peuple que j'aime mais parmi lequel je ne pourrai plus vivre tant que sa fierté s'abaissera à tolérer un régime qui professe un aussi barbare mépris pour la personne humaine.

Si une leçon se dégage de ces événements, mes lecteurs seront assez perspicaces pour la tirer eux-mêmes, comme l'est aussi, je l'espère le ministre espa-

gnol des Affaires... étrangères à l'équité, aux mœurs civilisées ainsi qu'à l'intérêt de son propre pays.

Félix de GRAND-COMBE.

L'EXPULSION D'UN PROFESSEUR BRÉSILIEN

Le poète brésilien Murilo Mendes, désigné par le gouvernement de son pays pour le poste de professeur d'Etudes brésiennes en Espagne, a été expulsé par le gouvernement franquiste, qui l'a déclaré « persona non grata ». M. Murilo Mendes est de retour à Rio-de-Janeiro, où il a fait ces déclarations à propos de son expulsion :

« De même que d'autres écrivains (Ciro dos Anjos, au Mexique, Sergio Buarque, à Rome, et Alvaro Lins, au Portugal), j'avais été nommé professeur d'Etudes brésiennes en Espagne, et exclusivement appointé par le gouvernement brésilien. Il s'agit d'un emploi technique, en dehors de toute politique ; aussi, j'avais-je accepté. Mes convictions démocratiques ne m'interdisent pas de servir la culture. Bien au contraire, c'est ce qui m'incite le plus à la servir dans n'importe quelle partie du monde.

« Accrédité et présenté par M. Ruben Ferreira de Melo, ambassadeur du Brésil à Madrid, j'ai pris contact avec les plus hautes personnalités universitaires, afin de déterminer les règles scolaires qui devaient régir le cours de culture brésilienne. On avait beaucoup insisté pour que les classes soient faites à l'Institut de Culture hispanique, organisme ayant de sérieuses attaches politiques. J'avais repoussé cette suggestion, ce qui avait vivement déplu aux autorités espagnoles ; je me proposais de donner mes leçons à la Faculté de Philosophie et de Lettres de l'Université de Madrid. Il fut convenu, finalement, qu'il en serait ainsi, à partir d'octobre prochain, à la reprise des activités universitaires.

« Afin d'établir les premiers contacts, il avait été décidé que je prononcerais plusieurs conférences en territoire espagnol. La première eut lieu le 9 mai dernier ; elle était présidée par l'ambassadeur du Brésil à Madrid, et de hautes personnalités universitaires y assistaient. Le 29 mai, je donnais une seconde conférence, qui remporta un vif succès. La troisième conférence était annoncée pour le 9 juin ; elle devait porter sur les mêmes sujets culturels que ceux abordés précédemment.

« Pendant ce temps, surgit un fait d'une gravité extrême.

« Le 8 juin, veille par conséquent de ma troisième conférence, j'étais appelé par l'ambassadeur du Brésil, et Son Excellence me déclarait que le gouvernement espagnol avait décidé de me considérer comme « persona non grata ». Je devais, dans ces conditions, quitter le territoire espagnol, sans pouvoir revenir en octobre pour y reprendre mes cours ; je ne pouvais plus, également, prononcer mes autres conférences déjà prononcées.

« Les motifs allégués par le gouvernement franquiste consistaient en dix-sept

points, dont je relèverai : est un ennemi implacable de l'Espagne (sic) et du système politique qui y est appliqué ; est un catholique de gauche, lié à l'infâme tendance de Jacques Maritain ; a collaboré, en 1937, à l'hebdomadaire « Dom Casmurro », suspect de tendances gauchistes ; ma condition de gendre de l'écrivain Jaime Cortesao, « révolutionnaire dangereux » (1), le fait de m'être refusé à participer, en 1947, aux fêtes commémoratives de Cervantès patronnées par l'Ambassade espagnole de Rio-de-Janeiro. Les autres points résidaient en des citations de journaux brésiliens protestant contre la décision officielle qui m'avait nommé professeur d'Etudes brésiliennes à Madrid.

« L'ambassadeur Ruben Ferreira de Melo m'offrit, au nom du régime, un pieux mensonge : je devais dire que le climat de Madrid était préjudiciable à ma santé, et c'était la raison pour laquelle je ne retournerais pas dans ce pays. Certes, je n'ai point accepté cette solution et j'ai déclaré à Son Excellence que je ferais connaître publiquement toute la vérité, après en avoir fait part à ceux qui, m'ayant nommé, étaient en droit d'attendre de moi une attitude satisfaisante.

« J'ai été profondément ému de lire, par la suite, les versions publiées par l'Ambassade espagnole au sujet de cet incident. Sur un ton candide et affligé, les autorités espagnoles disent ignorer tout ce qui s'est passé. Elles affirment que « le nom de M. Murilo Mendes ne figure pas » sur la liste diplomatique brésilienne — naturellement, puisque je n'ai jamais été diplomate — et que « ce monsieur, après avoir fait quelques conférences en Espagne, est reparti sans aucun inconvénient ».

« Le pharisaïsme de ces autorités, parfaitement au courant de tout, est ahurissant. C'est que l'amour de la vérité n'est pas le fort des régimes totalitaires. Les autorités espagnoles ont voulu dissimuler les faits derrière un rideau de fumée, comme si cette manœuvre pouvait résoudre le problème. D'autre part, on peut se rendre compte de ce pharisaïsme par un article publié par les « Cuadernos Hispánicos », organe officiel de l'Institut de Culture Hispanique. Dans cet article (« L'évolution spirituelle des intellectuels espagnols dans l'émigration », par José Luis L. Aranguren — numéro de février 1953), il est fait appel au dialogue avec les émigrés espagnols, dont beaucoup ont combattu les armes à la main le régime actuel. L'incident que je viens de relater et auquel je me suis vu mêlé, montre l'hypocrisie de cet appel, alors que, sur le sol espagnol, règne un climat d'intolérance acerbe et sectaire.

« J'estime impossible, pour l'instant, un honnête échange culturel avec l'Espagne. Le régime qui y sévit n'admet, comme représentant culturel, qu'un certain genre de catholicisme réactionnaire, arriéré et obtus, qui n'a rien à voir avec la véritable culture. Sans liberté, sans respect pour la personne humaine, il n'est point d'échange intellectuel. Ces choses n'existent pas dans l'Espagne dominée par Franco.

« Je suis allé en Espagne pour l'amour et l'admiration que m'inspirent

la culture et l'esprit espagnol tout empreint d'essence tragique. De plus, d'innombrables déclarations du généralissime Franco assuraient qu'il n'y avait pas de dictature en Espagne... J'avoue n'être pas préparé pour le genre de démocratie qui y règne.

« Quant aux chances d'être reçu par le généralissime, et de le complimenter, comme certains le voudraient, c'est absolument impossible. Le guide informe immédiatement le touriste qui visite le palais d'Orient, que le Caudillo y reçoit, dans les grandes occasions, les ambassadeurs et les hautes personnalités, qui doivent se tenir à trois mètres du trône où est assis le généralissime. Ainsi, un modeste professeur d'Université devrait se tenir au moins à un kilomètre, ce qui interdirait tout dialogue.

« Enfin, je tiens à remercier vivement les âmes généreuses et les cœurs sensibles qui, aussi bien au Brésil qu'en Espagne, apprenant que le climat madrilène était peu clément pour la santé, se sont faits les défenseurs de mon intégrité physique, un tantinet précaire. Je suis sûr que ma mutation au Benelux (Belgique, Hollande et Luxembourg) me sera beaucoup plus favorable du point de vue hygiénique, puisque l'air de cette région est reconnu plus pur... »

L'Université, le franquisme et l'odeur de péché mortel

LE NIVEAU INTELLECTUEL DE L'UNIVERSITÉ ESPAGNOLE ÉTAIT PLUS ÉLEVÉ SOUS LA RÉPUBLIQUE

A l'Assemblée des Universités, qui s'est tenue à Madrid, le phalangiste Torvar, recteur de l'Université de Salamanque, a déclaré qu'avant la guerre civile le niveau de l'Université d'alors était plus élevé sous bien des rapports ; par contre, la tâche en était gênée par l'inquiétude politique et pour l'insécurité.

M. Ruiz-Gimenez, ministre de l'Éducation Nationale, a assuré que la prophétie du philosophe allemand Spengler, selon laquelle un piquet de soldats sauterait la civilisation, avait été réalisée en Espagne. Bien qu'ayant revêtu la toge de professeur de Droit, le ministre a expliqué ensuite ce qui se cachait sous cet attribut de la culture :

« Sous de nombreuses toges, se cachent encore les étoiles à six pointes de nos sous-lieutenants et les galons de nos marins ainsi que les ailes de nos chevaliers de l'air ».

Le ministre a conclu sur cette invocation grandiloquente adressée au général Franco :

« A présent que vous, Seigneur, mettez de nouveau le nom de l'Espagne sur les étoiles, comptez pour ce faire sur l'élan de ces hommes consacrés aux occupations de l'esprit ».

A propos de l'Université espagnole... Le Dr Royo Villanova, directeur de l'École de Médecine légale de l'Université de Madrid, a publié un ouvrage intitulé « L'odeur de la mort », dans lequel il assure, parmi d'autres choses peu en rapport avec la classe universitaire de l'auteur, que le torero Joselito exhalait une odeur de mort une heure avant de

mourir entre les cornes du taureau. Et il ajoute :

« Sur le terrain spirituel également, et de points de vue théologiques, on parle de l'odeur de mort chez les vivants, qui est l'odeur surnaturelle de ceux qui ne sont point dans la grâce de Dieu. Cette odeur cadavérique, qui pénètre des sens dans la chair, est l'odeur de péché mortel de l'âme morte, l'odeur répugnante des âmes corrompues par la sclérotasse des vices et des péchés. On raconte de Sainte Catherine de Sienne qu'à l'odeur du corps — une odeur cadavérique — elle déduisait la présence du péché dans l'âme et, surtout, la présence du péché mortel ».

L'AUTEUR DE « BIENVENUE MR. MARSHALL » A DU CŒUR ET DU TALENT

Mais c'est dangereux dans un pays totalitaire

Peut-être n'est-il pas trop tard pour parler de « Bienvenue Mr. Marshall », qui passe depuis plus d'un mois. Tout le monde ayant rendu compte, j'ajouterai simplement quelques mots. En soi, le film n'est pas extraordinaire ; mais peut-on jamais juger des choses en soi ? Il s'agit du premier film espagnol honorable qu'il nous soit donné de voir. A ce titre, il vaut largement le dérangeant.

« Bienvenue Mr. Marshall » est maladroitement photographié, mal composé, mais très attachant. La critique qu'il fait du régime est bénigne, sans doute, mais elle existe. Elle existe par tout ce qui n'est pas dit expressément. M. Berlanga n'a pas besoin de beaucoup d'images ni de beaucoup de texte pour nous convaincre de l'extrême misère du peuple espagnol ou de l'esprit de mendicité abjecte du gouvernement franquiste à l'égard des Américains. M. Berlanga a du cœur et du talent. Qu'il fasse attention : c'est dangereux dans un pays totalitaire.

(De « Carrefour ».)

LE RURALISME DES INTELLECTUELS SOUS LE FRANQUISME

José-Maria Escudero écrit dans « Arriba » :

« Nous, intellectuels, devons lutter contre notre rusticité. Pour nous, dans une large mesure, il n'y a pas de noms, ni de problèmes du dehors. Mais il n'y a pas non plus de phénomènes autant de notre époque que le cinéma (ce qui est grave, ce n'est pas d'être « contre », mais d'être « en dehors », ignorant même ce phénomène), la musique (Sopena nous jette à la face un retard de vingt-cinq ans par rapport à l'Europe), la peinture (il ne s'agit pas d'être pour la peinture moderne — qui est paradoxalement l'œuvre d'Espagnols, principalement —, mais de l'assimiler, ce qu'il faut faire avant d'y applaudir ou de la rejeter) ou encore des manifestations bien de chez nous, comme la danse, qui, en cela, manque de mentors ».

(1) Jaime Cortesao est tout simplement un éminent intellectuel portugais, aux convictions démocratiques.

Le franquisme devant les événements du Maroc

Le général Guillaume n'avait pas demandé l'autorisation à Franco !

La presse espagnole a suivi les événements du Maroc avec une prudente réserve. Après quelques jours d'attente, la première manifestation officielle a été le discours que le général Garcia-Valiño, Haut Commissaire d'Espagne au Maroc, a prononcé devant le khalifa de Tétouan, représentant du Sultan, à l'occasion de l'Aid-el-Kebir.

Le général Garcia-Valiño a établi, dans son discours, une différence entre les deux zones du Protectorat : « S'il est bien évident que le centre de gravité de la situation se trouve matériellement au Maroc français, le centre de gravité de l'action spirituelle et politique se trouve dans la zone espagnole. » (1)

Aussi, le général Garcia-Valiño a-t-il affirmé que l'on ne saurait rien faire politiquement au Maroc sans l'acquiescement de l'Espagne, et il s'est plaint que le gouvernement n'ait pas été consulté à cette occasion.

Les journaux espagnols, qui ont reproduit ce discours, ont également publié une information selon laquelle le général Guillaume a agi sans consulter Paris. Si cela est vrai, comment pourrait-on prétendre que celui qui n'avait pas attendu l'autorisation de son gouvernement, devait la demander à un gouvernement étranger ?

Mais il nous vient un autre doute à l'esprit. Quand le général Franco recrute les indigènes de la zone espagnole pour les lancer contre les Espagnols dans la guerre civile de la Péninsule, avait-il demandé l'autorisation au Quai d'Orsay ?

(1) Dans ses déclarations, faites au Caire, l'émir Abd-el-Krim a souligné une autre différence : « Il existe une très grande différence entre le Maroc français et le Maroc espagnol. Franco ne fait jamais que de fallacieuses promesses et les Marocains sont très malheureux dans la zone espagnole. Il n'en est pas de même dans la zone française. » (Voir « Paris-Presse ».)

NUEVOS HOGARES

El día 8, en Askain (B.-P.), contraerán matrimonio Nati Aranzabal, de Victoria, e Inaki de Aguirre, hermano del presidente del gobierno de Euzkadi.

— El día 10 se celebrará en París la boda de Gotzontze Errasti y Sabah Dino.

— En París han contraído matrimonio Juli Murga y Salvador Cantero.

Natalicios

La esposa de Juan Mari de Aguirre (nacida Mai-Teres Arizmendi) ha tenido en Amberes su cuarta criatura : Miren Maite.

— En París, la esposa de Vadime Osadchuy (nacida Maribel Jauregui) ha tenido su primogénito.

La France, l'Espagne et le Maroc

Nous ne sommes pas seuls, au « Pays du Couchant Extrême », bien que le traité de 1912 nous y confie un rôle prépondérant : l'Espagne y possède une précieuse et vaste tête de pont.

Que la monarchie ou la République espagnoles n'aient pu ou voulu exploiter les possibilités offertes par cette zone, il ne s'ensuit pas forcément que Madrid se désintéresse de l'Afrique ou de l'Islam. On le voit bien depuis 1936.

Si l'insurrection militaire d'alors fut appuyée par les troupes d'Afrique et leurs éléments indigènes, ce n'est pas par hasard mais symbole : la propagande républicaine a longtemps reproché au généralissime Franco d'avoir ramené les Maures en Espagne pour une « reconquista » à rebours ; aujourd'hui, le symbole s'épanouit : le général commandant la région militaire englobant le tombeau de Saint-Jacques, à Compostelle, lieu éminemment saint pour tous les chrétiens d'Espagne, est un Maure du nom de Ben Mizziham.

C'est que, depuis 1936, l'Espagne s'est forgée une politique islamique. Lieu de rencontre séculaire (mais non de cohabitation, de « convivencia » !) entre la Croix et le Croissant, elle estime détenir de ce fait une mission à l'égard du monde islamique, posséder comme une option sur lui, avoir vocation de tuteur moral et intellectuel des 350 millions de Musulmans épars dans les cinq parties du monde, et jusque sur l'Adriatique. Guillaume II en 1911, Mussolini vingt ans plus tard, s'étaient sentis attirés par le rôle spectaculaire de « Protecteur des Croyants » ; le généralissime Franco estime avoir plus de droits qu'eux à tenir les yeux fixés sur l'Islam et, grand politique, mène habilement et ténacement son jeu.

L'Espagne tente un énorme effort pour gagner les sympathies des Musulmans : au fur et à mesure, par exemple, que déclinent les universités islamiques d'Afrique du Nord (Karaouine à Fès ou Zitouna à Tunis), elle développe ses fondations culturelles dédiées aux études arabes afin d'attirer les étudiants chez elle, au lieu de les laisser se diriger vers El Azhar, au Caire... ou vers Paris (voir notamment la presse du 8 juillet à propos d'une visite d'étudiants marocains en Andalousie).

Elle voit dans la Méditerranée, conformément aux théories de la géopolitique allemande baptisée « hespérique » pour la circonstance par M. Ramiro Santamaria (« Diario de Barcelona », 8-3-53), « la mer de l'Espagne », selon le mot du Dr Rodolfo Reyes (« Mundo », 21-12-52) et le « cœur géopolitique de l'Hispanité ».

Ce n'est pas un hasard non plus si M. Martin Artajo, ministre des Affaires étrangères, vient d'effectuer deux voyages en Orient où, de l'Asie Mineure à l'Insulinde, il a rencontré la plupart des chefs politiques et religieux. Notons en passant qu'il a particulièrement honoré les communautés catholiques du Proche-Orient, dont la France était la protectrice traditionnelle. Mgr Antonio Abed, d'autre part, n'avait-il pas, dès mai 1951, visité Madrid, sur l'invitation du gouvernement franquiste et ne s'était-il pas longtemps entretenu

avec Martin Artajo et son éminence grise, Mgr Herrera Oria ?

Il y a là un plan, longement mûri, patiemment conduit. En 1942, quand l'axe Berlin-Rome semblait encore vainqueur, parut un livre intitulé « Reivindicaciones de España », abondamment illustré de cartes et de statistiques étayant par l'histoire et l'ethnographie les diverses prétentions espagnoles pour l'après-guerre : le Maroc et Oran y figuraient en bonne place, sans parler du Roussillon. Œuvre non officielle, dirait-on, et tombée dans l'oubli. Peut-être, mais des deux auteurs, l'un, M. Areilza, fut ambassadeur à Buenos-Aires et l'autre, le professeur Fernando Castiella, est présentement ambassadeur extraordinaire auprès du Vatican.

Quand il s'agit de la position africaine de la France — « l'exemple le plus typique de la décadence » selon M. Rafaël Calvo Serer, dirigeant du mouvement catholique « Opus Dei », dans son livre « España sin problema » — les journaux apportent un soin tout particulier à nous suivre pas à pas : soulignant nos difficultés, commentant nos fautes, faisant écho aux propagandes nationalistes, accordant ainsi à l'Istiqlal et au Néo-Destour, pourtant porteurs du « virus rouge », la caution de la presse la plus anticommuniste du monde. Mais qu'importe ? Ce n'est pas d'hier qu'en politique étrangère, l'eau se marie avec le feu : François Ier s'alliait au Grand Turc, le cardinal de Richelieu soutenait les protestants d'Allemagne, l'Italie fasciste était la première à signer un traité avec la Russie soviétique, et Staline ravitaillait Hitler en matières stratégiques !

La presse n'est pas le gouvernement, sans doute. Mais qui affirmera qu'elle est, outre-Pyrénées, absolument libre et ne reçoit ni consignes ni orientations ?

Le « grand dessein » de l'Espagne franquiste, c'est d'être le chaînon entre l'Hispano-Amérique et l'Islam, afin d'en constituer une troisième force internationale dont son habile diplomatie pourra jouer. Pour assurer ce contact avec le monde musulman, le Maroc lui est précieux : c'est pourquoi elle suit avec tant d'attention ce qui s'y passe ; il faut voir la place considérable accordée par sa presse — journaux et, surtout, revues — aux « cosas de Marruecos ».

Tout recul français, en attendant notre départ qu'on souhaite (voir le livre de MM. Areilza et Castiella, plus haut cité) si on n'y aide pas, est immédiatement mis à profit par l'Espagne pour faire un pas en avant : en 1940, au moment où France et Grande-Bretagne se trouvaient dans la situation que l'on sait, Madrid dénonçait unilatéralement le traité anglo-franco-espagnol du 27 novembre 1912 et annexait purement et simplement Tanger, ville internationale, au Maroc espagnol.

Sous la monarchie, pourtant faible et languissante, armées françaises et espagnoles coopéraient et s'entraidaient : ainsi Abd el-Krim put-il être liquidé ; hier, l'Espagne, « une, grande et libre » de Franco se déclarait prête, dit-on, à accueillir le sultan ami de l'Istiqlal, s'il était déposé. Que les temps sont changés !

C'est que le maintien, voire l'extension, d'une zone espagnole d'influence et de sympathie au Maroc est, de la politique à l'échelon mondial rêvée par le généralissime, la condition « sine qua non ». Nul ne saurait assurément blâmer Madrid de concevoir et vouloir réaliser une vaste entreprise. Mais il importe que la France se rende bien compte de la situation : l'un des impératifs catégoriques de la politique espagnole d'aujourd'hui est de se tenir prête à recueillir tout lambeau d'Islam qui échapperait à un autre Etat européen. Comme ce serait facile, au Maroc, où l'on est notre voisin immédiat, et déjà reconnu par l'acte d'Algésiras de 1906 comme y possédant des intérêts particuliers !

La France n'a pas le droit d'oublier ces faits, lorsqu'elle traite des affaires marocaines avec qui que ce soit.

Pierre-Louis BERTHAUD,

Conseiller de l'Union Française.

(De « L'Information ».)

Moscou et l'opération Bikini

Le communisme, la franc-maçonnerie et la mode

Dans sa dernière lettre pastorale, le cardinal Castro, archevêque de Tarragone, a assuré que les ennemis de l'Espagne tentaient de détruire son unité religieuse en laissant introduire dans le pays des vêtements indécents. Il a accusé, notamment, les communistes, qui se déclarent en faveur des maillots de bain les plus réduits et il affirme que cette mode porte préjudice à la foi chrétienne en Espagne.

De son côté, le quotidien « Arriba » a publié une lettre du professeur Sierra, qui ne parle pas du communisme, mais de « l'intervention plus ou moins déguisée de la maçonnerie » à l'origine de « l'indécente publie que montre un certain nombre de femmes dans leurs modes importées de l'étranger ».

Pour le professeur Sierra, cette intervention de la franc-maçonnerie a été démontrée « par la réaction de certaine presse française et anglaise à la suite du communiqué de la Direction générale de la Sûreté sur les dimensions des maillots de bain ».

Un autre journal franquiste affirme que les deux impressions les plus désagréables emportées d'Espagne par les touristes américains sont : le mauvais état des routes et les chinoïseries à propos des maillots de bain.

Ces touristes sont sans doute des communistes ou des francs-maçons...

On n'aime pas les observateurs franquistes

LONDRES, août. — Pour protester contre la présence d'observateurs espagnols à la Conférence internationale des instituteurs qui a eu lieu à Oxford, plusieurs délégués français, belges et luxembourgeois, ainsi que l'ensemble de la délégation yougoslave, ont quitté la salle des débats.

LES DOCTEURS DE LA LOI ET LA LOI DES CIRCONSTANCES

A propos de la proclamation du nouveau sultan, l'envoyé spécial du « Monde » au Maroc a écrit :

« Mais c'est à Fès, nous l'avions brièvement indiqué hier, qu'a eu lieu la cérémonie qui retenait tout spécialement l'attention, en raison du caractère de la ville où elle se déroulait. Fès, pour le Maroc, c'est Reims pour la royauté française. Dans le gigantesque méchouar où vit encore la mère de Sdii Mohammed ben Youssef, un parterre de princes impériaux, de dignitaires, d'ulémas, de fonctionnaires et de notables se pressait pour apposer sa signature au bas de l'acte qui reconnaissait Mohammed ben Arafat comme souverain légitime. Tous, même les plus tièdes, même les plus réservés, signèrent. L'encre de la fetwa par laquelle ils avaient excommunié le Glaoui était à peine sèche que les mêmes docteurs de la loi authentifiaient la victoire de l'hérétique. Ainsi était confirmé un ralliement qui, dans les dernières quarante-huit heures, s'était sensiblement accéléré, puisque le nombre des pachas et des caïds qui ne se sont pas ralliés demeure minime.

« De mauvais esprits feraient remarquer que les gouridins berbères étaient à ce moment nombreux aux portes de Fès et que des tanks gardaient les entrées du méchouar. On leur répondrait sans doute qu'au jour où la fetwa fut signée l'Istiqlal faisait régner la terreur, terrorisait les notables, rançonnait les commerçants. Disons seulement, en l'absence de toute information valable, que le Maroc n'est pas le seul pays où l'on se rue au succès. »

**

Le revirement des docteurs de la loi, en consacrant avec tant de désinvolture ce qu'ils avaient condamné la veille, rappelle la souplesse de l'Episcopat espagnol qui, dans une Lettre collective publiée sous la République, réprouvait toute tentative de rébellion contre le nouveau régime et précisait que telle avait toujours été la doctrine de l'Eglise, exprimée dans nombre d'encycliques.

Ces mêmes prélats ont publié, plus tard, une autre Lettre collective pour soutenir et sanctifier la rébellion du général Franco.

Les activités de la police en Pays Basque

ARRESTATIONS

A PROPOS D'UN DRAPEAU

SAINT-SEBASTIEN (O.P.E.). — José Andonegui, les deux frères Orkolaga, l'avocat Alberto Elosegui et Mlle Sinfo Lizarraga ont été incarcérés sous l'inculpation d'avoir participé à l'affaire du drapeau basque qui, voici deux mois, flotta pendant plusieurs heures sur le mont Urgull, la police n'osant pas le retirer de peur que des bombes y aient été dissimulées.

Mlle Lizarraga est accusée d'avoir confectionné ce drapeau.

La police recherche également les auteurs d'autres faits semblables, qui ont été découvertes par la suite. Le 25 juillet, à l'occasion du centenaire de l'hymne « Guernikako Arbola » un drapeau basque a surgi sur la cime du mont Irmo, dominant les lieux où se tenait la cérémonie. Retiré par la Garde civile, un autre drapeau réapparut quelques heures plus tard, au même endroit, où, quatre jours après, un nouveau drapeau flottait. Enfin, le 31, fête de Saint Ignace, patron de la Biscaye et du Guipuscoa, un drapeau basque avait été hissé sur le toit d'une usine de Zumarraga.

Ce drapeau, que l'on rencontre partout dans les Basses-Pyrénées, est interdit en Espagne franquiste.

APPREHENSES POUR UNE MESSE

BILBAO (O.P.E.). — Ont été incarcérés à la prison de Larrinaga, Manuel Zarate et Luis Taramona, habitant Sodupe, inculpés d'avoir organisé à l'église de San Pedro une messe pour le repos des âmes des époux Torre, décédés dans le courant de l'année.

La Garde civile a estimé que cette messe était un motif de rassemblement pour les nationalistes basques.

INCARCERE POUR UNE GREVE

VITORIA (O.P.E.). — Félix Sarasqueta, habitant Sestao, qui était poursuivi à la suite de la grève générale d'il y a deux ans, s'est présenté au cabinet du juge d'instruction de Vitoria.

Sarasqueta, que l'on avait dit en fuite, s'étant présenté, le juge voulait le laisser en liberté sous caution, mais le procureur Elorza s'y opposa et lui donna l'ordre de signer un mandat d'arrêt.

Plus fort que Staline

(Suite)

Au cours de ces derniers jours, le général Franco a reçu les honneurs suivants :

— En vertu du Concordat qui vient d'être signé, le général Franco devient protochanoine de la basilique Sainte-Marie-Majeure, à Rome ;

— Le Caudillo a été nommé président d'honneur du « Real Club Nautico », de Saint-Sébastien ;

— Le général Franco a été décoré de « la plus haute décoration équatorienne », la Grand-Croix Extraordinaire de l'Ordre National du Mérite ;

— Le général Franco a été nommé « Président perpétuel de la Fédération Nationale des Ingénieurs » ;

— Sur la proposition de l'Association de la Presse, la municipalité de Séville a décidé de nommer maire perpétuel, le général Franco ;

— La Phalange, de Motril, a demandé pour le général Franco le titre de « Prince de la victoire et de la Paix » ;

— La municipalité de Burgos a décerné à l'épouse du général Franco le titre de « Dame Noble de la Tête de la Castille et citoyenne d'honneur de Burgos » ;

A l'occasion du jubilé parlementaire de M. Pezet

Mandaté par ses confrères de l'Association Professionnelle de la Presse Républicaine, le vice président, M. Chevrier, a fait l'éloge du sénateur Ernest Pezet, à l'occasion du jubilé parlementaire et du cinquantenaire de presse de notre cher ami, président de la A.P.P.R. et secrétaire général de la Ligue Internationale des Amis des Basques.

Nous donnons ci-après l'essentiel du discours dans lequel nos lecteurs relèveront un brillant résumé de la vie politique de M. Pezet :

« Journalistes, nous avons d'abord à célébrer un cinquantenaire.

Il y a de cela un demi-siècle, la revue « Le Labeur », 33 bis, rue Saint-Cyprien, à Rodez, recevait... et publiait un « papier » intitulé : « Il faut agir ! »... C'était une invitation à l'action civique et sociale, adressée à la jeunesse. L'article était signé : Ernest Pezet. L'auteur pouvait avoir quelque seize ans. Ce premier « papier » était bientôt suivi d'un autre, ainsi titré : « Nos auxiliaires dans l'action sociale ». C'était déjà, mieux qu'une promesse, l'indice d'une vocation.

Mais quand j'ai dû me pencher sur le bagage journalistique, littéraire et civique de notre président, ses livres, ses articles, les mandats dont il a été investi, les missions qui lui ont été confiées, j'avoue avoir été un peu effaré. J'ai cependant repris mes esprits et tenté de dominer, comme on dit, « mon sujet ».

Mandaté de notre association, je dois donc évoquer la vie laborieuse, ardente, toute imprégnée de logique et de clarté, de courtoisie et de dévouement à la République, de patriotisme, du journaliste, de l'écrivain, du parlementaire Ernest Pezet, au travers de mes souvenirs personnels.

J'ai débuté dans le journalisme par le syndicalisme. Cela me valut, en 1910, la présentation d'un mandat d'amener à la requête du juge Prioux et du président Aristide Briand. Que la III^e République était bonne fille !... Je venais d'aider à passer la frontière le principal inculpé Emile Pataud, l'homme qui, un soir, avait plongé Paris dans les ténèbres ; vous publiâtes de lui un interview dans la revue « Le Sillon ». Ainsi, sans le savoir, nous avions déjà les mêmes relations !... Or, donc, pour cet acte quelque peu audacieux, je fus appelé par le juge ! Mais le président Briand pensa qu'il était inutile d'arrêter un simple comparse, et je ne fus plus inquiété !

Mais que vient faire Ernest Pezet, dans cette histoire ? Nous allons y arriver.

Je me retrouvai, quelques années plus tard, honoré d'une mission de confiance dans le propre parti du président Briand, parti qui rassemblait quelques éminentes personnalités : Paul Painlevé, Maurice Violette, Emile Borel... C'était un parti de têtes, déplorablement démuné de troupes. J'y présidais la Commission des Litiges, et, en temps d'élections, la Commission des Investitures de la Seine. Fonctions bénévoles, bien sûr ! C'est incroyable, le nombre de fonctions bénévoles dont j'ai pu être investi, dans ma vie !

Epoque difficile ! Le Parlement souffrait déjà de la désaffection du monde du travail. Le lion populaire n'allait plus faire sur l'Agora un rempart de ses poings et de sa poitrine aux parlementaires, aux candidats ou aux conférenciers républicains.

C'était le moment où aucun orateur républicain ne pouvait plus aborder la tribune des réunions publiques, sans être bombardé de fruits avancés ou de bouteilles d'encre par des jeunes gens boutonneux proclamant les vertus de MM. Maurras et Léon Daudet.

La réaction contre cette intolérance factieuse vint alors d'une force nouvelle, bien inattendue pour nous, des militants du « Sillon » : les Jeunes Gardes. Malgré les réserves de l'Eglise — qui devaient s'aggraver plus tard en condamnation — la clairvoyante, généreuse et émouvante initiative d'un véritable apôtre du Christ et de la démocratie, Marc Sangnier, dont je salue la mémoire, avait porté ses fruits. Ernest Pezet milita donc au « Sillon » ; il faisait partie des défenseurs de la liberté de la tribune où il se prodiguait, à Paris et en province. Après la dissolution du « Sillon », il fit partie du Conseil national de la Jeune République ; en 1914, il dirigea même la campagne électorale de Marc Sangnier à Paris, 2^e circonscription de Sceaux.

De 1917 à 1920, « L'Ame française », un journal fondé et dirigé par Ernest Pezet, en collaboration avec Rivière de Saint-André, le Dr Besson, Raymond Laurent, rassemblait les « fils du même esprit » dispersés en plusieurs groupes, depuis la fin du « Sillon » ; elle les invitait à l'union entre eux pour l'action civique et sociale ; elle continuait à dissiper, et avec succès, la légende qui mettait, « a priori », les catholiques à la remorque des régimes déchus et leur refusait l'entrée de la République ; elle inspirait le syndicalisme chrétien ; elle préparait et éduquait des cadres politiques, ceux-là même qui devaient un peu plus tard former le P.D.P., entrer au Parlement et y constituer le « Groupe démocrate populaire », bref, faire « la trouée ».

Ainsi, une fois le « Sillon » disparu, à travers « L'Ame française », puis « Le Petit Démocrate », l'action parlementaire démocrate-chrétienne fut initiée.

Un petit groupe actif de députés catholiques résolument républicains et démocrates, unanimement estimés, assoiffés de progrès social, rompaient résolument avec le conservatisme de leurs devanciers. Notre président était du nombre.

C'est dans l'entourage d'Aristide Briand, par Peycelon, Henri Bonnet, Jérôme Lévy, que j'appris combien le « pèlerin de la paix » appréciait les qualités et la valeur d'Ernest Pezet, la clarté de ses études, l'acuité et la sûreté de ses vues internationales, l'équilibre de son jugement.

Sa maturité s'était durement formée au cours de la guerre de 1914-1916.

Le soldat était devenu sous-officier, puis officier d'infanterie, titulaire de la Croix de Guerre, puis Chevalier de la Légion d'Honneur pour faits de guerre,

dès 1916 ; toutes ses citations évoquent sa conduite à l'assaut.

Devenu inapte à la suite de blessures et de maladie, il fut un des rares chefs qui réussirent au Bureau de la Presse, à la Présidence du Conseil, sous Clemenceau. La paix venue, il fut un des cinq fondateurs de l'Union Nationale des Combattants, le premier président de la Fédération régionale de Paris, et l'un des dirigeants de la Fédération interalliée des Anciens Combattants.

Si la conception démocrate-chrétienne est sortie du cerveau des intellectuels chrétiens du XIX^e et du XX^e siècle, dont était Ernest Pezet, on peut bien dire que sa réalisation est aussi quelque peu due à sa plume. Que ma tâche serait facilitée si je citais seulement les rares journaux — parisiens, grands régionaux ou départementaux — dans lesquels il n'a rien publié !...

Il a écrit à « L'Eclair », au « Temps », à « L'Ordre », à « L'Information », à « L'Œuvre », à « La Démocratie », à « La Jeune République », à « L'Aube », à Paris ; en province, à « L'Ouest-Eclair », au « Journal de Roubaix », au « Nouveau Journal » de Lyon, au « Lorrain », de Metz, au « Journal de Rouen », au « Télégramme » de Toulouse, au « Télégramme du Nord-Est », puis au « Nord-Est », par lui fondés à Reims. Comme l'avait été Georges Clemenceau, il fut le chroniqueur parisien de la « Neue Freie Presse », le grand et célèbre journal autrichien de Vienne, de la fin du siècle dernier à la dernière guerre.

Le Président Aristide Briand, vers la fin de sa vie, était devenu très casanier. Il ne quittait plus son grand cabinet du Quai d'Orsay et se faisait servir son déjeuner sur un coin de son bureau. A ses collaborateurs qui, parfois, pour le distraire, voulaient l'entraîner à un déjeuner, il répondait : « Merci. N'insistez pas ! Je préfère rester à l'atelier. Et voyez, je vais déjeuner sur l'établi !... ».

Mais il était informé des bruits de la rue aussi bien que s'il les avait lui-même entendus. Il était aussi au courant de tout ce qui s'écrivait d'important en politique étrangère que s'il avait tout lu lui-même. Or, le président avait discerné Ernest Pezet. Il ne se trompait pas quand il le tenait pour le témoin le plus objectif et le connaisseur le mieux averti des questions de l'Europe Centrale et des Balkans ! Un jour de grande séance, à la fin d'un discours de notre président sur l'Allemagne, André Tardieu et Aristide Briand se levèrent et allèrent au-devant de l'orateur, descendant de la tribune, pour lui serrer la main, tandis que l'Assemblée redoublait d'applaudissements. C'était en 1931.

L'historien de demain trouvera dans vos livres, mon cher président, un tableau véridique, toujours confirmé par les faits, des événements de cette époque bouleversée. Et quelle bibliothèque !

Voici d'abord : « Des héros hors la loi » (1925) ; puis, « Où va la Pologne ? » (1930) ; « Les vraies conditions de la paix » (1930) ; « Combattants et citoyens » (1932) ; « Idéalisme et sens des réalités » (1932) ; « Anarchie danu-

bienne - Désordre européen - Paix précaire » (1932); « La Yougoslavie en péril? » (1935): Ce livre était tellement vrai, tellement prophétique, et gênant par là même, qu'il fut « interdit par décret royal » en Yougoslavie. Vos inquiètes prévisions, hélas, ne furent que trop illustrées et justifiées par l'assassinat du roi Alexandre et de Louis Barthou, dont la leçon, sur le plan de la grande politique, fut tirée par votre étude sur « Le drame de Marseille et ses conséquences centro-européennes », paru peu après ce double malheur.

Bientôt parut un ouvrage assez différent, un livre de foi et de raison : « Sous les yeux du monde - Défense et illustration de la France », préfacé par Henry de Jouvenel (1935); il vous valut le Prix de Langue française de l'Académie; pour la première fois, y était en quelque cent pages — un sixième de l'ouvrage — démonté le mécanisme du ministère de la propagande de Goebbels et de la propagande fasciste, exposé tout le problème de l'expansion française dans le monde et analysé le mécanisme de l'information en régime d'opinion.

Mais voici que crépitaient vos antennes si sensibles aux ondes internationales, et vous publiez : « Paris-Moscou via Hitler » (1936); « Défaites de la paix, alarmes des peuples » (1937); et, en 1938, « Fin de l'Autriche; fin d'une Europe », préfacé par Edouard Herriot. Hitler lui fit l'honneur de lui consacrer une page et demie — en page une et deux — de son journal officiel, le « Völkischer Beobachter », avec reproduction de la couverture en grandeur nature! Ce livre, avec une nouvelle préface de M. d'Ormesson, fut réédité en 1945, tandis que vous prépariez votre dernier ouvrage, paru en 1946: « Allemagne-Europe ».

Toute cette œuvre fut pensée et écrite par un robuste Arverne, un Aveyronnais, à la parole à la fois rocailleuse et convaincante, qui, s'il était député breton, était aussi, chose curieuse, comme moi, un homme de l'Est, l'ami et le conseiller de notre si regretté président de l'A.P.E., Léopold Leduc, qui avait été votre adjoint à la direction du « Nord-Est ». Vous étiez, et vous êtes resté, vice-président de la Presse de l'Est. C'est sans doute cette simbiose qui fit de vous un Français d'exception et un Européen d'avant l'Europe.

Et ce fut la drôle de guerre », la patrie envahie, les années de douleur sous la botte nazie, mais aussi des années de foi et d'espérance obstinées.

Vous avez quatre enfants. Les deux aînés, d'abord F.F.I. de Paris, s'engagent volontaires dans la division Leclerc, la 2^e D.B. Ils vous sont revenus, l'un et l'autre, décorés de la Croix de Guerre!

Une de vos filles, que j'ai le grand plaisir de saluer respectueusement ici, conductrice ambulancière au front, vous a rapporté aussi la Croix de Guerre avec deux magnifiques citations à l'Ordre de la Division Leclerc.

Ainsi, vos enfants s'en étaient allés reconquérir dangereusement cette voie du Rhin au Danube, ce chemin si souvent parcouru par leur père, qui, dans son idéalisme, aurait voulu, comme il le désire encore, en faire une allée de lumière, jonchée de roses de la paix.

Vous étiez donc, vous, Européen d'avant l'Europe de Strasbourg, expert

reconnu des questions de l'Europe Centrale, trop connu des dirigeants nazis et surveillé de près par leurs sbires, vous étiez, dis-je, resté quand même à Paris, vous rongant les poings et suffoquant d'indignation devant la caricature dégradante d'une autre Europe que Hitler prétendait, pour mille ans, imposer au monde.

La Gestapo ne pouvait que vous suspecter. Elle vous agrippa en 1943, après plusieurs perquisitions, dont la première eut lieu le 7 novembre 1940, le jour même de votre fête! En 1943, elle vous arrêta pour le bon; mais vous sîtes l'abuser avec astuce.

Peut-être lui fîtes-vous croire que vous aviez changé... d'optique, en publiant, en 1941, « Opticiens - Public - Etat », un solide ouvrage sociologique et technique; c'est cette étude inattendue du spécialiste de politique étrangère d'avant-guerre, qui empêcha peut-être la Gestapo de deviner que vous étiez, aussi, dans le même temps, l'auteur d'une brochure clandestine et précurseur bien différente, parue sous le titre : « La politique internationale d'après guerre : Le principe fédératif », diffusée sous le manteau en novembre 1943. Six ans avant le Conseil de l'Europe, vous pensiez déjà européen, de l'Europe de la liberté.

Nous nous sommes retrouvés, dès la Libération, vous, avec la Médaille de la Résistance, moi, plus modestement, avec la Rosette de la Reconnaissance française pour fait de Résistance, et, en silence, nous nous sommes serrés la main.

La Commission d'Epuración de notre association, qui jugeait sur pièces (dirigée par notre cher et si regretté Georges Sadorge), vous offrit le fauteuil présidentiel et m'accorda, près de vous, un strapontin. A la même époque, notre chère A.P.P.R., ressuscitée dès la Libération, devenait notre point de ralliement. »

Le discours de M. Chevrier s'est terminé sur la continuité de la vie publique de M. Pezet.

Ce vieux parlementaire, dont M. Albert Sarraut avait voulu faire un ministre, avait été, sous la III^e République : vice-président de la Commission des Affaires étrangères, rapporteur permanent des problèmes de l'Europe centrale et orientale, président du groupe parlementaire de l'information et de la Propagande, président des Comités « France-Autriche » et « France-Tchécoslovaquie », etc...

Co-fondateur du Parti démocrate-populaire, sous la III^e République, M. Pezet devait faire naturellement partie du M.R.P., qui était son prolongement, son héritier, et, après avoir été député de l'Assemblée Constituante, il fut élu membre du Conseil de la République, où il a été vice-président de la Commission des Affaires étrangères, rapporteur général du Traité de Paix avec l'Italie, du Pacte Atlantique et de maints autres actes internationaux, délégué et conseiller technique à la Conférence de la Paix, à l'O.N.U., délégué au Conseil de l'Europe, président d'honneur de son groupe parlementaire et, finalement, vice-président du Conseil de la République.

M. Pezet est également président de l'Union des Français de l'étranger, et

nous ne saurions oublier, pour notre part, qu'il a été un de nos amis de la première heure, celle des grandes tribulations, et qu'il est toujours le secrétaire général de la Ligue internationale des Amis des Basques.

La revendication de Gibraltar

Londres paraissant disposé à négocier avec Le Caire l'évacuation de la zone du canal de Suez, la presse franquiste a entrepris une nouvelle campagne en faveur de la dévolution de Gibraltar.

Au cours de cette campagne, d'inspiration officielle, on a entendu des invocations de ce genre : « Le traditionnel orgueil anglais, qui négocie avec Mossadengh et Néguib, n'aurait rien à perdre en employant son non moins traditionnel « fair play » à donner une solution au vieux compte que la Grande-Bretagne a en suspens avec notre patrie. »

Presque tous les journaux ont répété, dans leur campagne, l'argument du général Franco, selon lequel Gibraltar n'a plus aucune valeur stratégique par lui-même, sinon pour l'hinterland péninsulaire.

Franco lui-même, au cours d'une interview accordée au directeur de « Arriba », a répété que « Gibraltar avec l'Espagne peut être encore quelque chose, mais contre l'Espagne il n'est absolument rien ».

Que l'Angleterre se refuse à rendre le Peñon, bien qu'il ne lui serve plus comme autrefois, est expliqué par Franco dans les termes suivants :

« C'est la preuve la plus évidente que les classes anglaises dirigeantes conservent la vieille mentalité de naguère. Ainsi, au lieu d'essayer d'unir et de renforcer les éléments pour la future et indispensable addition de nations, on tente de suivre la vieille tactique de la prétention de zones d'influence et de s'y élever au mépris des autres. Gibraltar est pour nous le thermomètre de cette mauvaise foi : occupée contre toutes les lois de l'honneur et de la morale, sa dévolution promise solennellement par rois et gouvernants, et sa valeur militaire perdue complètement, on la retient à l'encontre de tout intérêt et de tout droit. »

Il ajoute que cette attitude est en train de créer en Espagne un état d'hostilité contre l'Angleterre « et, ce qui est pis, lorsque l'Angleterre se rendra compte du mal et qu'elle voudra y remédier, il sera peut-être trop tard. » Aussi, offre-t-il à Londres une opération qui consisterait à rendre Gibraltar, « ce qui ferait sans doute oublier aux Espagnols bien des offenses subies au cours de ces années », et donnerait aux Anglais « la possibilité de resserrer leurs relations avec une nation aussi importante que l'Espagne, et, en cas de conflit, pouvoir un jour utiliser comme alliée possible la stratégie de notre Péninsule ».

Interrogé sur ces déclarations, un porte-parole du Foreign Office a déclaré que le gouvernement britannique n'avait rien à ajouter ni à retrancher quant à sa position bien connue dans cette affaire.

Breves noticias de Euzkadi

En Vitoria intentó suicidarse con venenoso el profesor de filosofía don Alberto García Rusiñol, de 36 años, natural de Pamplona y residente en Barcelona.

En Guipuzcoa se han inaugurado seis trozos de carretera, que suman doce kilómetros y corresponden a carreteras de Deva, Azcoitia, Albistur, Tolosa y Ataun.

En San Sebastián se han expuesto tres mil modelos reducidos de barcos por un valor de más de seis millones de pesetas.

En Hernani se celebró el cuarto centenario de la muerte de Juan de Urbietta, hijo de la villa, que en la batalla de Pavia apresó a Francisco I.

En la escalinata del Ayuntamiento de Bilbao se ha representado el auto sacramental « La cena del rey Baltasar ».

Veintidós industriales e ingenieros de Guipuzcoa estuvieron en Dusseldorf, en la Exposición de estandarización y productividad.

El gobierno de la Alemania Occidental ha abierto un contingente de importación de boinas por valor de 75.000 marcos.

En la barra de Orio se ahogaron José Urretavizcaya, de 63 años, y Manuel Manzanos, de 30, que salían a pescar chipirones.

En Andoain pereció electrocutado Juan Iriondo, de Elgoibar, empleado de la Iberduero.

El abogado bilbaíno don Antonio Bilbao Aristegui ha sido nombrado registrador de la propiedad en Castro Urdiales.

El trasatlántico « Covadonga » ha inaugurado su servicio Bilbao-Nueva York.

Al dirigirse de San Sebastián a Pamplona, un auto, de don Pedro Mozo, de 77 años, resbaló al cruzar con un camión y se despeñó, saliendo despedida la señora de Mozo, que dió con la cabeza contra una piedra y murió. Su marido resultó con heridas graves, y sus sobrinas, las hermanas Asanza Nieto, con diversas lesiones.

Conduciendo un camión de Pamplona, llegó al puerto de Pasajes el chofer Marcial Ducaý Elizaziz, de 34 años. Al apearse pisó los cables de una grúa y pereció electrocutado.

La Federación Española de Fútbol ha recompensado a la Real Sociedad de San Sebastián por la corrección que distingue a sus jugadores.

El día 28 de agosto había de celebrarse el partido final del campeonato de pelota a mano entre el riojano Barberito y el eibarrés Gallastegui, que era el último campeón. Estimando que no le convenía jugar en dicha fecha, por excesivo calor, Gallastegui se retiró del campeonato y su rival quedó proclamado campeón con la aquiescencia del eibarrés. Pero la Federación Guipuzcoana considera que la decisión de Gallastegui constituye una rebeldía y ha propuesto a la Nacional que se le inhabilite por tres meses. El nuevo campeón ha manifestado que no está muy contento de haber obtenido el título en esta forma y que desearía jugar un partido contra Gallastegui, aunque sabe que lo perdería.

En Sebastián han fallecido: don Ramón Fernández Iturralde, de 53 años; don Tiburcio Mendizabal, de 66 años; don Moisés Urmeneta, de 56 años; don Pedro Alquézar, de 85 años; don Antonio Lamsfus, de 70 años; el teniente coronel don Antonio Solchaga, de 63 años; don Aurelio Pérez Bernard, de 86 años; don José Luis Echeverría Lervés; don Fernando Múgica; don José Aldanondo, de 70 años; don Justo Urrestarazu, de 71 años; don Ramón Mendizabal, de 57 años; el exconcejal don Eustaquio Iraola, de 79 años; doña María Trueba, viuda de Ricardo Trueba; doña Isabel Porset, viuda del magistrado don Sabas Izaguirre; el librero don Miguel Ramos, de 78 años; doña María Jesús Sasiain, esposa de Francisco Vea-Murguía; don Cayetano Zabaleta, de 72 años; don Eulogio Maiz, de 49 años; don Pablo Bergol, de 65 años; don Jenaro Rodrigo, de 70 años; don Antonio Luzuriaga, don Antonio Pérez de Rada, de 49 años.

En Eibar: don Santos Bascaran, de 40 años; doña Antonia Zabaleta, viuda de Ramón Urigüen, de 68 años; don Felipe Aranceta, de 41 años; doña Manuela Soroa, viuda de Lucas Ruiz, de 22 años. En Zarauz: don José Antonio Landa, de 45 años. En Beasain: doña Josefa Imaz, esposa de Francisco Amiano, de 82 años; don Eugenio Lasa, de 46 años. En Zumárraga: doña Dolores Zabalza, viuda de Blas Escoriaza, de 66 años. En Hernani: doña Adela Alberdi, esposa de Miguel Toledo, de 52 años. En Irún: don Cipriano Michelorena, de 49 años; don Miguel Echeveste, de 50 años. En Fuenterrabía: don Ruperto Zorzabalbere. En Tolosa: doña Visitación Damborenea, viuda de Gurruchaga; don Juan Jaime Otaduy, de 79 años. En Mondragón: don José Arregui, de 58 años. En Vergara: doña Adela Artabe, viuda de Melchor Moraiz, de 89 años. En Oñate: don Félix Ibarro, de 65 años. En Pasajes de San Pedro: don Francisco Arocena, de 66 años. En Pasajes de San Juan: doña Claudia Letamendia, viuda de Robustiano Olaciregui, de 74 años. En Deva: el arquitecto don Marcelo Odriozola.

En Bilbao han fallecido: don Vicente Galindo, de 75 años; don Víctor Ortiz Baro, de 87 años; don Alfredo Revuelta, de 70 años; don Juan Domingo Nazabal, de 73 años; don Fermín Laca, de 72 años; el ex-diputado provincial don Cosme Elgueazabal; don Luis Letona, de 79 años; doña Emilia Barbero, esposa de Fernando Lozano; doña Carmen Peris, viuda de Juan Barañano, de 96 años; doña Emeteria Ordorica, viuda de Marcelino Vidaurreaga, de 87 años; el presbítero don Francisco Torrontegui, de 77 años; doña Asunción Fernández del Valle, viuda de Gonzalo Gangoliti; doña Emilia Aldama, viuda de Ignacio Garay, de 71 años; don Ezequiel Zulaica, de 75 años; don Angel Sarasqueta; don Cirilo Ispizua, de 47 años; don Fabio Medel, de 60 años; don Pedro Otazua, de 80 años; don Rafael Sagarduy; don Manuel Sologaitua, de 66 años; don Eduardo de Diego Somonte, de 61 años; don Lázaro Ituarte, de 62 años; doña María Basabe, viuda de Antonio Echevarría, de 73 años; don José CORMENZANA, de 55 años; don José María Belandía, de 56 años; don Alberto Soloeta, de 38 años.

En Durango: doña Concepción Albizuri, esposa de Ceferino Burgada, de 49 años; don Lucio Suladea, de 39 años. En Guernica: don Germán Basabe, de 67 años; doña María Chopitea, viuda de Zallo, de 80 años; Martina Achaval, de 29 años. En Arrigorriaga: don Juan José Ipiña, de 75 años. En Galdácano: don Pantaleón Alegria, de 83 años; don Juan Cruz Asua, de 57 años. En Erandio: don Isidoro Bilibao, de 53 años; don Lucas Biderbost, En Lamiaco: don Andrés Lasúen, de 70 años. En Derio: don Feliciano Larrabeiti, de 72 años. En Las Arenas: don Anastasio Rementeria, de 84 años; don Cirilo Argarate, de 75 años. En Algorta: doña Nicasia Sarria, viuda de Agustín Vidaurreaga, de 76 años; doña Raimunda Arellaza, viuda de Escolástico Vidaurreaga, de 95 años; doña Concha Arteta; doña Juana Urrutia, viuda de Martín Araquistáin, de 85 años. En Amorebieta: el presbítero don Dionisio Apaolaza, de 77 años. En Lejona: don Agustín Mendieta, de 54 años. En Lequeitio: don José Cano, inspector de la « Zorroza ». En Yurreta: el presbítero don Juan Astorguía, de 64 años. En Baquio: don Félix Larrazabal, de 75 años. En Berango: don Asensio Sangroniz, de 80 años. En Basauri: don Ramón Urcelay. En Busturia: doña María Jesús Urizar, viuda de Urruchúa, de 85 años. En Canala: doña Marta Beotegui, viuda de Ibarzabal, de 70 años.

En Vitoria ha fallecido don Fidel Medrano, de 83 años. En Amurrio: doña Julia Landazuri.

En Pamplona han fallecido: doña Paulina Lorea; don Máximo Azqueta, de 71 años; don Eusebio Balduz, párroco de Peralta; don Pedro María Isturiz, de 47 años; doña Cándida Ciauriz, viuda de Mariano Elizalde, de 56 años; don Narciso Erice; don Fermín Guembe; los presbíteros don Ricardo Garriz y don Teodoro Inchusta; don José Gómez Itoiz, de 74 años; don Félix Ataun, de 63 años; don Gabriel García Tuñón.

En Santesteban: doña Hilaria Petite, viuda de José Apezteguia, de 72 años. En Almandoz: doña Martina Marticoarena, viuda de Martín Plaza, de 87 años. En Aniz: doña Francisca Yanci, esposa de Pedro Azcarate, de 40 años. En Sangüesa: doña Pilar Torres, viuda de Mendieta, de 84 años. En Peralta: don Pablo Lorente, de 82 años. En San Adrián: don Primitivo Gurpegui, de 61 años. En Estella: don Pío Fernández Lasa, de 88 años.

En Madrid han fallecido: don Pedro José Arrate Celaya; don Cándido Arrola Aqueche, hijo adoptivo de Lejona. En Barcelona: don Daniel Ansola Juaristi, de 63 años. En Tarragona: don Pedro Elordi, de 71 años. En Caracas: don Salvador Urroz. En Hendaya: don Fernando Chueca, de 61 años. En Lautaro (Chile): el presbítero alavés don Ignacio Saez de Ugarte.

NECROLOGIA

A los 67 años ha fallecido en París don Manuel Uribe-Echevarría, autor del proyecto de los saltos del Zadorra, cuyo entierro fué presidido por don Jesús M. de Leizaola, Consejero del Gobierno vasco.

En Hernani ha fallecido, a los 84 años, don Manuel Alberro Bengoechea, tío de don Agustín Alberro Picavea.

CRONICA DE GUIPUZCOA

El homenaje a Iparraguirre

SAN SEBASTIAN. — Con motivo del centenario del « Gernikako Arbola », los franquistas tuvieron la ocurrencia de dedicar un homenaje a la memoria de su autor en Villarreal de Urrechua, pueblo natal de Iparraguirre. Después de esta, nada extrañaría que los franquistas terminen por dedicar un homenaje a la memoria del autor del Himno de Riego.

En realidad no se trataba tanto de un acto franquista como de una expansión carlista. Carlista era el autor de la idea (Caballero, presidente de la Diputación) y carlistas son el ministro Iturmendi y el subsecretario Oreja, que asistieron a la conmemoración. Carlista es también « El Pensamiento Navarro », que, comentando tal iniciativa, señaló el contraste de las autoridades de ahora, que dedican un homenaje a Iparraguirre, y las autoridades de hace un siglo, que le desterraron por el mismo motivo por el que hoy se le exalta.

« El Pensamiento Navarro » ha explicado este contraste recordando que las autoridades de entonces eran liberales y por lo tanto enemigas de la libertad que cantaba Iparraguirre. A esta tesis carlista habrá que replicar preguntando qué son las autoridades de ahora. Porque del general Franco al general Espartero no va gran cosa por lo que se refiere a las libertades vascas; y tanto los que desterraron al autor del « Gernikako Arbola » como los que hoy le enaltecen, allá se andan en su enemiga a los derechos del País Vasco. Esa es la verdad, y todo lo demás es música con letra de Iparraguirre.

Porque el pueblo lo entendió así es por lo que el día del homenaje se sentó en masa, huyendo de Zumárraga y de Villarreal y abandonando el campo a los carlistas que, con boina roja y borla, vinieron de Navarra en autobuses para anexionarse la figura de Iparraguirre, a cuya estatua le pusieron también una boina roja.

La sensación de vacío fué tan notoria que el alcalde de Villarreal se creyó en el caso de explicarla diciendo, que, por la tradicional rivalidad entre Villarreal y Zumárraga, el vecindario de esta última villa se había abstenido de concurrir. Pero se le hizo observar que, efectivamente, no se veía a nadie de Zumárraga, pero que tampoco se veía a nadie de Villarreal...

El verdadero sentimiento popular no se manifestó solamente por el vacío, puesto que en la cruz del monte Irímo, — es decir, encima de Villarreal — apareció por la mañana una bandera vasca. Retirada por la guardia civil, apareció otra al poco tiempo. (Cuatro días más tarde y en el mismo sitio, se colocó nuevamente otra bandera que permaneció hasta las cuatro de la tarde; y el día 31, fiesta de San Ignacio, otra bandera vasca apareció en la fábrica Berriochoa, de Zumárraga, donde permaneció hasta media mañana.)

De añadidura, las discrepancias entre los participantes en los actos oficiales fueron muy comentadas. El párroco de Villarreal de Urrechua se opuso por razones litúrgicas a que en la misa se

interpretara la Marcha Real durante la Consagración. Tuvo una violenta escena con las autoridades civiles, pero los caciques triunfaron finalmente obteniendo del obispo una orden escrita en la que autorizaba la ejecución del himno.

En los demás actos oficiales tampoco hubo gran armonía, observándose el antagonismo entre carlistas y franquistas. Los oradores fueron interrumpidos con gritos que, simulando aprobación de sus discursos, eran realmente oposición manifiesta. Los carlistas navarros gritaban « ¡ Vivan los Fueros! », « ¡ Viva el rey! » y « ¡ Mueran los traidores! », gritos que indudablemente se dirigían a los falangistas y a los carlistas colaboradores, como lo son Iturmendi y Oreja, ministro y subsecretario de Justicia, que participaban en el acto. Esta oposición se recalcó en los bares, donde la sobremesa fué acompañada de vitores al rey (« ¿ a cuál? ») y de mueras a Franco.

Con todo lo cual terminó la jornada sin que nadie se acordara ya de Iparraguirre ni del « Guernikako Arbola », cuyo centenario se había pretendido conmemorar hipócritamente por los asesinos de las libertades vascas. (O.P.E.)

CRONICA DE VITORIA

Un falangista más

VITORIA. — Ya lleva bastante tiempo en esta diócesis el obispo doctor Bueno y éste es el momento en que todavía no sabemos si, con su nombramiento, Roma nos envió un prelado nuevo o Madrid nos facturó un falangista más.

Su estilo literario, aparte de otros aspectos más serios, nos inclinan a sospechar lo último. En uno de sus recientes discursos se encuentra, por ejemplo, el siguiente párrafo:

« El Rey de reyes y Señor de todo, voluntariamente cayó y vino a la tierra, y con su sacrificio elevó a la humanidad. Junto a él están nuestros caídos, en la Iglesia triunfante, que, juntos a la Purgante y la Militante, forman la Iglesia toda, de la que es cabeza Cristo Jesús. Este dogma de la comunión de los santos, que afirmamos todos los días al rezar el Credo, es el que nos dice que nuestros caídos por Dios y por España, están junto a la gloria de Cristo; sobre los luceros, decimos, y así es, pues ellos son las luminarias que nos guían, que piden por España, por esta patria a la que amamos, a la que todos tenemos que amar incluso con amor sobrenatural, porque Dios nos puso en ella, y porque España, con sus tradiciones católicas, con sus esencias gloriosas, tiene un camino trazado, tiene esa unidad de destino dada por Dios Nuestro Señor. »

Unidad de destino... los luceros... nuestros caídos... El obispo de Vitoria no se ha enterado de que hasta los « camisas viejas » van arrinconando esta retórica « azul » y de que ya no es necesario ser más falangista que Primo de Rivera para conservar la mitra. Hoy, hasta el arzobispo de Valencia prefiere ocuparse de temas sociales y se atreve a decir que el obrero vive mal, puesto que necesitaría ganar cincuenta pesetas diarias.

Indudablemente, el obispo de Vitoria

tiene el reloj atrasado. Cuando lo ponga en hora, nos dirá él también que el obrero vive muy mal y que el régimen social es injusto. Pero ya procurará hacerlo después de que los tribunales hayan condenado en la capital de su diócesis a los que están procesados precisamente por haber protestado con toda corrección contra esa injusticia que esclaviza al hombre y ofende a Dios. (O. P.E.)

En favor de los « Solidarios » perseguidos

BAYONA. — « Alderdi », boletín del partido nacionalista vasco, se ha ocupado en un editorial del procesamiento y prisión de varios antiguos dirigentes de Solidaridad de Trabajadores Vascos y entre ellos el que fué su presidente:

« La prisión del señor Robles Aranguiz, padre de once hijos y que en el Congreso de Gazteiz de 1932 fué designado por unanimidad presidente de la Confederación de Trabajadores Vascos, trae a nuestro recuerdo lo que representó en nuestro país esta organización obrera, cristiana y vasca. »

El artículo recuerda la historia de esta sindical que, creada en 1911, llegó a ser mayoritaria en el País Vasco; y añade:

« En aquel Congreso (Vitoria, 1932) se reafirmaron los principios cristianos y vascos de Solidaridad de Trabajadores Vascos y el propio Presidente Robles, cursó el mensaje aprobado por el Congreso al Jefe de la Iglesia Católica y la ratificación de la adhesión de Solidaridad a la Internacional Sindical Cristiana de Utrech.

« ¿ Quién podría pensar entonces que un régimen que se dice católico, encarcelaría y procesaría al presidente y a varios antiguos dirigentes de la organización obrera cristiana más fuerte de todo el País Vasco! »

« El régimen franquista, sin otro derecho que el de la fuerza bruta, disolvió la organización obrera vasca que tantos años costó levantar a los obreros vascos. Suprimió la libertad sindical e implantó unos sindicatos oficiales únicos, los de Falange, que carecen de toda adhesión y apoyo de los obreros.

« Un nuevo proceso con la prisión de varios antiguos Solidarios, y las consiguientes privaciones para sus familias, se ha iniciado en nuestro País.

« Los solidarios exilados en el Estado francés que mantienen la Organización a los efectos de sus relaciones con la Internacional Cristiana de Utrech y con la Internacional Sindical Libre, a las que nunca dejaron de pertenecer, se preocupan cuanto pueden por venir en ayuda de sus hermanos perseguidos y encarcelados en Guipuzcoa, y han informado de cuanto ocurre en Donostia a aquellas organizaciones mundiales.

« Todos los solidarios vascos, o antiguos miembros de la Organización Obrera vasca, cualquiera que sea el país en donde residan, creemos que están obligados a apoyar la acción en favor de los solidarios perseguidos y de facilitar los medios económicos necesarios para que esta labor pueda ser rápidamente realizada y con toda eficacia. »

« Populuaren Eskuara »

ISKANBIL'EK.

« Noiz ulertuko dute gure bestaldeko Euskotar hainitzek eskuara erroto ikasi behar dela... » Hanzena'k (« Euzko-Deya », 361-zenbakian).

Biarritzeko « Euskararen Eguna »ri buruz « Han zena »k idatzi dituen lerroak ez-tan irakurri ditugu. Zinez, « Han zena »k, euskara biziki pullita derabilki, airoski eta garbizki. Era berean, ordea akulu zorrotza ere dardarazten ditu, bestaldeko euskotarrak ziztatzen, zulatzen. « Han zena »ren erranak irakurriko litukenak, bestaldeko euskotarrak euskara ikasteko gaudela oraino uste izango luke. Behar bada, ala izanen da.

Guk, ageri denetik, ez dugu « populuaren euskara » goxo xurgatu. Are gehiago; ez dakigu euskara zer den ere. Gaxoak gu! Euskaraz ari nai, eta baitezpadako mintzaira arrotzez ari gaitzugu, populu guztia naasten, populu guztia naskatzen. Hori zergatik? Populuaren barne-muinetan pulunpatu ez guralako, edota (Otea'k liokenez) baserriko zimaurren biraletan batean ez dugu-lako atsartu. Itz batean erran, gure euskarak gorotza palta du. Eta gorotz-pi-korrez bezituzten ez dugun bitartean, alperrik ari gera euskeraz idazten, alperrik ari gera — bestaldeko euskotarrak — gure izkera iaso ta goraltzatzenko onenak ere ematen. Populua behar dugu, zimaurren, gorotz pixkat...

Bainan nik galdetzen derautzuet: nun daude populuaren euskal-diti oparoak? Nun daude baserriko euskal-zimaurren urrutsuak? Ez ditut nik behintzat, nihun ere ikhusten, ez usnatzen. Luzaro ez dela Laburdi'ko populuarekin nāsan ibili naiz, euskararen urrin goxoz ene biraletan anpatu naiez. Basa-frantsez min-kaitzez anpatutako ditiak eskaini dizkit populu orrek. Ioan naiz baserrietara ere, Azkaine, Sara... Euskal-esnez beterik beren afoñoak behar dituzkeen aurñoak, frantses-esnea ez-pañetatik zeriela ikhusi ditut. Izan naiz elizetan ere. An kausitu ditut Bossuet berriak, frantsez iario alkegarriak, Axular'en ondakifak egin-ālean lurperatzen. Ez dut populurik, ez Axularrik, ez eta zimaurrek ere ediro...

« Noiz ulertuko dute gure bestaldeko Euskotar ainitzek eskuara erroto ikasi behar dela...? » Galdera egokia. Onatx arrapostua...

Zenbeitek beren izkelgitxoā ezagutzea dela uste dute euskara « erroto » iakiteā, batez ere unaidiko eskualdunen artean. Auentzat, gehienentzat behintzat, berena berte euskararik ez dago. Oso gutxi ikhusi ditut emengo euskaldunen artean berte izkelgitara emanak, eta iakina, beaiek bezala mintzatu ta idazten ez dutenek ez dakite euskararik ere. Orrelako zerbeit gertatzen zaio, nunbeit, « han zena »ri ere.

Bestaldeko euskaldunen artean, idazleen artean batipat, aldiz, saldoka daude euskal-izkelgi guztiak erroto ez bada ere aski sakon ezagutzen ditutenak, edozein euskaraz idatzi liburuak gogoz irakurtzen ditutenak. Bizkaitar aunitzek gaztetandik Laburdi, Xubero ta Be-Naparroako ko euskal liburuak irakurtzen zituten, eta oraino ere irakur-

tzen ditute. Erraidazu, ene adiskide « Han zena »; zenbat lapurtar, baxenapartar, xuberotar ezagutzen dituzu bizkaiterazko liburuak irakurtzen ditutenak? Ala ere bestaldeko euskotarrak euskararik ez dakite.

Bainan, zuek baino bide andiagoak egin ditutela euskal-bidean erran behar dizut, eta gudu ikaragarri baten ondoren oztipo ikaragarriak sortu ez ba' zitzazkien, ere bide andiagoak egingo zituten, zuek oraindik amestu ere ez dituzuten bideak. Egun ere, oztipoak goiti-beheiti, ari dire oraino euskara pixkat ikasten, lantzen eta maitatzen. Zuek bezin ongi ez dakite, noski, bainan zuek baino asmo garaiagoak ditute, euskara aberri oso ta bakar baten izkera biur nai dutelakotz. Zuek popular-ki idaztetzen dute, alere populua zuen gandik aldentzen ari da. Gurean, populua ere, goiz edo berandu, idazle eskax eta garbi-zale oiekin bat etorriko da. Zuek ango anai errukarriek baino erretasun gehiago dituzte euskara pizkortu ta sendatzeko. Alere ez dute egiten. Beaz ez da aski; berte zerbeit behar du gure bihotzak euskarari indar eta bizia emateko, gar berezi bat. Eta Iainkoa'ri eskerak, guk ba'dugu gar berezi ori eta gure populuak ere ba...

Aipatu gar berezi hori zuen populuaren bihotzean pizten ez duzuten bitartean, alperrik ari zerate populuko euskaraz idazten. Populuak, berez, ez du bat ere lotsarik euskara ukatzeko eta arbuiatzeko. Populuak ez du nihoiz ere euskararik salbatuko, nihungo izkerarik ere ezpaitu salbatu. Euskara bestaldeko euskotarren artean eta zuenean ere ba, iakintsuek, letradunek, apaizek, miriku ta berte salbatuko digute. Oriek ondatu ere digute, eta oriek salbatu behar digute gure aberri izkera. Populua geok gidatu behar dugu. Orainarte Euskalerriko iakintsu eta letradunek, andiekien nāsan, Euskal-Herria bazka kaltegarrietara, erdel bazkara alegia, gidatu digute. Oiek izan dira gure ondatzaileak, ez euskara garbizki idatzi dugunok. Guk bederik, euskerari iraupen eman diogu, aiek aldiz, populuaren bertan ito digute. Ez gera gu izan euskeraren obiratzaileak, berteza liokenak, gezurra lioke.

Onatx « Han-zenari » niholako aierkunderik gabe erran gogo nizkionak.

« ISKANBIL ».

Larramendi'ren gutunak

Iñor gutxi iritxi da euskeralogian Larramendi'k atzeman zuen erpiñera. Nere irakurleak ondo dakite Aita Larramendi'k nola eta zergatik sail ortan sartu zitzaigun.

Mayans, iakintun otsezko iaun batek, sekulako ergelkeriak idatzi zituen euskara eta Euskalerria beztu bearrez. Euskara euskaldunen asmakizun bat beste-rik ez zela zion beren erria bakar eta buru-labe gorde al izateko asmatua. Ortarako beste iskuntzetatik itzak artu zitutela, ots, gure euskara beste izkuntzen arbasta ustelez beteriko oxin kirats bat baizik ez zela.

Ez zuen orren besterik bear Garagorri'ko seme argiak beretik irten eta euskera-

ren alde iarteko. Atera ba zen, atera zen. Ederki iorratu zuen aipatu idazle espāñarra bere Itzegi aundiaren itzaurrean, eta lenago ere. Euskara garbi eta beste izkeren kutsurik gabekoa zela sendotu nai izan zuen itzegi ortan, bere etsaiak betiko lotsatzeko. Asmo bikaina, dudarik gabe.

Gaur egunean ez daukagu zertan arritu Larramendi'k ortarako egin zituen afirmazio bitxiak. Baiespen oriek guziek ez zituen idazleak berak ere onartzen. Ala ere, bere thesis garaia, euskeraren garbitasuna alegia, aurrera atera nai izan zuen eta ortarako ez zan beldurtu erderazko aunitz itzen sorkunak ere euskeraren erraetatik, bere modura, ateratzen. Adimen argiegia zeukan Larramendi'k sarri izpidetik landa zebillea ez ikusteko. Bainan Mayans eta aren kideak ito nai zituen euskal arri meta aundi baten azpian, eta arri ok edonundik atera zituen. Gainera garai artan eta geroago ere, etimologia aldarte ioko atsegin bat besterik ez zan. Eta Larramendi'rentzat ere ori bera izan zan, bidenabar euskeraren etsaiak oinazpiratzeko. Zirtolariegi agertzen zaigu beintzat bere itzaurre aipatu artan.

Bere asmoa iritxi ote zuen? Ez dakigu. Ala ere arrezkeroko datorioko Aita Manuel'i euskaldunen artean izan duen izen aundia. Etsaiak ixildu ez bazituen ere, euskaldunak bederik zentzatu zituen. Bere inguruan gure arteko euskal-eskolarik oparoena sortu zan; Mendiburu, Kardaberaz lagun zituela. Irutasun orren baranoan beste euskalzaleak ere ari ziran, euskaldun eta ez ziranek ere. Oraindik Loyola'ko arkivuan datzate erdaldun iaio zenbaiten euskal lanak Aita Manuelen eragifera eta irakatsietara egindakoak. Bere mendeen ez-eze arrezkerokoetan ere eragin aundia izan zuen gizon aundi orren lanak Añamendi'ko alderdi bietan.

Larramendi'k bere lan aundiok erderaz eman zizkigun ordea. Bear ere, bada erdelund maxiolariak ixiltzeko idatzi bait zituen. Bainan euskeraz ere idatzi zuen. Emen ari gera aspalditik oso gutxi euskeraz idatzi zuela esaten. Bere lanetatik bizpauru baizik ez dira irarri. Iru lantxo doi-doi: Aita Mendiburu'ri gutuna, Itzaurrean dakartzin zenbait lerro, Korographian ezarri zituen beste ainbeste, eta San Agustin'en Doanditza edo panegirikoā. Azkeneko onen aitatāsuna zenbaitek ukatzen diote Garagorriko semeari. Gutxi da, bainan geiago ere idatzi zuen gero ikusiko dugunetik.

Idaz-lan apurrok irakurriaz beste gabe Larramendi'k euskerarako zeukan trebetasuna nabarmentzen zaigu. Idazkera zailu, giartsu eta mamitsuaren iabe zenuten. Aita Mendiburu'ri egin zion gutuna « Jesusen Bihotzaren Debozia » deritzalon liburuako, gutun eredu bat dute.

Ormaetxea iaunak nonbait idatzi zuen: « Mingarri da Larramendi'k euskeraz idatzirik geio ez utzi izateā. Mendiburu'k eta baino obeto egingo zula iduri zaiz. Oraingo euskaldunok ere askok alde-aldera egiten dugu, itzak Larramendi'k bezain aukeratu gabe » (Euskera 1930 Urrilla-Lotazilla).

Orra ba. Larramendi'k utzi dizkigu beste idazki asko ere, euskeraz gainera. Ara Urkixo iaunak ontaz idazten zuena: « Histori Akademia'ko arkivuan argitara gabe arkitzen da Aita Larramendi'ren euskerazko korrespondentzia. Aita Fita'k 1880'garrenean argitaragarriak zirala uste zuen, bainan oraindik iñork

ere ez ditu argitaratu » (RIEV. Tom XXVI 375 orrialdean).

Ain aberats ote gera euskaldunok korrespondentza ori bertan bera ustellzen uzteko ? Arestia esan dudanez, euskal idazle trebea zan Iztegi audiariaren egilea. Aren kartak ez dute euskerarik lotsatuko, ez orixe. Aitzitik gure literatura murriztean lorarik bikainenak izango dira.

Lotsagarria da esatea, bainan egia. Euskaldunok ez daukagu, euskeraz, epistolari bat ere. Beste izkeretan arduraz iasotzen ditute beren arteko gizon aundi izan diranen kartak epistolari apainetan. Guk ez. Onak eta beste zenbait utsune aundik argi ta garbi erakusten digute oraindik euskaldunok kultur-bidean sartzeko gaudela, beste literatura guztien eretzean mendeak goiti atzeratuta gabiltzala, gixa exkax eta adimen urridunen piura negargarria eginaz. Beti txiki, beti epotx, elkarren inbiritz erre-ta dabilztan emakumexken ariora. Gure iatorrizko dirudien kaxkarkeri eta indiferentzia ergela euskal-izatezik gizonki erauzten ezpeditugu inoiz ere ez gera bete-betea sartuko kultur osoaren bide-rik, eta gure erria beti ere nardagarri izango da.

Len-bait-len Larramendi'ren gutunok eguzkitara bear genituke, eta norbaitek ardura-ori artu bear luke. Euskaldun jesuitek ar bear lukete beren kontura egiteko ori, bainan gure kulturarik aiek ez dute onartzen. Beaz ez daukagu aien zai egotetik. Bijoia beste norbait Madrid'eko Histori Aoademi ortara ango arkivuan datzaten Aita Larramendi'ren gutunok mundu zabalean erakusteko. Lan eder ori burutuko lukenak euskera-ren eta Euskalerriaren eskerronik be-roenak mereziko lituke.

Gaur gero ez dezala inork esan Larra-mendi'k euskeraz oso gutxi idatzi zuela. Paris'en 29-5-53.

A.

BERRIZ - BERRI

Iparragirre' ren omenaldia. — Uste genuena gertatu da Urretxu'n. Ez ziran an bildu bertulari sonatuaren omene-rako, Iturmendi, Caballero eta Oreja, karlatar igatuak pixkat preskatzeko baizik. Ezin illunpean iraun eta ereti ori onar dute burua erakusteko. Gainera Euskalerria ta oinazpiratuta gauzkan iauntxoa izkepot lizunenean batu nai izan ditute aipatu zaiduntxo salduek. Jai artan gertatu batek onela dio : « An ez zen bertsoatarako astirik izan. Itzaldi aspergarriz jan ziguten gure asmoa ». Zer uste zenuen bada, adiskide ? Antolatu zuten olerki-batzaldia ere, gezur batzaldi bat besterik ez da izan, gure olerkariak lotsatu eta naskatzeko. Aski, irakurle, Desperdicios arratoi li-kitsa, jai orrekin pozik dagoela jakitea, zer nolakoa izango zan usmatzeko... Oriengandik ez du gaizkabiderik ukano-gu ez gure erriak ezta gure izkerak. Ikas ordu dugu noizbait ere, gure bu-ruak etsaien aurrean arrandiz iasotzeko. Gizon eta erri makurtuek ez dute atzen onik izango...

Donostia'ko Seminario Berria. — Da-torren urrillean irikiko da Donostia'n Seminario berria. Ezititan dago Font An-dreu. Bear ere... Gaur-gero lasai aski erabil dezake bere bakulua Gipuzkoako apaiz-gaiak aukera dituen bazka pozoi-tuak barna eramateko. Elizaren ametsik gallena, iru goterki berriak sortu zitue-

nean, Gazteiz-ko Seminario aundia uxtu eta euskaldunak euskaldunen gandik be-reizteza izan zan, Euskalerriaren batasu-narekin batean euskaltasuna ere betiko itotzeko. Eta orra, iritxi du. Pozik dago bai Font iauna, eta berakin Eliza guztia. Eta zer egingo dute euskaldunek beren diruz eraiki zuten Gazteiz'ko Seminario aundi, eder eta berriarekin ? Iru obispu arrotzek, Erroma eta Estatuarekin naasian, ondutoko digute, usteldu-arazi-ko digute. Aundia da gero ain extu ta diru gabe bizi geran garai auetan Eliza dirua alperrik galtzen ikustea. Beude beude, nik ez diet txanpon ustelik ere emango. Burlarik aski ere egin digute orain arte iaun esku-zabal oriek euskal-dunoi, kristau-zintzoak gerala ta beste gabe... Ia aztu zitzaidan. Seminarioko erretoreak ez daki euskerarik. Zertako ? An ez du euskerak sarreerarik izango, eta andik aterako diren apaiz berriek katalanez edo mintzatu-ko zaizkie gure erriarrai. Zer derizkiczu Krutwig iauna ? Zure itzaldi aipatua irakurri ote dute Vatikanon ?

Idazle-Batzaren inguruan. — Ixillean bada ere, irixten zaizkigu zenbait berri. Oraingo ontan, Baiona'n zenbeit aphez iaun bildu direla iakin dugu. « Amillaitz » ek idazle-batzaren inguruan egin deiari erantzuteko. Biotzetik goraiatu nai di-tugu aphez gartsu eta benetako euskaldun ok. Ba'dakigu apaizak goraiatzaren ere euskeraren onerako gogoz ari direnean, bañan euskera eta Euskalerriaren aurka diardutenean apaizak eta Eliza osoa gaiztesteko ez daukagu bat ere bildurrik.

Esan dizuedanez, apaiz gartsuok bildu dira eta erakutsi dituten asmo ederen artean bat bederik aurrera aterako al dute. Euskal aldizkari bat egin gogo lu-kete Euskalerri guztiko apaizen artean idatzia. Asmo bikaña, baña nere kez-kek ere ba-ditut pirezenez araindiko apaizek ez ote diren zuen asmoetara etorriko... orain dituen erri eta eliz-agintari zan-tzailak dirala bide. Alere gure gorespe-nak ar bitzate aphez iaun maitagarriok.

Oraindik ez dira ase. — Loyola'n Iñaki deunaren egunez, izlari ots-andiko batek itzaldi alpagarria egin omen du. Ba al dakizu itzaldi artan izlariak zer eskatzen zuen ? Zera... lukainka muturra... « oraindik ere gertu egon bear dugula odol geiagu ere ixurtzeko Fran-co'ri dagoen iarlekuan eusteko... » Izla-riek gerta oi zaienez ordea, ark ere bes-ten odola eskatzen zuen, berea odolkit-a-rako edo gorderik or nunbelt. Xelebri-adi gero jesuita oriek... Obe zenukete ixilik egon, ez odol ibai berriak antola-tzen ibilli arakin-kumeok alakuok...

Euskal letrak. — Berri on bat eman bearrean nagokizue. Datorren urri-rako eskuartearen eukiko dituzute bi euskal li-buru bikain. Bata Mirandea'ar Ion oler-kari gaztearen bertsu-liburu garaia « 25 Poema » deritzana. Euskal illunpeak argi-tuko dituen benetako argi-xinta. Orre-lako olerkirik gure artean ez dela orain-dik ialki esango ba'nizue, ez nuke geie-gikeririk erasiko. Gertu bada, irakur-leak, Mirandek euskera xoragarrienean mamitu olerki-ametsak irakurtzeko.

Orrez gainera gure adiskide batek « Euskera frudi-bidez ikasteko » derit-zaion ikasbide iakingarri bat argitaratu-ko du. Au ere datorren urri-rako or izango duzute. Entzun dugunetik, oso liburu polita omen da, euskera ustekabea-n, oarkaberik bezela ikasteko modukoa. Euskerarik ez dakizutenok : oraingo ontan zuen aldi duzute ! Saia zaitezte aipatu liburuxoa eskuratzera eta ikas-tera.

Eriotza. — Uribe-etxebarría'tar Ima-

nol iauna il da. Atsekabe gorri-rik igaro zuen erbestaldi luzeegi ontan, alere inoiz ez zan makurtu inoren aurrean. Beti buru zut, beti tente bizi izan zan, etsaia-ri amor emateke. Lenago il etsi baño, zuen goiburua, eta orrela il da abertzale zintzo bati dagokion lez (G.B.).

LORETAN LORE

Menditarra'k

Oraingotik poz-aldi oso genun ustez. Ori beintzat sendi baten sorturiko amets; poz eta amets, munduak mundu jarrai- [tuta, zenbat aldiz, lenagore, gelditu lur jota ?

Zorion iturburu, barru-barrutiko pake, biotz garbidun exer-leku izateke, zein etxe apain, tellatuz duana leiarrar ! Aski arri zartada ikus dadin bere buru [kaxkarra !

Une baten, gizon lez aurkez nai arren, —berez menpeko geranez grifia txarren— mal'zurkeri, beste zer eskeñi iturri ater- [tuak, gure biotz beltz, zipotzak dirala legor- [tuak ?

Maitasun ! Ez bazenu agitz lagun lizuna, zu bai ziñatekeez itzaren kutuna ! Errekatxo ur garbi antz, berez eder eta... naikeri loiak utzi zaitu bidez, zikiñez be- [teta.

Neurri bage maite zenun mutilla. Onak, kinar sua jausita zun gogo illa : Maite zaitut ! — zizun —, ta itzak ai- [zeak eruango... Ezer ez dunak inoiz ez dizu deus eman- [go.

Itzak itz ! Ez bazindu zure maitasunak [itxutu, bazenun mutil ori noiz betiko mututu ! Ozpin orde ezta zala bearrako bazekian, bai, orrek zu arrapatzeko.

Egunak joan da etorri eldu zerate, maitasunez zu, bestea maitzurrez, ez- [kontz illerarte. Ezkontz itz-emana zelabait bear urratu, zu naiko ezta, mutillak bigarrenaz du [zer artu.

Etxean lenengoz negarra, ondoren ete [dan eskarra ; zuretzat, alaba maitetxu, itxuraz dan [okerra, nork daki Jainko eskua ez ote dan bi- [tarteaz betiko uztartua ez izateko zoritxarrez ?

Malkoak legortu ondoren, ikus daigun [otzean ; maitasun orde naimen loiaz gogoa ja- [betzean, — auntza larrera bultzatzen daben an- [tzeraz — artez-arte nola zijozaren zoritxarrera !

Zer ikasi ederra badezu aurrerantz, alai, erne izateko neska garbi antz. Gabeko otzak erre ez ditzan lore ma- [kalak gordetzen alegintzen zeraten amak, loretan lore ez ditugu ba seme-alabak ?

Paris 1953 g. u.

Le Gérant : Albert PRIEUR.

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier. — PARIS (IX°)



Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XVIII^e année — Num. 366 — Paris, 1^{er} Décembre 1953 — 50, Rue Singer (XVI)

Mussolini, commanditaire de la guerre civile d'Espagne

Les conspirateurs de Rome ont attendu 19 ans pour avouer leur manège

A part quelques allusions que l'ancien ministre de la Monarchie espagnole, M. Goicoechea, avait faites à Saint-Sébastien, en 1937, à l'occasion du bi-millénaire de l'empereur Auguste, jamais les franquistes n'ont parlé du pacte qui, deux ans avant le soulèvement, était déjà intervenu avec Mussolini pour renverser la République espagnole. Toute-

fois, ce pacte de Rome est bien connu de nos lecteurs : EUZKO-DEYA a reproduit, voilà seize ans, la photocopie de son procès-verbal. Aujourd'hui, c'est un des négociateurs du pacte, le carliste Lizarza, qui vient de faire, dans ses Mémoires, le récit des négociations. Voici le passage en question :

pañola », le fameux brouillon avait été retrouvé et publié par la presse rouge de Madrid (14 mai 1937).

« Comme on le voit, M. Goicoechea, bien qu'il ait donné sa parole d'honneur à Mussolini de n'en pas prendre copie et de ne même pas faire allusion à ce pacte, avait ramené en Espagne le brouillon du document qu'il avait rédigé. On pourra juger de ce que pouvait représenter cette indélicatesse, quand, plus tard, me trouvant en zone rouge — précisément la veille je venais de sortir de prison pour la deuxième fois — je restais le seul signataire à la portée du Gouvernement rouge. Cette négligence aurait fort bien pu me coûter la vie !

« Par conséquent, où, mieux qu'en « Mis Memorias », reproduire ce fameux document, pour la première fois dans notre Espagne ?

« Il était ainsi libellé :

« Procès verbal. — Nous soussignés : Lieutenant général Emilio Barrera, en son nom personnel ; don Raphaël Olazabal et don Antonio Lizarza, pour la « Comunión Tradicionalista », et don Antonio Goicoechea, en tant que chef du parti « Renovación Española », avons rédigé ce document afin qu'y soit consigné ce qui s'est produit au cours de l'entrevue que nous avons eue aujourd'hui, 31 mars 1934, à quatre heures de l'après-midi, avec le chef du Gouvernement italien, M. Mussolini et le maréchal Italo Balbo. M. Mussolini, après s'être informé en tout détail auprès de chacun de nous, de la situation politique actuelle de l'Espagne et de la situation et des aspirations de l'Armée, de la Flotte et des partis monarchistes, déclara ce qui suit :

« 1^o. — Qu'il était prêt à aider de toutes les façons nécessaires les deux partis en lutte contre le régime actuellement prévalant en Espagne, afin de leur permettre de le renverser et d'y substituer une Régence qui préparerait une restauration complète de la Monarchie, et nous y répondîmes, comme on peut bien le penser, en lui manifestant notre estime et notre gratitude ;

« 2^o. — Qu'il était prêt à témoigner de la sincérité de ses intentions en donnant une preuve tangible ; il proposait de fournir immédiatement 20.000 fusils, 20.000 grenades à main, 200 mitrailleuses et une somme liquide de 1.500.000 pesetas ;

« 3^o. — Que cette contribution ne devait être qu'un commencement et qu'elle serait complétée en temps opportun par des mesures plus importantes, selon l'œuvre qui aurait été accomplie et pour

« Mars 1934 marque un événement de la plus haute importance politique.

« M. Rafael Olazabal avait préparé une entrevue de Mussolini avec les représentants des forces nationalistes espagnoles.

« Cette délégation était formée par M. Antonio Goicoechea, représentant la Renovación Española (1), le lieutenant-général Barrera, pour l'Armée, et M. Rafael Olazabal ainsi que moi-même, pour la Comunión Tradicionalista (2).

« Le lieutenant-général Barrera, astreint à résider à Paris, où il était surveillé, put tromper le contrôle de la police et se joindre à nous à Saint-Jean-de-Luz, d'où nous poursuivîmes ensemble notre voyage jusqu'en Italie.

« Au dernier moment, à la frontière française, nous eûmes des craintes sur le sort du général, qui fut soumis à un interrogatoire serré.

« A la frontière d'Italie, à Vintimille, un attaché militaire italien nous attendait, qui se mit à notre disposition pour nous accompagner jusqu'à Rome.

« A Rome, nous eûmes un premier entretien avec le colonel Longo, qui prépara notre présentation au maréchal Italo Balbo, lequel nous emmena chez Mussolini.

« Cette entrevue fut cordiale. Nous exposâmes au Duce nos intentions de lutter contre la République et de la renverser.

« — Je ne doute pas — nous dit-il — qu'il en soit pour instaurer la Monarchie ?

« Ce à quoi nous répondîmes en chœur qu'il en était bien ainsi.

« — Mais, elle ne sera ni libérale ni parlementaire ?

« — Naturellement, non.

« — Certes, cette Monarchie sera corporative et organique ; il faut tendre à cela.

« Tout le monde l'approuva.

« — Mais, êtes-vous bien tous d'accord sur la personne du roi ? Car, ce ne sera point Alphonse XIII ?

« — Non, répondîmes-nous.

« — Peut-être un de ses fils ? nous demanda encore Mussolini.

« — Ce pourrait être don Juan, dit le représentant de la « Renovación Española ».

« En entendant cela, je fis sans doute un geste de dénégation, et Mussolini, avec sa perspicacité bien connue, le comprit et dit :

« — Je vois que vous n'êtes pas d'accord. Cela ne me regarde pas. C'est de votre ressort. L'essentiel, et sur ce point vous êtes tous d'accord, c'est que le Mouvement soit monarchiste et de tendance représentative et corporative.

« Après cette conversation, le Duce nous promit son aide à l'entreprise que nous projetions. Cette aide consisterait en espèces et en armes.

« Ces dernières, en nombre appréciable, notamment des fusils, des mitrailleuses lourdes et légères, des grenades et des postes de radio de campagne, dont le chiffre avait déjà été arrêté par le lieutenant-général Barrera, seraient remises par le maréchal Balbo à Tripoli pour être emmenés en Espagne vers les endroits fixés à l'avance.

« De notre côté nous engagions à renverser la République, à instaurer la Monarchie traditionnelle, à conclure un pacte d'amitié avec l'Italie, et, en cas de conflagration en Méditerranée, à dénoncer le traité en vigueur entre la République et la France, en évitant ainsi que les troupes de l'Empire français puissent traverser l'Espagne.

« Un procès-verbal fut dressé, dont le brouillon avait été rédigé par M. Goicoechea, que tout le monde signa et qui fut déposé dans une banque de Rome ; nous donnâmes notre parole d'honneur que nous ne soufflerions mot de tout ceci et qu'aucune copie n'en serait prise.

« Après ce que je viens de dire, on s'étonnera que le document en question soit publié ici ; c'est que, durant la domination rouge, au cours d'une perquisition effectuée chez M. Goicoechea, ou dans les locaux de la « Renovación Es-

(1) Monarchistes partisans de la branche alphonseine.

(2) Monarchistes partisans de la branche carliste.

autant que les circonstances les rendaient nécessaires.

« Puis il fut décidé que pour la remise de la somme d'argent dont il vient d'être question, un délégué des partis devait être choisi ; don Raphaël Olazabal fut chargé de prendre possession des fonds et de les placer en Espagne à la disposition commune des deux chefs, comte de Rodezno et Antonio Goicoechea, pour leur répartition entre les deux de la façon, au moment et selon les conditions qu'il voudraient.

« Il fut pareillement décidé qu'en ce qui concernerait la distribution de cette première quantité d'armes et leur transfert en Espagne, les chefs en question recevaient chacun ce dont ils auraient besoin proportionnellement aux charges assumées par chacun de leurs groupements. »

« Mais, revenons en Italie.

« Le lendemain de la signature, le 1er avril 1934, 500.000 pesetas nous furent versées pour les frais de préparation du Mouvement ; le reste, un million de pesetas, serait mis à notre disposition ultérieurement.

« Cette somme fut ramenée en Espagne par M. Rafael Olazabal, qui devait toucher également le million restant.

« On étudia la façon d'importer les armes, par le Portugal et par les côtes du Levant ; on pensa même les transporter par avion jusqu'à la plaine de la Sierra de Urbasa (Navarre), lieu qui, selon des aviateurs amis, réunissait les conditions pour l'atterrissage.

« On prit encore la décision d'envoyer en Italie un certain nombre de jeunes gens afin de les instruire dans le maniement des armes ; à leur retour, ils pourraient instruire leurs camarades.

« Les accords avec le gouvernement italien une fois conclus, nous convinmes entre nous de la manière de distribuer les armes et l'argent aux partis politiques représentés par nous, c'est-à-dire à la « *Comunión Tradicionalista* » et à la « *Renovación Española* ».

UNE CROISADE VUE DE L'INTERIEUR

Des curés fabriquaient des grenades !

Dans son récent ouvrage « *Memorias de la conspiración (1931-1936)* », le dirigeant carliste Antonio Lizarza révèle la collaboration qu'une partie du clergé navarrais apporta à la préparation de la guerre civile.

Des curés, tel celui d'Abarzua, dissimulèrent des armes chez eux ; d'autres, tels ceux de Lanz et d'Arizua, cachèrent des conspirateurs et des militaires conjurés ; d'autres encore, comme celui de Noain, installèrent un poste-émetteur de campagne dans le clocher de leur église ; certains, tel celui de Lezaun, étaient chefs de requêtes ; le Supérieur du Monastère d'Irache prêta sa cellule pour les conversations du général Mola et du chef carliste Fal Conde ; l'abbé Osacar, déguisé en motocycliste, faisait deux fois par semaine la liaison entre Pampelune et Saint-Jean-de-Luz, où conspirait la Junte Militaire suprême des carlistes, sous les ordres directs du prince Xavier de Bourbon-Parme.

M. Lizarza complète ainsi ce tableau : « Indépendamment de mon travail, on chargea de fabriquer des grenades don Jesus Yañiz, curé de Caparrosa, assisté

« A propos de la façon de distribuer les armes, je me souviens d'une petite discussion que j'ai eue avec le représentant de la « *Renovación Española* ». M. Goicoechea était partisan de faire le partage par moitié entre les deux partis ; je m'y opposai formellement, car, alors que nous en avions un besoin urgent pour armer nos nombreuses forces, la « *Renovación Española* » ne pouvait s'en servir, ne comptant que sur de maigres appuis populaires.

« Le lieutenant-général Barrera trancha la question par ces mots : — Le petit Navarrais a raison.

« Nous revînmes en Espagne gonflés, d'enthousiasme et de joie ; nous n'étions pas seuls dans notre lutte contre la République. Mussolini nous soutenait généreusement ; ce qui prouvait que tout ce que l'on était en train de faire n'était pas une folie de jeunes exaltés, mais le seul moyen de nettoyer l'Espagne. »

**

Cette opération de nettoyage s'est soldée, comme tout le monde le sait, par un million de victimes. Cependant, M. Lizarza estime encore que ce n'était pas une folie... car il comptait sur l'appui de Mussolini. Toutefois, Mussolini n'a pas pu compter sur l'appui du fascisme espagnol quand est venue l'heure de mourir, pendu par les pieds.

Le pacte de Rome a été une mauvaise opération pour tous ceux qui y participèrent. Le renversement de la République et la restauration de la Monarchie, convenus alors, cette dernière est toujours proscrite, dix-neuf ans après ce pacte, et, aussi bien les partisans de la branche carliste que les partisans de la branche alphonse ont travaillé pour le roi de Prusse. La guerre civile a profité à ceux qui n'avaient pas assisté à l'entrevue de Rome et n'en avaient eu connaissance que beaucoup plus tard : le général Franco et la Phalange de Primo de Rivera.

Pour la troisième fois en un siècle, les carlistes ont été roulés.

de don Francisco Arellano, curé de Traibuenas. On confia la même mission à don Fermin Erice, curé d'Esquiroz, et à don José-Maria Solabre, curé de Berriozar. Il y eut donc deux petites fabriques de grenades, l'une à Caparrosa, l'autre à Mañeru, en dehors du dépôt de Traibuenas.

« Il serait curieux de connaître comment s'effectuaient ces travaux. Il devait être difficile d'acquiescer le matériel nécessaire, les boîtes de piments, de Sidol, la dynamite, les mèches, etc... Périodiquement, par l'auto de « *La Bilbaina* », faisant le service de Bilbao à Pampelune, arrivait un sac de dynamite et de fulminants camouflés en « semences », destinés à cette fabrication.

« A travers quelles vicissitudes — ajoute M. Lizarza — ont dû passer ces braves pour mener à bien leur tâche patriotique et nécessaire ! »

**

Une guerre civile préparée avec des collaborateurs aussi respectables et animés d'intentions aussi chrétiennes, ne devait-elle pas devenir finalement une « guerre sainte » ? Du moment où le premier curé carliste avait mis les premiers grames de dynamite dans la première boîte de tomates, le futur soulèvement ne pouvait être qu'une « croisade ». La participation des « curés-dynamiteurs » était, en fait, un baptême historique.

Le souvenir des seize prêtres qui, n'étant pas des « dynamiteurs » furent exécutés plus tard par les rebelles, en Guipuscoa et en Biscaye, ne saurait ternir le caractère pieux de ce que l'on appelle encore, par antonomase, la Croisade.

Ce qu'on disait au Vatican au 1946

par Francis E. MAC MAHON

M. Francis E. Mac Mahon, cet écrivain catholique dont les informations sur l'Espagne lui ont valu d'être expulsé de ce pays, nous a précisé ses souvenirs personnels dans l'article ci-après, qu'il nous adresse de Chicago pour « *EUZKO-DEYA* » :

« En décembre 1946, en ma qualité de correspondant du « *New York Post* » en Espagne, je fis un saut à Rome afin de savoir quelle était l'attitude du Saint Siège vis-à-vis de Franco.

« Je fis une demande formelle d'audience afin d'avoir un entretien avec Mgr Giovanni B. Montini, sous-secrétaire d'Etat. Mgr Montini était alors très affairé ; aussi, un de ses assistants, un jeune « *monsignore* », fut-il chargé de me recevoir.

« Mon entretien avec ce monseigneur porta sur deux points principaux. Le premier se rapportait au message de Noël du Saint Père, pour décembre 1944, patronnant la cause de la Démocratie Chrétienne. L'autre concernait les négociations, alors en cours, relatives à un Concordat avec l'Espagne.

« Je fis part à mon interlocuteur que des ecclésiastiques ainsi que des séculiers notoires d'Espagne affirmaient que la recommandation du Saint Père en faveur de la Démocratie Chrétienne ne s'appliquait pas à l'Espagne. Le « *monsignore* » sembla surpris, et, en termes très énergiques, il m'assura que les déclarations du Pape étaient destinées au monde entier. Il ajouta, en outre, que le totalitarisme n'avait rien de justifié dans l'avenir, pas plus qu'il n'en avait eu dans le passé. Il me démontra clairement que le Saint Siège considérait la Démocratie Chrétienne comme le régime politique logique du monde futur.

« Quant aux négociations sur le Concordat, je demandai au « *monsignore* » les raisons pour lesquelles un complet accord n'était pas encore intervenu avec Franco. Sa réponse fut sans détour. Il m'assura qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que le Vatican fasse autant de concessions qu'il en avait consenties dans le passé aux gouvernants, en matière ecclésiastique. Les temps ont changé, me déclara-t-il. Il me laissa entendre dans des termes très nets, que Franco prétendait, alors, obtenir des concessions que le Vatican entendait ne pouvoir satisfaire. Il ne me fit point connaître les points de divergence entre le Vatican et Franco. Mais il est indéniable que le retard dans la signature du Concordat était dû à ce que le Saint Siège n'était pas disposé à satisfaire toutes les demandes de Franco.

« Je quittai le Vatican, envahi par quelques impressions très différentes. D'abord : le Saint Siège déversait son influence en faveur de la Démocratie Chrétienne, et les régimes dictatoriaux étaient considérés par lui comme incom-

(Suite à la page 8.)

La décomposition du franquisme et le Congrès de la Phalange

Le Parti unique craint l'influence des Etats-Unis et n'est pas sûr des intentions du général Franco.

L'étrange « révolte » du professeur Calvo Serer et l'expulsion du correspondant du « Monde »

LA NERVOSITE DE LA PHALANGE

On se demande pourquoi la Phalange a eu subitement l'idée de tenir son premier congrès national, quatorze ans après la fin de la guerre civile.

Cette décision et d'autres réactions de même caractère, constatées depuis un an, répondent à la nervosité du parti unique, qui ne voit, ces derniers temps, que des ennemis partout.

La Phalange, toujours en perte de vitesse, constate sans doute certains faits : la constante antipathie de l'opinion publique, l'hostilité récemment revivifiée par les droites, le scepticisme au sein même de la Phalange, l'incompatibilité de ses fractions (« l'unité » est un mythe), la difficulté croissante de recrutement de la jeunesse, le tirage infime de son organe « Arriba », les malversations relevées au Ministère du Travail, dont le ministre est le phalangiste Giron, l'usure obligatoire d'un soi-disant Mouvement qui, au lendemain de la guerre, devenait un parti qui, étant un parti unique et un parti de gouvernement, allait y perdre moralement autant que ses membres devaient y gagner matériellement. C'est-à-dire beaucoup trop.

Un chef phalangiste (Agustín Aznar) avouait, à la veille du congrès : « l'usure naturelle provoquée par les années et, surtout, par les campagnes qui, du dedans et du dehors, ont été menées contre la Phalange ».

De son côté, le quotidien « Arriba » faisait allusion aux « fossyeurs prématurés de la Phalange », à ceux « qui avaient délivré notre bulletin de décès ». Par conséquent, la décomposition de la Phalange, simple épisode de la décomposition du franquisme, était la raison principale de ce Congrès qui est, sinon tardif, du moins inopiné. Le cadavre s'est redressé pendant quelques jours pour faire acte de présence et pour proclamer que ce n'était pas lui qui sentait, mais les autres.

AU MOMENT DE S'EN LAVER LES MAINS

Le point de vue de la Phalange, exposé par son secrétaire général Fernandez-Cuesta, est assez curieux. Son discours de clôture peut se résumer ainsi :

La Phalange, à l'encontre de ce qu'affirment les monarchistes, parmi tant d'adversaires, n'est pas simplement une des multiples forces ayant pris part à l'insurrection et à la guerre : la Phalange, par sa doctrine économique-politico-sociale, « est le soleil d'un système planétaire autour duquel tournent les autres astres, qu'il inonde de sa lumière ». Ceci, en ce qui concerne les gloires et les directives du régime ; mais, quant aux fautes et aux responsabilités, c'est tout autre chose. La Phalange, à l'encontre de ce que pensent aussi ses adversaires, ne saurait avoir une entière responsabilité tant qu'elle n'aura pas une participation absolue.

En résumé, quand il s'agit de lauriers et de doctrines, la Phalange dit : « L'Etat c'est moi ! ». Quand il s'agit de faits honteux et de responsabilités, elle fait alors une distinction : « L'Etat, ce sont les autres ! ». Telle est la thèse de la Phalange exposée au cours de son Congrès.

De toutes façons, on remarquera que le franquisme, à mesure qu'il perd pied, s'applique à prendre la Phalange pour bouc-émissaire et à lui faire endosser tous les péchés du régime, en présentant ce dernier à la manière d'une image d'Epinal où le général Franco est un chérubin, voguant dans les nues et en colloque permanent avec le bon Dieu, alors que la Phalange est un monstre au pied fourchu, dont les mains ensanglantées ont amplement puisé dans les biens de ce monde.

Pour employer un mot de Clémenceau, on pourrait dire que le franquisme est un bloc. Si ses « gloires » sont communes, ses responsabilités sont également indivisibles. Un souci d'objectivité nous oblige à préciser qu'aucune force ayant collaboré à la Croisade, nul secteur ayant participé au Mouvement, ne saurait être lavé de toute accusation susceptible d'être portée contre la Phalange. Même l'Eglise espagnole n'est pas exempte de responsabilité, en raison de ce qu'elle a dit et de ce qu'elle a fait, tout aussi bien que pour ce qu'elle n'a pas dit ou qu'elle n'a pas fait.

On a beaucoup parlé des crimes des phalangistes et, en réalité, il n'y aurait pas assez d'eau bénite dans la cathédrale de Tolède pour laver cette énorme tache de sang, qui ferait modestement rougir Machbeth. Ses camarades des temps glorieux étaient-ils donc innocents ? Les carlistes peuvent présenter un palmarès de crimes, qui n'a rien à envier à la Phalange. D'ailleurs, un des assassins de prêtres basques n'était pas phalangiste, ni même carliste : c'était un militaire de carrière, le commandant Llamas. L'imposante machine à assassiner, qui fonctionnait sous le nom de « Justice militaire » — cours martiales qui, en dix minutes, avait tôt fait de condamner un lot de cinquante à cent malheureux — était composée de militaires, et le ministre de la Guerre, qui approuvait ces jugements, n'était pas phalangiste non plus, mais carliste : c'était le général Varela. Enfin, l'assassin du poète Garcia-Lorca était un député du groupe de Gil Robles, du nom de Ruiz-Alonso ; le grand patron de la police d'Espagne franquiste a été, pendant de longues années, un autre député du groupe Gil-Robles : Serrano Suñer ; le premier ministre de la Justice, l'auteur de la monstrueuse loi rétroactive sur les « Responsabilités politiques », était un carliste : le comte de Rodezno.

On pourrait en dire tout autant des spoliations collectives et privées, dont les bénéficiaires n'ont pas été que des phalangistes. On pourrait trouver encore pas mal de biens d'autrui dans les salons et dans les coffres-forts de monarchistes... Et, lorsqu'on parle d'affaires vénales, de trafics d'influence, c'est-à-dire du marché noir, de fortunes improvisées, de trafics de licences d'importation, de délivrance de devises, de contingents de matières premières, etc... Il serait tout aussi injuste d'attribuer tous ces scandales à la Phalange. L'Armée, par exemple, a pris une part importante dans le contrôle du ravitaillement et de l'industrie ; rien que le souvenir des Coopératives militaires, qui permettaient

à d'innombrables militaires de vivre et de trafiquer (et comment !) à une époque où la population civile était affamée, suffirait à discréditer l'Armée franquiste. D'autre part, s'il y a eu d'importantes malversations au Ministère du Travail dirigé par le phalangiste Giron, il y a eu d'autres au Ministère de l'Armée que dirige le général Muñoz Grandes ; enfin, il y a bien longtemps que deux ministères toujours discutés, celui de l'Industrie et celui du Commerce, n'ont pas été contrôlés par un phalangiste, comme cela se passait du temps de l'opulent Carceller.

C'est pourquoi la Phalange a raison, dans une certaine mesure.

L'OMBRE DES ETATS-UNIS

Mais revenons à la question initiale. Pourquoi la Phalange a-t-elle eu l'idée soudaine de tenir son premier Congrès, quatorze ans après la fin de la guerre civile ? Pourquoi pas un an avant ou un an après ?

Cette question, soulevée également par la signature inopinée du Concordat, appelle une même réponse. Tout s'est passé comme si, dans un cas comme dans l'autre, c'était une réaction en rapport avec les accords hispano-américains. (Entre parenthèses, ces accords ont été accueillis avec appréhension par tout le monde. Les antifranquistes y voyaient un renforcement de la dictature ; la Phalange une perte d'influence ; les économistes, un danger d'inflation ; les militaires, un état d'infériorité ; le cardinal Segura, une porte ouverte au protestantisme...)

Le quotidien monarchiste « A.B.C. », tout en regardant le Congrès du coin de l'œil, dénonçait son rapport avec les récents accords : « Une nouvelle phase s'ouvre dans la politique extérieure de l'Espagne, et, à première vue, il est naturel que les forces politiques qui ont eu et ont encore la plus grande participation dans le cadre du régime, profitent du moment pour faire une affirmation nationale ».

Mais il n'en est rien. La Phalange n'avait aucun intérêt à faire une affirmation nationale devant les Etats-Unis, mais elle en avait un à faire une affirmation phalangiste en face du général Franco, qu'elle croit susceptible, sous l'influence américaine, de rendre un arrêt de mort contre la Phalange ou, à tout le moins, d'oublier sa doctrine et de liquider son monopole grâce à de nouveaux partis créés par le pouvoir.

En effet, une des conclusions approuvées par le Congrès de la Phalange reflète cette appréhension. En voici la teneur :

« Non seulement la Phalange doit continuer, aujourd'hui plus que jamais, de travailler avec une ardeur redoublée à ces aspirations, inséparables de la raison d'être de l'Etat, mais encore elle se voit contrainte à redoubler de vigilance afin d'éviter que ces véritables directives du régime, si celui-ci prenait un plus grand essor, soient déformées ou supplantées par des tendances hostiles, d'une façon larvée, à nos consignes solidement établies et assurant la constitution d'une nouvelle et meilleure société espagnole.

« La Phalange reste en état d'alerte

et maintient une ferme vigilance devant les tentatives sounoises d'organisation de partis politiques et de tendances qui, de droite ou de gauche, pour diviser l'Espagne en fractions, signifieraient une opposition à l'unité du Mouvement, une trahison à la glorieuse unanimité de sacrifice dans la Croisade et un retour aux discordes intestines qui ont causé en d'autres temps la décadence de la Patrie.

« La Phalange ne consentirait, sous aucun prétexte, à l'action illégitime de camarillas prétendant lui ravir sa condition d'unique inspiratrice politique de l'Etat, et, par conséquent, l'autorité de son Chef et Caudillo ».

Le général Franco, qui, en fin de comptes, est officiellement le chef national de la Phalange, ne pouvait répondre à cet avertissement que par un discours nègre-blanc, en parlant beaucoup « d'unité » et en couvrant le parti unique de fleurs : « agglutinant de la conscience civique de l'Espagne », « citadelle des intérêts fondamentaux de la patrie », « mouvement de masses, que la politique moderne implique », « sécurité de l'avenir du pays »... Ses principes ne seront pas jetés par-dessus bord pour pouvoir continuer à aller de l'avant, mais adaptés afin qu'ils deviennent la moëlle permanente de la co-existence politique nationale. Mais, sa place sera toujours au sein de la vie civile aux côtés et derrière « la force constituant notre Armée, qui est la garante de notre glorieuse tradition nationale ». L'Armée d'abord...

UNE BOMBE AU COURS D'UN CONSEIL DE MINISTRES

Quelques jours avant le Congrès de la Phalange, le gouvernement franquiste et la Phalange apprirent, non sans étonnement, qu'un certain professeur franquiste avait publié, dans une revue de Paris, une longue diatribe contre la « gauche » du régime, représentée parait-il par les recteurs des Universités de Madrid et de Salamanque (Lain Entralgo et Tovar), ainsi que contre la droite défallante, symbolisée par des catholiques comme les ministres Martin-Artajo et Ruiz-Gimenez. Cet article, signé par le professeur Calvo-Serer, de l'Université de Madrid — qui est, d'autre part, un des dirigeants de la secte politico-universitaire dite « Opus Dei » — parlait au nom d'une « troisième force ».

Selon M. Creach, correspondant du « Monde » en Espagne jusqu'à ces jours derniers, cet article a fait l'objet d'un Conseil des Ministres, au cours duquel on ne sait exactement ce qui se passa. Le général Franco qualifia-t-il l'article de Calvo-Serer de trahison ? Déclara-t-il, au contraire, qu'il connaissait déjà cet article et ses intentions ? Se borna-t-il à laisser au Ministre de l'Education Nationale le soin d'agir en conséquence ? Ce qui est certain, c'est que le professeur Calvo-Serer a été suspendu de ses fonctions de directeur de la revue « Arbor » et de son emploi à l'Institut de Recherches Scientifiques. C'est ce qu'a révélé le correspondant du « Monde », qui a été aussitôt arrêté et expulsé d'Espagne.

L'article en question tient plusieurs pages de la revue « Ecrits de Paris », dont on peut déduire la tendance par la publicité qui est réservée à l'hebdomadaire « Rivarol ». C'est dans cette revue française — grâce, en somme, aux avantages libéraux de la République honnie par les franquistes — que le professeur Calvo-Serer a cherché la liberté que lui

refuse le franquisme et que lui-même, en tant que franquiste, refuse à ceux qui ne le sont pas.

Le professeur Calvo-Serer emploie dans son article une nomenclature un peu particulière. Il appelle certains phalangistes « républicains » ou « gauchistes » sans autre motif que celui d'être les ennemis de la restauration de la Monarchie et de sa tendance réactionnaire ; mais il ajoute qu'en politique extérieure ils étaient partisans d'une alliance étroite avec l'Allemagne nazie, et qu'en politique intérieure, ils s'opposaient à la réunion des Cortés, dont ils niaient le caractère représentatif. Calvo-Serer rappelle que Javier Conde, membre du Conseil national de la Phalange et directeur de l'Institut d'Etudes Politiques, proposait la « théorie du chef », en tant que principe fondamental de l'Etat, et, qu'un autre membre de ce Conseil, Ridruejo, en était venu à demander l'élimination de l'opposition par la violence.

Avec cette même liberté d'appellation, M. Calvo-Serer appelle « démocratie chrétienne » des éléments franquistes qui n'en ont cure, malgré toute leur amitié pour Gil Robles, dont le parti n'a d'ailleurs jamais été démocrate chrétien (ce parti financé par certaine bourgeoisie afin de saper la République et d'annihiler ses réformes sociales, luvoya dans l'équivoque et finit par coopérer à la conspiration militaire, ainsi que l'a déclaré publiquement son chef Gil Robles).

Après avoir catalogué les classes dirigeantes du régime en « droites » et en « gauches », en « démocrates-chrétiens » et en « républicains », il était très facile au professeur Calvo-Serer de s'intituler le représentant d'une « troisième force » (au sein du régime et non parmi les belligérants de la guerre civile).

LA « TROISIEME FORCE »

La première partie de l'article de M. Calvo-Serer est consacrée à la période 1939-1945, qu'il qualifie de « nationale syndicaliste » et pendant laquelle les « totalitaires » avaient pour homme politique Serrano-Suñer, beau-frère du général Franco et ancien député du groupe Gil Robles. Selon le professeur Calvo-Serer, les « totalitaires » ou « nationaux syndicalistes » ont échoué sur tous les plans : politique, économique et culturel. Toutefois, il rappelle que les monarchistes n'ont pas eu plus de succès ; en 1943, les partisans de la restauration immédiate du fils d'Alphonse XIII ont adressé en vain deux pétitions au général Franco, l'une signée par des députés aux Cortés et l'autre par la plupart des lieutenants-généraux. « En 1945, les totalitaires étaient usés et les monarchistes absents ; les hommes de la Démocratie chrétienne allaient repartir ».

La seconde partie de cet article examine la période de ce que l'auteur appelle « droites » (1945-1951) et il rappelle que « les contradictions internes du Parti et la défaite de l'Axe ont contribué à donner une nouvelle orientation à la politique espagnole ». « Le généralissime Franco — ajoute-t-il — formait un nouveau gouvernement de coalition sans les monarchistes, avec plus de techniciens et moins de phalangistes ». Deux catholiques y entraient : le contrôle de la presse et de la propagande fut confié à Ibanez-Martin et les Affaires Etrangères passèrent aux mains de Martin-Artajo. C'est ce que Calvo-Serer appelle « représentation de la Démocratie-chrétienne » (?).

Selon Calvo-Serer, cette expérience des

droites a été également un échec. « On étouffa toute tentative de créer une théorie politique, la tenaille de la censure se resserra, le vide intellectuel se fit absolu ». A la suite de la Loi de Succession, qui, en 1947, fit de l'Espagne un royaume, ce royaume glissa officiellement vers une monarchie sans roi. Dès lors, voici la première crise du régime :

« L'atonie publique imposée par ce « nihilisme des Droites » devait provoquer la première crise profonde du régime. Les grèves de Barcelone, du Pays Basque et de la Navarre eurent pour cause moins la malaise économique que la lassitude et le découragement provoqués par l'impuissance de certains ministres à réagir devant les exigences naturelles des gouvernés. La volonté de supprimer la « politique », si caractéristique de cette époque, eut pour résultat en avril 1951, « de faire réapparaître avec violence la politique ». D'où une crise ministérielle. »

Selon le professeur Calvo-Serer, dans le troisième gouvernement de coalition réapparaissent les monarchistes (un pour chaque branche) et « le Parti y est toujours représenté, mais avec moins d'influence, divisé ouvertement en deux groupes : Phalangistes culturellement catholiques, monarchistes, européens et traditionalistes, et les totalitaires, exclusifs et républicains ». Cette troisième période est, pour M. Calvo-Serer, un amalgame de revenants de la première période avec des transfuges de la « Démocratie chrétienne », comme M. Ruiz-Gimenez. Et cette coalition des opportunistes révolutionnaires et des démocrates-chrétiens complaisants, a été formée, selon M. Calvo-Serer, par Alfredo Sanchez-Bella « exemple d'ambition dévorante et d'impétuosité sans frein, représentant de l'opportunisme d'abord ». L'article poursuit :

« L'étranger qui assisterait à des réunions amicales de ces groupes politiques, usufructiers du pouvoir, serait surpris de constater que dans leurs manifestations privées, bien souvent inspirées par une imagination dévergondée, ils se livrent à la critique acerbe et même à la diffamation du Caudillo, alors que publiquement ils ne cessent de l'aduler. »

Comme conséquence de cette confusion, « a surgi une Troisième Force Nationale qui, chaque jour, prend davantage conscience d'elle-même. Elle refuse l'adulation publique tout autant que le dénigrement clandestin. Elle condamne, certes, les manifestations de désordre, de corruption et de confusion ; elle n'en affirme pas moins sa solidarité avec tout ce qui a été accompli de positif et de bien dans l'Espagne de Franco. »

Selon M. Calvo-Serer, cette « troisième force » attirerait « la partie la plus noble et la plus saine du pays », toutes « les nobles espérances des Espagnols du 18 juillet (1), déçus par les échecs de leurs dirigeants successifs, phalangistes de gauche ou démocrates-chrétiens ». Qui sont ces « Espagnols déçus » auxquels Calvo-Serer fait allusion ? Les voici :

« Des personnalités considérables des milieux intellectuels, de l'Armée, de l'Eglise, des milieux économiques se sont intégrés dans cet ample courant et ont donné leur adhésion à un corps de doctrine qui s'efforce d'allier, pour faire face à l'ennemi commun, aux traditions espagnoles les plus pures et les plus vigoureuses, l'apport des tendances étran-

(1) Les Espagnols révoltés contre la République.

gères dans le champ de l'action sociale du catholicisme et de la solidarité européenne ».

Mais Calvo-Serer déclare que cette « troisième force » ne serait rien sans Dieu, qui seul connaît l'avenir, et sans Franco, « qui y tient un rôle capital », puisque l'ascension ou la défaite de la nouvelle force dépend de lui. Drôle de force...

Cet article se termine par un résumé de son programme, dans les termes suivants :

« La « Troisième Force Nationale » a un programme bien défini : contrôle des dépenses publiques et déconcentration administrative, libertés économiques dirigées dans l'intérêt commun, fidélité à une tradition qui rende possible une évolution nationale homogène, monarchie

populaire et représentative, action internationale coordonnée avec les minorités culturelles restauratrices. Si cette réalité nationale était détruite ou annulée par une action violente, il est facile de prévoir ce qui résulterait des deux autres forces. Aussi bien le gauchisme phalangiste que le nihilisme des démocrates-chrétiens ne pourraient se diriger que vers la République, c'est-à-dire vers l'anarchie et le chaos de la nation espagnole. »

Cependant, après avoir lu l'article du professeur Calvo-Serer, on incline à penser que là où sont déjà en puissance l'anarchie et le chaos c'est au sein du franquisme, dont des germes de dissolution commencent à faire leur œuvre. Avec ou sans « troisième force », le franquisme se décompose.

Le correspondant du « Monde » a été expulsé d'Espagne

Alors que ni « Le Monde », ni son correspondant à Madrid, n'en avait eu le moindre écho, l'Associated Press annonçait que M. Creach venait d'être arrêté et expulsé d'Espagne (1). Le correspondant du « Monde » se trouvait pendant ce temps à Saint-Sébastien et, à son retour, à Madrid, il était arrêté et finalement expulsé.

Cette mesure du gouvernement franquiste paraît un peu choquante, à pre-

mière vue, puisqu'il s'agit d'un journaliste dont les articles avaient récemment prouvé son désir de voir les relations entre la France et l'Espagne resserrées. Bien qu'il n'ait exprimé aucune sorte de sympathie à l'égard de la Phalange, on ne saurait en dire autant de son attitude vis-à-vis du régime, que « Le Monde » a considéré comme « un effort de compréhension ». N'était-ce pas une certaine sympathie pour le franquisme qui le portait à imaginer comme possible une évolution du régime ? En ce sens, M. Creach avait mis ses espoirs, voici quelques années, dans l'Action Catholique du fait que deux catholiques étaient entrés dans le gouvernement ; plus tard, ses espoirs semblaient reposer sur l'entrée de deux monarchistes ; on aurait dit, ces derniers temps, que M. Creach avait reporté son attention sur l'Opus Dei et sur d'autres secteurs également monarchisants.

Après son expérience personnelle, M. Creach sera sans doute convaincu que le régime franquiste est, par définition, incompatible avec toute évolution. C'est une dictature totalitaire, comme l'a rappelé « Le Monde » commentant l'expulsion de son correspondant par cette phrase : « Il est difficile d'assurer, sous un régime totalitaire, une information libre de toute servitude ».

que le général Franco avait fait un pas vers la restauration de la monarchie, faussé l'information sur les fêtes du septième centenaire de l'université de Salamanque, et de n'avoir jamais dit un mot sur sa propre action ». Je répliquai deux jours plus tard en demandant que mon cas fût tranché par un jury d'honneur. Il me fut répondu par un article dans un hebdomadaire parisien, où j'étais accusé d'être un élément d'offensive contre Franco, et par une chronique du correspondant à Paris du journal « Madrid ». Ce correspondant, spécialisé dans les articles fielleux contre la France, liait la troisième force française — représentée, paraît-il, par « Le Monde » et son soi-disant neutralisme philosoviétique — avec la troisième force espagnole. On imagine l'effet de semblables insinuations sur les esprits soupçonneux de Madrid. Pour ma part je continuai néanmoins de penser que le jury d'honneur que j'avais réclamé dissiperait aisément, et dans le silence, tous les malentendus, et, désirant laisser le plus de marge possible à l'intervention de quelques Espagnols de caractère occidental, je me gardai de toute allusion aux difficultés rencontrées avec les phalangistes de l'information, et je continuai mon travail.

Le 10 novembre je partis enquêter à Bilbao et à Saint-Sébastien. Le matin même la Sécurité avait accepté ma demande d'autorisation de séjour et m'en avait délivré un reçu, pièce qui en Espagne constitue un certificat de « documentation ». Tout au long de mon voyage la police vérifia mes papiers, dans les trains comme dans les hôtels.

Le samedi 14 au matin, à Saint-Sébastien, une information du « Monde » datée de la veille m'apprenait mon expulsion. Aucune mesure de ce genre ne m'a jamais été signifiée : je reviens aussitôt à Madrid. Le lendemain lundi 16, à 11 h. 45, deux inspecteurs en civil se présentent chez moi. Sous prétexte de vérification des papiers de ma famille, ils me conduisent à une dépendance de la Seguridad. On m'y annonce que je serai expulsé le soir même et qu'en attendant je suis l'« hôte du commissaire ». Je fais alerter le ministre des affaires étrangères d'Espagne, M. Artajo. J'attends la fin de la journée pour prier notre ambassade d'intervenir. A 20 h. 15 on me relaxe en me notifiant — je garantis non l'exactitude des termes de la notification, mais son esprit — que j'avais été « détenu pour m'être joué depuis longtemps de la police espagnole, et que j'étais expulsé du territoire national, que je devrais quitter dans les cinq jours ». Un commentaire verbal du commissaire m'apprit qu'au mois de février 1953 avait été pris contre moi un arrêté m'interdisant d'entrer en Espagne. Je l'avais, paraît-il, violé. Je fis remarquer que cet arrêté ne m'avait jamais été notifié : j'en avais entendu parler, de même que m'avait été relatée quelques mois plus tard une délibération du gouvernement espagnol, le 29 mai, au cours de laquelle il avait décidé de me laisser entrer en Espagne. A partir de cette décision l'Espagne m'avait accordé régulièrement des visas. Le commissaire enregistra ma protestation.

Le lendemain j'assistai à une conférence de presse de l'amiral Radford à l'hôtel Hilton. Comme les correspondants américains, et particulièrement celui de l'Associated Press — plus animés dans leur travail par le souci de leur confort personnel que par celui d'une information scrupuleuse — écarquillaient les yeux en me voyant à Madrid en chair et en os, je raillai leur hâte satis-

(1) Cette dépêche ajoutait que M. Creach était le premier correspondant ayant été l'objet d'une mesure d'expulsion depuis qu'en 1945 la censure avait été levée pour les journalistes étrangers. Le correspondant de l'Associated Press est mal informé. En mars 1947, la même mesure avait été prise contre le journaliste catholique Francis Mac Mahon, correspondant du « New York Post ». En juillet 1951, à la suite des grèves de Barcelone et d'Euzkadi, la carte professionnelle avait également été retirée à Sam Pope Brewer, correspondant du « New York Times », mais l'intervention de l'ambassadeur Griffis, avait fait rapporter ce qui était, en fait, une expulsion bien que, quelques mois plus tard, Sam Pope Brewer ait été remplacé par M. Cianfarra.

L'expulsion de M. Creach racontée par lui-même

Samedi soir, à 22 h. 45, j'ai dû quitter Madrid, frappé par un ordre d'expulsion du gouvernement espagnol. Le train avait à peine quitté la gare du Nord que deux inspecteurs en civil m'intimèrent de rejoindre leur compartiment et de m'y considérer comme leur prisonnier jusqu'à la frontière. Notre consul de Saint-Sébastien a été le témoin de ce dernier « incident ». Comme dans le plus banal des régimes communistes, il est possible que celui du général Franco qualifie un tel procédé de simple mesure administrative.

J'avoue qu'elle me donna de l'inquiétude pour mes documents : je profitai de l'extinction des veilleuses et du sommeil des inspecteurs pour me hisser jusqu'à mon sac, en extirper mes carnets et le manuscrit d'un roman, et les fourrer entre reins et ceinture, où ils me procurèrent un excellent coussin contre les cahots du train.

Depuis plusieurs semaines la pression exercée sur moi par le ministre de l'information, Arias Salgado, et le directeur de la presse, Juan Aparicio, avait pris

un tour de menace ; toutes les fois que « Le Monde » publiait une chronique de son correspondant à Madrid il était saisi ; Arias Salgado me faisait discrètement avertir de ne plus rien publier sur la politique intérieure de l'Espagne ; d'autres laissaient entendre que je pourrais recevoir quelques « palizas » des bastonnades de la Phalange. Le 30 octobre — le lendemain de la « concentration » phalangiste de Chamartin, dont je reparlerai — Aparicio me notifia que ma carte de presse était annulée. Il me lut, les mains tremblantes, un petit papier tortillé selon quoi j'étais accusé de « manque de probité professionnelle, d'interférer dans la politique espagnole et d'interpréter tendancieusement les événements d'Espagne ». Je demandai des précisions. Le directeur de la presse me fit alors grief « de publier depuis des années des informations tendancieuses, d'avoir parlé de l'Opus Dei il y a deux ans, d'avoir été injuste envers la Phalange en janvier dernier, d'avoir, depuis mon retour en septembre, tenté de saboter les relations économiques entre les U.S.A. et l'Espagne, annoncé

faite à annoncer mon expulsion et je m'étonnais d'apprendre que j'eusse été détenu... Il s'agissait toujours de laisser leur chance aux modérés du régime.

Cette fois pourtant l'affaire commençait à dépasser mon cas personnel. Le 18 novembre notre ambassade intervint. Dans un mémorandum au gouvernement espagnol elle exposa que les motifs invoqués pour justifier mon expulsion étaient sans valeur. Elle demanda le règlement de cette première question, se réservant de traiter par la suite celle de mon statut de correspondant français en Espagne. Quarante-huit heures plus tard cette démarche semblait avoir porté ses fruits : un coup de téléphone de la Seguridad me prévint que l'ordre d'expulsion était annulé. Le samedi 21, à 13 heures, une notification officielle confirmait cette annulation. Deux heures après qu'on m'eut fait part de cette décision un haut fonctionnaire de la police, sans dissimuler sa confusion, surgissait chez moi, la qualifiant d'« erreur administrative » et m'annonçait que je devais quitter l'Espagne le soir même. Il se portait garant de ma liberté de mouvement. On sait ce qu'il en fut de cet engagement, comme de la garantie de sécurité que j'avais cru trouver dans la signature de l'Espagne sur mon passeport. Derrière les plaisants motifs qu'on avait contrainct la police d'invoquer, les véritables étaient ceux du ministère de l'information. Cette expulsion était le geste de la fraction la plus totalitaire du régime et une nouvelle preuve de la crise aiguë qui sévit dans son sein. Nous aurons maintenant tout loisir d'y revenir.

Jean CREACH.

(« Le Monde », 24 nov.)

LE CONGRES de Ponce Pilate

Au cours du congrès qui s'est tenu à Madrid, la Phalange a passé son temps à se laver les mains, ou, du moins, à repousser les responsabilités qu'on lui impute. « Nous acceptons — a dit son secrétaire général le ministre Fernandez Cuesta — la responsabilité de nos actes, mais non celle de ceux qu'un climat de confusion et d'assignation de fonctions imprécise permet de nous attribuer, en rejetant sur nous des fautes qui ne nous incombent pas et en masquant de notre drapeau des marchandises de contrebande ».

De son côté, le général Franco a également profité de ce congrès, non pour laver les mains de la Phalange, mais les siennes. Le Concordat n'a sans doute pas été le Jourdain qui aurait pu le purifier aux yeux de l'opinion mondiale ; aussi, le Caudillo a-t-il protesté contre le fait que son fascisme est toujours confondu avec celui de ses parrains historiques :

« Si nous n'avons jamais caché notre vrai visage, nous n'acceptons point que l'on nous confonde avec les excès et les erreurs dont d'autres régimes étrangers pourraient être accusés, et avec lesquels nous n'avons d'autre parenté que l'inquiétude commune d'élever et de dignifier l'homme, ainsi que de lui assurer la justice, la sécurité sociale ; mais non sous le signe matérialiste qui se dégageait d'autres mouvements, sinon dans le cadre des principes de notre foi catholique suffisamment prouvée ».

La mésintelligence dans la famille franquiste

LA CULTURE ESPAGNOLE VUE PAR LE RECTEUR DE SALAMANQUE

Le phalangiste Tovar, recteur de l'Université de Salamanque, a écrit dans la revue « Revista » :

« Nous manquons de physiciens, il est peu de physiologues, nos astronomes n'ont guère de moyens, nos économistes et nos sociologues sont rares, en histoire et en littérature nous nous limitons à nos frontières politiques actuelles et nous nous retirons même des zones marginales. Sauf en chimie, où l'on note quelque progrès, la technique est absente des cours d'Université. Le déficit en biologistes et en naturalistes est considérable, et l'on commence à peine à étudier les langues modernes et leurs cultures ; la psychologie et la pédagogie que l'on y enseigne, ne suffisent pas aux besoins nationaux ; l'ethnologie rallie peu d'adeptes ».

LA PHALANGE RECLAME LE DROIT A LA CRITIQUE

Le clan Calvo-Serier a profité de l'occasion pour censurer le pessimisme du professeur Tovar ; aussi, l'organe de la Phalange a-t-il vivement protesté contre ces attaques et il a réclamé « le droit d'exercer la critique sur tout ce qui est critiquable ».

« Pourquoi — demande-t-il — a-t-on voulu accuser de pessimisme et de défaitisme le recteur de Salamanque, notre camarade et maître Tovar, et pourquoi cette réaction polémique qu'on n'a pas eu pour répliquer à celui qui a dit qu'un vide intellectuel absolu formait le panorama de l'Espagne depuis un certain nombre d'années ? C'est ce qu'il fallait répliquer. C'est ce qu'il était nécessaire, urgent et honnête de répondre aussitôt, avec une foule de détails, non les paroles claires d'un homme comme Tovar ayant de magnifiques états de services universitaires, scientifiques, politiques et de tout ordre, qui permettent bien cette assertion espagnole il nous faut davantage de physiciens, de physiologues, d'économistes, d'historiens, de pédagogues, d'ingénieurs, de chercheurs, davantage de ceci et de cela. Rien ne sert de s'arracher les cheveux en lisant ces mots, tandis qu'on fait le mort devant une grave offense montée pour un tiers entre l'irresponsabilité, le mensonge et la calomnie ».

Dans l'intention du quotidien « Arriba », l'irresponsable, le menteur et le calomniateur, c'est le professeur Calvo-Serier, dont l'article paru dans la revue « Ecrivains de Paris » contient cette phrase : « un vide intellectuel absolu ». Les autres attaques du journal phalangiste ont trait à ceux qui n'ont pas voulu, ou n'ont pas osé, punir plus rigoureusement le professeur de l'Université de Madrid.

L'ETAT ET LES DOGMES

La revue phalangiste « Alcala », qui passe pour être l'organe de la jeunesse universitaire, a publié un article dans lequel on fait l'éloge d'Ortega y Gasset et l'on attaque les ecclésiastiques qui combattent ce philosophe qui, sur la fin de la Monarchie, fonda le « Groupement au service de la République ».

« Nous ne voudrions pas — y écrit-on — continuer de voir la séquestration de la souveraineté de l'Etat par pouvoirs indirects qui censurent et orientent l'opinion publique dans l'impunité. L'Etat a une idéologie nette et formelle, sans autres dogmes que ceux qu'il a lui-même définis ; et, selon cette idéologie, on ne saurait avoir de doutes quant au traitement qui méritent les intellectuels... Ortega s'est déjà dressé une fois pour demander un Etat fort, attentif à la vie supérieure de l'esprit, et un pays libéré des stupides et des moutons. Sa voix a chez nous des échos familiers ».

ET LA CROISADE ?

Un éditorial de « La Gaceta del Norte », reproduit par divers quotidiens catholiques, a reproché à l'article d'« Alcala » d'être « intolérable ».

L'article en question dénonce deux choses que « La Gaceta del Norte » considère comme aussi graves :

« Qu'il y a parmi nous des individus qui se meuvent dans des voies d'un positivisme juridique totalitaire, en ne voulant admettre d'autres dogmes que ceux que l'Etat veut bien se fixer à lui-même, sans reconnaître d'autorité supérieure à la sienne, au moment de fixer ces dogmes ; ou qu'il y a quelqu'un — quelle que soit sa pensée — qui souhaite voir l'Espagne enveloppée dans la confusion dont elle s'était libérée le 18 juillet. Quelle que soit l'hypothèse — poursuit « La Gaceta del Norte » — ceci est grave. Car, on remarque que derrière certaines tolérances prétendues constructives se cachent on ne sait quelles forces occultes qui désintègrent l'esprit catholique national ».

« L'Etat espagnol est catholique, Monsieur l'éditorialiste d'« Alcala ». Il a démontré sa catholicité par un baptême de sang au cours de trois années de croisade, et il vient de la réaffirmer solennellement dans le premier article du Concordat. Et, parce que notre Etat est catholique, il admet des dogmes qu'il ne lui appartient pas de définir, mais qui ressortissent de notre Sainte Mère l'Eglise Hiérarchique. Etant catholique, il sait que le pouvoir indirect de cette dernière ne tergiverse pas quand il oriente la nation dans toutes les choses se rapportant à l'orthodoxie de notre patrie et à ses dangers éventuels ».

IL Y A PLUS DE SOUSCRIPTEURS EN ALLEMAGNE QU'A MADRID

La revue littéraire « Alcala », que le professeur Calvo-Serier a indiquée comme étant de tendance nationale syndicaliste, écrit dans son dernier numéro :

« En un an et demi de travail, nous avons pu maintenir notre tirage initial à quatre mille exemplaires, mais nous n'avons pu l'augmenter... Sur ce point, il est de terribles paradoxes : en Allemagne la revue « Alcala » a plus de souscripteurs qu'à Madrid. Il semble donc que, quand un groupe d'Espagnols s'évertue à faire quelque chose de bien présenté, de bien imprimé et de bien écrit, ce ne saurait être qu'un produit d'exportation, une nourriture pour hispanisants fervents ».

Le cinquantenaire de la mort de Arana-Goiri

L'anniversaire d'Arana-Goiri a été commémoré cette année avec une solennité particulière. C'était le cinquantenaire de sa mort.

A cette occasion, les Basques émigrés ont honoré partout la mémoire de celui qui a été le promoteur de la renaissance basque sous tant d'aspects, notamment dans les domaines culturel et politique. En Amérique, par exemple, de nombreuses cérémonies commémoratives ont eu lieu à Buenos Aires, à Santiago,

à Caracas, à Mexico, etc... En ce qui concerne la France, nous ferons une mention spéciale pour les cérémonies qui se sont déroulées à Paris et à Bayonne.

A Paris, la société « Eskualzaleen-Biltzarra » et le Parti Nationaliste Basque avaient organisé une intéressante séance à laquelle participèrent MM. Legaralde, Ibinagabeitia et Aguirre. Voici quelques passages du discours du Président du Gouvernement d'Euzkadi :

Le président Aguirre évoque la figure du promoteur de la renaissance basque et souligne sa projection historique

En examinant l'œuvre d'Arana Goiri, l'attention de bien des gens s'arrête simplement sur l'aspect purement politique de cette œuvre, et, dans ce cadre, sur les expressions ou sur les conceptions qui choquent le plus leurs oreilles. Parler du droit à la liberté basque, sur la fin du XIX^e siècle ! Ces gens sont les mêmes individus qui appelaient Marti insurgé et criminel, qui fusillèrent Rizal. Ceux qui ont traité San Martin de traître, qui vilipendèrent la mémoire du grand Bolivar. Ce sont les successeurs de ces gens qui, incapables de mettre la Couronne d'Espagne à la tête des nations libres, se sont acharnés au labeur d'assimilation qui a préparé la décadence générale. Et, comme cela se produit fréquemment, de négation en négation, on méconnaît enfin jusqu'à la valeur humaine en supprimant la liberté individuelle. Tel est le chemin parcouru depuis la Confédération chrétienne du temps de Charles-Quint jusqu'à la dictature totalitaire du général Franco.

Qui donc pourrait s'étonner du cri d'alarme et de liberté, jeté suffisamment à temps par Arana Goiri aux Basques oublieux de leur tradition et de leur histoire qui n'entendaient point de servitudes ?

Il faut étudier la figure de Sabino de Arana de façon comparative et complète, en la replaçant à son époque et en examinant les événements de ce temps-là, pour donner une explication pertinente à sa doctrine et à son sacrifice.

Le temps où vivait Sabino de Arana est une époque spirituellement décadente. Cette décadence a eu un caractère encore plus pénible en Euzkadi, car elle a touché l'âme de notre peuple. Glissant sur la pente de la médiocrité, le peuple basque en a oublié jusqu'à sa propre existence ; il semblait même que seules les couches les moins cultivées du pays pouvaient s'appeler basques, geste de dédain qui constituait par lui-même, l'antithèse et l'oubli de notre tradition. La réaction devait être aussi violente que la décadence basque était profonde. Quel choc les idées d'Arana Goiri ont-elles produit dans notre pays, pour que, un peu plus de trente ans après, une armée de 115.000 hommes ait défendu avec héroïsme le sol basque et ses idéaux de liberté contre une nouvelle agression impérialiste (une de plus dans notre histoire) ? Quelle éducation politique les doctrines d'Arana-Goiri apportèrent-elles donc au peuple, pour que celui-ci ait renoncé à l'oubli et à

la désunion en faveur du regroupement de ses enfants pour la défense de sa liberté ? Que portaient donc leurs enseignements, pour que notre Euzkadi ait pu reconquérir, en quelques lustres une partie de sa souveraineté historique, et organiser son propre gouvernement formé par des organisations de couleur politiquement différentes mais soumis à une direction unique basée sur le respect des valeurs humaines et sur l'autonomie politique, programme général pour tous les Basques ?

L'un des plus grands mérites d'Arana Goiri réside dans l'universalité de sa doctrine, et, par là, dans son adaptation à toutes les époques. Il prit de la tradition ce que celle-ci avait imprimé d'un sceau permanent dans l'âme de notre peuple : son sens religieux et son sens de la liberté. Mais, il ne fit point du sentiment religieux une arme d'intransigeance, ni un instrument de croisade, car, ainsi qu'il le disait, parlant de la nature pacifique de la propagande religieuse, même en territoire de missions « on ne comprend guère que, pour convertir un individu, il faille l'envoyer aux enfers d'une balle dans la tête ». A son époque, l'interprétation du fait religieux était aussi influencée par les sectarismes anticléricaux que par les « intégrismes » intolérants. Arana Goiri a fustigé les uns et les autres avec la même fermeté, créant, dès la fin du siècle dernier, une doctrine de distinction sereine entre le spirituel et le temporel, qui ne pourrait avoir d'équivalence que dans la vie politique européenne après bien des années.

D'autre part, Arana Goiri a interprété le sentiment de liberté, inné chez les Basques, non seulement en proclamant le droit pour son pays, la nation basque, à disposer librement de ses destinées, d'accord avec l'histoire et la philosophie, mais aussi conformément à la volonté populaire. La pensée d'Arana Goiri est profondément démocratique et elle ne conçoit la réalisation de la liberté qu'en partant de l'inéluctable respect de la dignité humaine, base de son système politique, qui, pour les mêmes raisons fondamentales, consacre l'autonomie de la commune et de la région chez les Basques. Il a suivi pas à pas la vieille tradition basque et, plus particulièrement, la tradition biscayenne, dûment exprimée dans la Constitution de 1526. L'homme est libre parce que tous les hommes sont gentilshommes, parce que la maison est le « tuto refugio », parce

que la torture est formellement interdite et que la pensée politique nationale s'est exprimée d'une manière lapidaire en assurant que « les lettres contre la liberté devaient être tenues pour non avenues ». La doctrine d'Arana Goiri est le fidèle reflet de notre vieille tradition qui a édifié toute sa philosophie politique morale sur le respect intransigeant de la liberté de l'homme. Arana Goiri semble devancer la pensée maritainienne. Il est, sans nul doute, un des plus illustres précurseurs de l'humanisme chrétien de nos jours. Sa pensée traduit la doctrine la plus constructive et la plus progressive que la pensée politique d'inspiration chrétienne contemporaine ait produit ces derniers temps. Le plus intéressant chez Arana Goiri est qu'il n'a nul besoin de puiser à des sources étrangères pour établir sa doctrine, ainsi qu'il est arrivé pour d'autres mouvements de nature semblable. Il n'a pas eu à citer Lacordaire, Montalembert, Ozanam ou Albert de Mun. Pour coïncider avec les doctrines contemporaines universelles de Dom Sturzo, il n'a eu qu'à rester fidèle à la tradition de son pays et à l'exprimer en des termes adaptés à toutes les époques où l'on a le culte de la liberté. Nous remarquerons, en outre, que son idéologie profondément démocratique offre une nette originalité sur celle de certains leaders, surtout d'Europe centrale, également pères de la renaissance de leur pays respectif, qui ont proclamé l'indépendance nationale en tant que principe de base de leur programme, oubliant, par contre, les doctrines protégeant la dignité humaine ou les principes de la justice sociale. Chez Arana Goiri, le sentiment démocratique est politique et il est social ; toutes les valeurs humaines s'équilibrent dans sa doctrine, elles ont toutes leur place dans sa pensée. D'aucuns ont vu dans certaines positions doctrinales de Sabino de Arana, un accent intégriste, notamment quand il parle des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Arana Goiri vivait à une époque d'intransigeances inébranlables. C'était un catholique modèle et convaincu ; il prenait soin de ne pas outrepasser dans ses propos les limites de la plus stricte orthodoxie. Malgré tout, nul ne l'a dépassé sur le plan du courage à dénoncer la confusion politico-religieuse qui a causé tant de drames, surtout en Espagne, dans la conscience civique et dans la conscience religieuse des citoyens. Il distinguait parfaitement la sphère respective de ces deux puissances et il a instauré, par sa conduite, une règle indubitable pour l'avenir. Aussi sa doctrine a-t-elle traversé son époque pour guider les générations suivantes.

C'est ce qui s'est passé en 1936, quand le peuple basque a attiré l'attention du monde sur la ferme attitude qu'il a prise devant l'agression totalitaire dirigée par le général Franco, alors même que ce mouvement international s'intitulait croisade et qu'il comptait sur de multiples bénédictions épiscopales. Jamais, parmi les hommes qui suivaient, d'une façon ou d'une autre, les doctrines d'Arana-Goiri, une unanimité plus complète ne s'était faite. La conscience morale de ces hommes, leur conception de la dignité civique, les ont poussés à ré-

sister à l'agression violente et illégitime. En vertu de quels principes ? Légitime défense, idéologie démocratique, respect dû à la volonté populaire, convictions spirituelles hostiles à l'immixtion de la religion dans les guerres civiles ? Ces motifs et d'autres découlaient de la discipline morale et politique que nous a léguée la doctrine d'Arana Goiri.

C'est la première fois, dans l'histoire de l'Europe, qu'apparaissaient l'arme au poing, aux côtés de forces nettement de gauche, les masses d'inspiration chrétienne qui suivaient, en Euzkadi, leur gouvernement d'origine populaire, le protégeant, le défendant contre l'agression militariste et autoritaire. Ces masses défendaient la liberté de leur pays, certes, mais elles proclamaient aussi, aux yeux du monde, que le christianisme et la liberté n'étaient point des termes antithétiques.

Avant la fin de la guerre mondiale, je suis venu d'Amérique en Europe, en mars 1945. A cette occasion, se réunissait à Paris la Ligue Internationale des Amis des Basques à laquelle appartenaient, et appartiennent encore, des personnalités politiques et littéraires. Au cours d'un banquet, qui eut lieu le 7 mai, veille de l'armistice, M. François Mauriac se leva pour prendre la parole. Dans un discours plein d'émotion, il dit aux Basques qui y assistaient que leur conduite méritait la gratitude ; et, dans une phrase résumant toute notre mission d'ajouter : « ...Vous avez marqué le tournant de la Démocratie chrétienne en Europe ». C'est-à-dire que l'exemple basque de 1936 constitue le virage, le point de départ d'une position nouvelle et décisive, que les mouvements démocratiques européens d'inspiration chrétienne devaient adopter par la suite, quand la liberté individuelle et la liberté nationale furent attaquées par n'importe qui. S'il y avait eu, jusqu'alors, des coalitions civiles en temps de paix avec des forces d'idéologie différente, il s'agissait maintenant de la défense de la liberté, l'arme au poing. Et ceci, en dépit de l'opposition des classes conservatrices, des objections de philosophes d'occasion plus ou moins au service d'un christianisme accommodant, bien que l'on ait pris l'ordre social pour prétexte, malgré que les allures de croisade aient gagné l'adhésion des autorités ecclésiastiques. Cette attitude a marqué une indépendance de critère en matière civique, hostile à la suprématie et au caprice du César, ainsi qu'à la confusion entre ce qui est à César et ce qui est à Dieu.

Plus tard, au cours du conflit mondial, nous avons vu dans les camps d'Europe des hommes de la même tendance, mêlés à tous les mouvements populaires et résistants, qui combattaient l'agression du totalitarisme nazi et fasciste. Et, cette attitude découlaient de fermes principes, nous les verrons à l'avenir se dresser devant tout totalitarisme et toute dictature refusant la liberté, qu'elle soit de droite ou de gauche. Cette rupture capitale avec les forces réactionnaires amies, en général, de tous les impérialismes, a été étudiée avec intérêt par les plus éminents penseurs de notre siècle. Ainsi, Jacques Maritain appelait « le cas basque » l'attitude adoptée par les Basques, qui ne défendaient pas seulement leur liberté nationale mais aussi tous les principes

de la liberté humaine ; et François Mauriac transposait cette appréciation doctrinale dans le domaine pratique de la politique européenne, qualifiant les Basques de précurseurs de la nouvelle étape définitive et de la position de la démocratie chrétienne continentale.

On n'aurait pu obtenir aucun de ces résultats de sens universel, sans la rigide éducation chrétienne et démocratique donnée au peuple par les doctrines d'Arana Goiri. Son influence s'est faite sentir hors de sa propre organisation politique, car elle a modelé, en un sens, toute la société basque, en y introduisant des éléments d'équilibre et de pondération, qui ont permis l'union des Basques autour de programmes efficaces d'union nationale et la formation de leur Gouvernement autonome par des éléments d'idéologies diverses. Cet esprit de co-existence civique ouvre d'heureuses perspectives. C'est pourquoi la figure d'Arana Goiri mérite, aux yeux de tous les Basques, la plus respectueuse admiration, même de la part de ceux qui n'épousent pas ses idées mais qui n'oublient pas son exemple ni son sacrifice.

Don Guillermo Elio

Ha fallecido en Madrid, a los ochenta y un años de edad, el decano del Colegio de abogados de Vitoria, don Guillermo Elio y Molinuevo que actualmente ocupaba también el puesto de director de la Real Sociedad Económica Vascongada de Amigos del País.

El señor Elio, que había dedicado una buena parte de su vida a actividades políticas y militó siempre en las filas monárquicas, se había distinguido en estos últimos años como abogado defensor de algunos de los procesados en Vitoria con motivo de los incidentes del Congreso de « Pax Romana », en 1947, y de la huelga de 1951. Hombre muy docto profesionalmente y liberal por temperamento, el señor Elio puso en esas defensas toda su capacidad jurídica y una noble pasión al servicio de la justicia que, generalmente, no va de acuerdo con las normas del régimen.

En la tramitación de esos dos procesos, el señor Elio tuvo que luchar contra las intrigas políticas y las presiones gubernativas más que contra el rigor de la ley y las dificultades procesales. Su valiente informe en el juicio oral celebrado en Vitoria en la primavera última defendiendo a los procesados en el asunto de « Pax Romana » produjo enorme revuelo en las esferas judiciales y políticas. Fué el asunto que determinó la destitución del presidente de la Audiencia, señor Sánchez Movellán, y sólo su gran prestigio y su avanzada edad evitaron al señor Elio las sanciones con que se vio amenazado por el ejercicio escrupuloso de su misión profesional. Pocos días antes de su fallecimiento, don Guillermo Elio se preocupaba en Madrid de la libertad de los dos procesados que aun sufrían condena, así como de evitar interferencias extrañas a la justicia en la preparación del juicio que próximamente ha de verse también en Vitoria por la huelga de 1951.

La muerte del señor Elio, que había sido también diputado provincial de Alava y alcalde de su capital, ha sido muy sentida en Vitoria y en todo el País Vasco ; y no son sólo sus amigos monárquicos, sino todos los amigos de la libertad, quienes deploran esta desgracia

Des délinquants qui se promènent tranquillement en Espagne

DES MINISTRES LE SAVENT, EN PARLEMENT, MAIS SE CROISENT LES BRAS

Au cours du rassemblement phalangiste organisé à Madrid en l'honneur de Franco, le secrétaire général Fernandez Cuesta a fait de nouveau allusion à la campagne de diffamation permanente menée contre la Phalange :

« Pendant ces dernières années — a dit le ministre — il n'est point de défaut, de faute, d'erreur, de mauvaise gestion qui n'ait été attribuée à la Phalange ; mais, on a oublié, par contre, que l'unique peine de mort pour délits économiques a frappé un pauvre phalangiste, certainement moins responsable que certains nouveaux riches qui se promènent par ici ».

En somme, le Gouvernement — ou, à tout le moins, un de ses ministres ayant eu, au surplus, le portefeuille de la Justice — sait que circulent dans Madrid des individus, enrichis, passibles du pot-deu d'exécution, puisqu'ils sont plus responsables que ce phalangiste qui a été condamné à la peine de mort.

Mais ce n'est pas la première fois qu'un ministre franquiste avoue en public sa complicité ou son impuissance à l'égard de certains criminels. M. Serrano Suñer, qui fut aussi ministre et secrétaire général de la Phalange, déclarait, en 1947, à un journaliste mexicain :

« Le chef du groupe qui fit sortir Lorca de sa demeure et l'a tué, était le député de droite Ramon Ruiz-Alonso, ancien typographe. Il est toujours par là, sans que personne ne l'ait jamais inquiété, bien que son crime fût stupide et injuste et qu'il nous ait causé un tort énorme. Car Lorca était un grand poète ».

L'homme qui, en tant que ministre de l'Intérieur et secrétaire de la Phalange, a été pendant de longues années un des personnages les plus puissants d'Espagne, est un des responsables de ce que l'assassin soit toujours en liberté « sans que personne l'ait jamais inquiété ». Jamais, même lorsque la liberté des citoyens dépendait de M. Serrano Suñer.

Alors, qui protège l'assassin de Garcia Lorca, dénoncé par M. Serrano Suñer ? Qui protège donc les profiteurs enrichis que vient de dénoncer M. Fernandez Cuesta ?

Ce qu'on disait au Vatican

(Suite de la page 2.)

patibles avec l'époque ainsi qu'avec les aspirations des gens du monde entier. Deuxièmement : pourtant, le Saint-Siège se rendait bien compte des difficultés, dans certains pays (en Espagne, par exemple), pour parvenir à une transition préparant un régime de Démocratie Chrétienne. Il se trouvait donc disposé à obtenir un *modus vivendi* avec des pays comme l'Espagne de Franco, au moyen d'un Concordat du moment que les gouvernants de ces pays ne demandaient pas plus de concessions que le Vatican n'avait l'intention d'en accorder. Troisièmement : les catholiques d'Espagne, ecclésiastiques ou séculiers, qui déclaraient que le message du Pape sur la Démocratie Chrétienne n'était pas destiné à leur pays, adoptaient une position contraire aux vœux et aux intentions du Saint-Siège.

Francis E. MAC MAHON.

Un rapport adressé au Congrès national de la Phalange

Dénouant la décomposition du régime, la Phalange de Guipuscoa avoue que sa mauvaise renommée est plus forte que le nombre de ses effectifs et que celui-ci est moindre que celui de ses divergences. La principale raison de son discrédit réside dans l'équation « Phalange - Régime », ainsi que dans son attitude à l'égard du nationalisme basque.

TOUT LE MONDE EST MECONTENT

On relève dans le rapport adressé par le Comité directeur provincial de la Phalange du Guipuscoa au Congrès national du Parti unique que le régime se décompose depuis 1939, que l'immense majorité du pays est mécontente de la gestion du gouvernement, qu'en Guipuscoa il n'y a pas plus de 500 phalangistes actifs et que le phalangiste y est socialement mal vu !

Ce rapport débute par cette déclaration :

« A l'heure d'analyser l'état dans lequel se trouve le Mouvement dans notre province, il nous a paru indispensable de séparer en deux grands groupes — dans le domaine national et sur le plan provincial — les facteurs qui sont intervenus dans le processus de décomposition politique dont a souffert le régime depuis 1939 et dont découle évidemment, aujourd'hui, la froideur de la majeure partie du pays. »

Après avoir reconnu ce qu'ils appellent eux-mêmes le « processus de décomposition politique dont a souffert le régime depuis 1939 », les chefs de la Phalange du Guipuscoa examinent ensuite dans leur rapport la situation générale, qui est dans un désordre absolu, dont il ne reste plus debout que la personne du général Franco, généralement respectée — supposent-ils — sauf par des « rouges déclarés, les séparatistes et les adhérents de petits groupes dynastiques ». Bien que ce rapport ne précise pas le nombre approximatif de ces ennemis résolu de Franco, on peut en déduire qu'il doit être écrasant si on le compare aux 500 phalangistes de Guipuscoa ; il ne pouvait en être autrement, puisque « l'immense majorité du pays est mécontente de la gestion du gouvernement », dont le seul responsable est précisément le général Franco, en tant que « Caudillo ».

« Quatorze ans après la victoire — dit encore le rapport — les Espagnols accusent une fois de plus leur défaut de toujours et leur proverbiale tendance à la division ». « Au fond de toutes ces forces, sur lesquelles est édifié le régime, palpitent de vieilles réminiscences de discrimination et l'on remarque des indices évidents de regroupement vers les positions d'origine. Cette lutte sourde de fractions est parfois si ouverte qu'elle comporte mêmes des tentatives implicites d'hégémonie politique. En dessous de Franco, toutes les forces sont désunies et animées d'un même mécontentement, car elles se croient toutes en possession de formules valables de gouvernement — quand elles ne les mobilisent pas pour défendre des intérêts particuliers — qu'elles souhaiteraient appliquer à l'ensemble de la nation. Ainsi, on peut remarquer que les traditionalistes sont mécontents du Régime ; les catholiques, qui ont fait un étendard politique de leur tendance, sont mécontents aussi ; les monarchistes expriment indubitablement leur déplaisir et les phalangistes ne peuvent

plus cacher non plus leur désagrement ni leur déception pour ce qu'ils estiment une occasion manquée d'avoir mené à bien la Révolution nationale syndicaliste. »

Comme si elle n'avait rien à voir dans ce désastre, la Phalange estime, au contraire, qu'elle en est la victime. Le rapport précise en effet :

« L'homme de la rue confond la Phalange avec l'Etat. De cette identité et de la croyance, largement étendue, que la Phalange a tout le pouvoir en Espagne et qu'elle est, par conséquent, entièrement responsable de la gestion du gouvernement, cause de tout le malaise, naissent l'impopularité dont elle souffre et la situation précaire dans laquelle se trouve la Phalange dans presque tout le pays. »

Cette situation ne saurait être plus évidente qu'en Guipuscoa, selon le rapport :

« Sur 395.000 habitants, que compte cette province, il y a 14.272 affiliés. De ce nombre, 1.400 membres de la Vieille Garde proviennent de la Communion Traditionnaliste (les carlistes) et 158 sont d'anciens membres de la Phalange Espagnole et des JONS. Cependant, on peut à peine dire que plus de 500 de ces affiliés sont des militants, dans le sens actif du mot. Les autres sont de simples spectateurs possédant une carte et figurant sur une liste nominative. Beaucoup d'entre eux ne versent même pas leur cotisation à la Trésorerie, et, en général, ils n'assistent jamais aux manifestations organisées par le Mouvement et ne passent pas par les bureaux du Comité directeur provincial. On a même vu des comités locaux, comme ceux d'Ataun, Lazcano et Renteria, qui ne fonctionnaient pas du tout et dont les bureaux servent à un autre usage. »

Le rapport résume ainsi le discrédit qui plane sur la Phalange du Guipuscoa :

« Ces faits sont, par eux-mêmes, fort éloquent. Mais on nous comprendra mieux si nous disons qu'en Guipuscoa le fait d'être phalangiste est presque mal vu socialement. En conséquence, il n'y a qu'à reconnaître, tout en le regrettant vivement, que la situation de la Phalange Espagnole Traditionnaliste et des JONS du Guipuscoa n'est guère favorable, et que, en tant qu'organisation politique, celle-ci ne jouit pas de l'estime qui lui est due, dans les centres, voire officiels, les plus en rapport avec leur rayon d'action et les plus tenus à la connaître. »

« PHALANGE = REGIME »

Le rapport de la Phalange du Guipuscoa attribue la décomposition et le discrédit de cette organisation à la croyance générale selon laquelle « la Phalange est entièrement responsable de toute la gestion du gouvernement » :

« A la diffusion de cette croyance dans l'identité « Phalange = Régime », ont contribué, pour leur part et non sans raison — suivant ce rapport —

certain milieux n'ayant rien à voir avec eux et qui, pourtant, pour diverses raisons, pèsent sur l'œuvre du gouvernement ou y participent entièrement. En réalité, la Phalange n'a jamais complètement conquis le Pouvoir, et les différents gouvernements qui se sont succédé en Espagne, depuis 1936, ont été de véritable coalition nationale.

« Toutefois, aux yeux du pays — poursuit le rapport — l'unique force tenue pour responsable, endossant toutes les fautes en acceptant son sacrifice en silence, a été la Phalange qui a même dû affronter l'impopularité provoquée par l'intervention du Commissariat au Ravitaillement et par le processus d'industrialisation du pays, ainsi que par toutes les bévues et même par la gestion immorale de fonctionnaires publics qui n'y étaient même pas affiliés.

« Actuellement — ajoute ce document — la Phalange, qui a subi seule l'usure inhérente à toute action de gouvernement, se voit soumise, de tous les côtés, à un feu si nourri, qu'il convient vraiment de considérer si l'heure n'est pas venue d'exposer l'anomalie de sa situation, en démontrant qu'elle ne saurait continuer de servir de paratonnerre unique du Régime, alors qu'elle n'a qu'une intervention très limitée dans la gestion générale du gouvernement. »

Après certaines considérations sur les fautes d'autrui, le rapport examine les propres fautes de la Phalange :

« Nous-mêmes nous avons aussi une bonne part de responsabilité dans la situation critique où se trouve aujourd'hui le Mouvement, dont la principale fissure a été provoquée par la désunion de phalangistes eux-mêmes. Tandis que les autres forces, avec leurs luttes internes et leurs inévitables rivalités personnelles, offrent de l'extérieur un front homogène et compact, oubliant ses éventuelles divergences, la Phalange est divisée en autant de groupes et de petites chapelles qu'elle a de militants.

« Si la désunion et les rancunes entre nos camarades les plus autorisés (ce sont les phalangistes qui parlent) peut être néfaste à l'existence même de la Phalange — comme cela a été vrai en partie dans certains cas — les dissensions entre les divers militants d'une province comme le Guipuscoa, où nous sommes une infime minorité, sont nettement destructrices.

« A Saint-Sébastien, la division des phalangistes est doublement évidente, car, aux rancunes personnelles s'ajoutent bien souvent — du fait que c'est la capitale estivale d'Espagne — la projection des divers groupes qui fermentent à Madrid.

— La prolongation d'une telle attitude — dans la lutte de personnes, dans le népotisme et dans la connivence — peut être très dangereuse pour nous — poursuit le rapport — ; d'où, puisque ce Congrès provincial nous en offre l'occasion, devant tous les camarades du Guipuscoa réunis, nous jetons ce cri d'alarme. »

Après avoir fait remarquer que les

phalangistes sont peu nombreux et pas d'accord; le rapport aborde la cause de ces mésintelligence, qui ne proviennent — dit-il — « que de l'instauration du système d'élection aux charges de conseillers municipaux, de conseillers généraux, de procureurs aux Cortés, etc... »

« Tant que la désignation aux différents postes a été faite, de manière verticale, par le chef — poursuit le document —, la discipline a été maintenue et la camaraderie n'a pas cessé ou s'en est fort peu ressentie. Mais, dès l'instant où les militants se sont vus libres d'opter pour un poste de commandement ou pour un poste représentatif, qu'ils se sont sentis dans les conditions, au moins d'égalité, d'y aspirer — car il est peu de gens qui ne soient aveuglés par la vanité et ne se croient aussi capables que le plus apte —, la lutte entre les phalangistes eux-mêmes s'est accentuée de plus en plus, jusqu'à devenir une guerre déclarée chez beaucoup d'entre eux, au préjudice évident de l'unité du Mouvement, et, parfois, des antagonistes eux-mêmes, qui, acharnés à se mettre en pièces et à se discrediter mutuellement, ont simplement fait passer l'objet de leur dispute en d'autres mains, voire politiquement hostiles. »

Et, après avoir rejeté les fautes de l'indiscipline de la Phalange sur le système d'élection aux postes représentatifs, ce chapitre du rapport de la Phalange se termine par l'exposé « d'une dernière cause de portée générale de l'état où se trouve actuellement le Mouvement, qui est la critique situation économique que traverse toute la Nation. »

« Le peuple espagnol — y assure-t-on — qui ne s'est pas encore rendu compte de ce qu'il vivait dans un pays pauvre, est convaincu que la politique économique suivie par le Régime, pendant les dernières années, n'a pas été la plus opportune. Avec un entêtement irréfléchi, il continue à manifester son opposition la plus absolue à l'interventionnisme d'Etat et aux contrôles qui font encore obstacle au libre essor du commerce et de l'industrie. »

« L'assignation de certaines fonctions économiques aux Syndicats (tels que l'adjudication de contingents), provoque toujours de vives protestations », soutiennent les autorités supérieures, qui ajoutent que « l'insuffisance des traitements et salaires, étant donné la valeur acquiescente actuelle de la peseta, est une source de malaise général auquel l'Armée n'échappe pas, dont la situation est devenue très difficile après la suppression des rationnements. »

Ce chapitre s'achève sur ces mots :

« Dans ces conditions... il n'est pas étonnant que, si les Espagnols doivent continuer à se serrer la ceinture, ils le fassent de mauvais gré et déversent sur le Mouvement, en tant que facteur politique de cette situation, toutes leurs ires, ce qui représente un autre obstacle à aplanir pour s'attirer leur confiance. »

LA PHALANGE

ET LE NATIONALISME BASQUE

Le rapport de la Phalange de Guipuscoa examine, dans sa troisième et dernière partie, les causes de caractère spécifiquement guipuscoan, qui ont provoqué l'aversion générale à l'égard du régime franquiste. Parmi ces causes, on relève tout d'abord, « le manque de pon-

dération dans la façon d'envisager le problème nationaliste ».

« Le Guipuscoa, comme les autres provinces basques — dit textuellement ce rapport — présente ce problème capital que, tout en n'ayant pas la virulence qu'on lui a attribué parfois, il pèse toujours comme une dalle sur notre action politique. Il est difficile de savoir jusqu'à quel point le nationalisme basque est aujourd'hui un danger en puissance. »

Cependant, une chose est évidente, selon ce rapport : « Une grande partie de la province est empreinte du sentiment nationaliste; son organisation clandestine n'a pas de cesse et l'on ne saurait — étant donné les ramifications insoupçonnées et apparemment dignes de respect — s'abandonner à la confiance en pensant que la police contrôle la situation. »

« Pourtant, on ne saurait insister non plus sur les erreurs passées. On a peut-être, parfois, par crainte excessive, exagéré la répression d'expansions locales, saines et légitimes, sans penser que la persuasion de ce qui est un simple régionalisme, l'amour de la terre natale, parfaitement compréhensible et tenu pour normal dans d'autres parties d'Espagne, peut conduire, par réaction de ceux qui en souffrent, au séparatisme criminel. »

« Particulièrement au début de notre Croisade, on a commis certaines erreurs, et il n'est plus possible d'y remédier. Toutefois, il faut que nous nous rendions compte que, si nous parvenons à retirer les armes maniées par les plus récalcitrants et leurs dirigeants intéressés — l'interdiction d'écrire en basque, la suppression du Concert économique, les restrictions de la liberté d'expression du folklore régional — le nationalisme basque s'affaiblira par manque d'arguments sentimentaux susceptibles de toucher la conscience populaire. »

Dans ce sens, le rapport se prononce énergiquement pour l'élargissement d'une politique contenue dans ce qu'il appelle le magistral article de José-Antonio, « La Gaita y la Lira », avec la foi et l'espoir qu'une attitude intelligente de l'Administration Centrale — qui n'exclut point la vigilance toujours en éveil de tout remou dangereux —, on obtiendra de meilleurs résultats qu'avec toutes les répressions, pour la grande entreprise « d'entière incorporation de l'espagnolissime Guipuscoa au destin commun de notre Patrie ». »

Le rapport examine ensuite les autres causes ayant déterminé l'affaiblissement de l'organisation phalangiste en Guipuscoa, causes qu'il énumère :

« Le peu de soin apporté dans le choix des Chefs provinciaux de la Phalange; le manque de préparation de certains chefs et leur absence de tact politique; le peu d'attention accordée aux camarades du parti traditionaliste; le manque de moyens financiers dans lequel se débattent les services de la Phalange, car les gouverneurs ne disposent plus de ressources, comme auparavant, et, enfin, le fait que l'on n'a attaché aucune importance au Conseil provincial. »

Le rapport s'achève sur des protestations de ferveur phalangiste, pour sortir de la « situation pénible dans laquelle se trouve le Mouvement en Guipuscoa ».

«El hombre prehistórico vasco»

par J.-M. DE BARANDIARAN.

Los investigadores de la cultura vasca y los simples aficionados al conocimiento de nuestro pueblo tienen motivo para felicitar. La editorial vasca « Ekin », de Buenos Aires, acaba de publicar un libro fundamental que lleva por título el que encabeza estas líneas. Su autor, don José Miguel de Barandiaran, de quien sería inútil hacer aquí la presentación o destacar la personalidad científica, ha logrado hacer una síntesis muy interesante de la vida prehistórica en la tierra vasca. Midiendo acaso con excesiva prudencia sus afirmaciones, poniendo con muchísima cautela los fundamentos de la más leve teoría, el señor Barandiaran ha escrito una obra que resume los posibles orígenes y los modos de vida de los grupos humanos que poblaron el País vasco en aquellas lejanas épocas. Todo ello basado en exploraciones, en descubrimientos y en análisis que el propio autor ha realizado durante muchos años en las dos vertientes del Pirineo occidental.

La sabia discreción y la solvencia científica del señor Barandiaran frenan cualquier afirmación contundente, pero es innegable que la obra que comentamos constituye un avance muy serio en el camino de la explicación de la hasta ahora tan obscura prehistoria vasca.

Sin abuso de términos técnicos y en estilo casi familiar que facilita considerablemente su lectura, el libro del señor Barandiaran estudia las poblaciones vascas desde las épocas más remotas y explica en cada una de tales etapas de la vida del mundo las características de esos pobladores, de su género de vida, desu alimentación y hasta de sus ritos, fundándose siempre en el testimonio de los restos que hasta ahora van siendo encontrados. Para el simple lector es un libro curioso, para el vasco cultivado es una obra que apasiona. El estudio va completado con varios apéndices que constituyen el inventario de las riquezas prehistóricas descubiertas hasta hoy en la totalidad de Euzkadi, inventario de gran interés y de valor enorme que va, a su vez, acompañado de un índice bibliográfico muy exacto. El librito, bien presentado como todos los de la Biblioteca vasca de « Ekin », contiene numerosos dibujos del autor y varios gráficos adaptados por Kerman Ortiz de Zarate.

La obra del señor Barandiaran no da respuesta exacta, ni puede darla, al enigma del origen vasco, pero refiriendo sencillamente cómo eran y cómo vivían los habitantes de nuestra tierra desde hace muchas decenas de miles de años, y cómo fué la configuración de nuestro propio país, aporta elementos sustanciales y seguramente definitivos al estudio de la misteriosa raza vasca.

Una misa de los navarros en París

El día 3 de diciembre, a las 9 de la mañana, en la iglesia parroquial de Saint-François-Xavier, 36 boulevard des Invalides (Metro Saint-François-Xavier) tendrá lugar una misa dispuesta por los navarros residentes en París con motivo de la festividad de San Francisco Javier y del Día del Euzkera.

L'Eglise, l'Etat, les riches et les pauvres

L'EGLISE ET LA PHALANGE

Les participants du Congrès provincial de la Phalange de Tolède ont rendu visite au cardinal-primat. Le Dr. Pla y Deniel les a remerciés de leur visite, « qui signifiait — a-t-il dit — que le Mouvement de la province de Tolède, comme celui de l'Espagne tout entière, est fidèle à la tradition qui est à son origine, car il a été instauré pour Dieu et pour l'Espagne, et, au cours de la Croisade, on a combattu pour Dieu et pour l'Espagne, ces mots bénis figuraient également sur les avis de décès de nos martyrs. Cette tradition — a ajouté le cardinal-primat — ne signifie pas immobilisme, mais au contraire essor et mouvement, qui ne sauraient être paralysés et que l'on ne peut ni ne doit séparer de leur racine même. L'attachement à l'Eglise, que vous représentez — a-t-il ajouté — ne doit pas être confusion, mais coopération mutuelle pour le bien de l'Eglise et de l'Etat, et, par conséquent, pour le bien de l'Eglise et de l'Espagne. »

FRANCO ET L'EGLISE

A l'inauguration du séminaire d'Orense, le général Franco a prononcé un discours pour répéter que ses troupes ont combattu pour Dieu et pour l'Espagne, dont les ennemis sont communs. Il a allégué ses divers services rendus à l'Eglise et a précisé :

« Nous n'avons pas besoin d'accords ni de concerts pour servir Dieu et Notre Sainte Mère l'Eglise avec une loyauté et dans la mesure prêchée par les établissements et les temples élevés en Espagne pour répondre à la renaissance de la foi et qui sont devenus trop petits aujourd'hui pour accueillir les milliers de vocations qui viennent à l'Eglise du Christ. »

Parlant du procès de déchristianisation de l'Espagne, le général Franco a critiqué le libéralisme du siècle dernier en ces termes :

« Nous avons recueilli les durs enseignements de l'Histoire et cherché les causes du siècle et demi pendant lequel l'Espagne a été déchristianisée, ce qui nous a irrémédiablement conduits à nous affronter à tout ce que ce monde libéral représentait par ses actes de vandalisme, d'expulsion d'Ordres religieux, de pillage et de dépouillement de l'Eglise, pour construire une Espagne meilleure, une Espagne libre de toutes ces erreurs, extirpant pour toujours une politique qui laissait en liberté l'exploitation de l'homme par l'homme, qui opposait les Espagnols les uns aux autres, et qui, divisant l'Espagne en droites et en gauches, finissait par inclure l'Eglise dans l'une de ces fractions, comme si l'Eglise pouvait être au service d'une classe privilégiée et n'était, comme c'est justice et charité, la seule qui durant des siècles ne cesse de lutter pour la fraternité entre les hommes. »

L'EGLISE ET LES PAUVRES

Ponce de Léon écrit dans « Arriba » : « Ce qui se passe — que les riches sont plus accrochés à l'Eglise que les pauvres — nous le voyons tous, tout naturellement. Nous ne nous rendons pas compte que ceci ne signifie pas au-

tre chose qu'une inversion totale du caractère authentique de l'Eglise. Dans notre société, communément considérée pour catholique, le riche entre dans le temple comme Pierre chez lui, tout comme le pharisien de l'Evangile, bien que se concentrent sur lui et sur son égoïsme les foudres de l'Evangile. Tandis que le pauvre à qui et aux souffrances duquel s'adressent les plus nobles promesses du Christ, s'éloigne du temple où reste à la porte la main tendue... »

L'EGLISE ET LES RICHES

Mgr Herrera, évêque de Malaga, a dit, au cours d'une de ses homélies dominicales :

« L'Eglise seule ne peut résoudre le problème. Par la prédication pure, nous n'arriverons pas à mener les hommes au strict accomplissement du devoir. Il faudra plusieurs générations, et avant que l'évolution se soit produite dans les consciences, il y aura eu la révolution sociale. »

Un article de « Arriba » renforce les paroles de l'ancien directeur de « El Debate » :

« En effet, pour transformer la conscience des riches, l'Eglise aura besoin de plusieurs générations, et elle en a vu déjà quelques-unes, sans être parvenue à la transformer. »

« LA JOIE D'OBEIR »

Madrid (OPE). — Le prix « Ejército » (Armée), destiné à récompenser tous les mois un article, aura cette fois-ci pour sujet « La joie d'obéir » ; les manuscrits devront être adressés à l'Etat-Major Central de l'Armée.

Ce thème est vraiment original, ayant été choisi par une Armée insurgée qui compte parmi ses gloires celle d'avoir fusillé pour « rébellion » bien des innocents ayant eu « la joie d'obéir ».

L'avis de concours précise que l'article couronné sera diffusé parmi les soldats. On ne souffle mot des officiers.

Gregorio de Errasti

Victima de larga e incurable dolencia, nuestro compañero Gregorio de Errasti ha fallecido en Bilbao, a donde acababa de ser trasladado para morir en su tierra natal, después de dieciséis años de ausencia.

Afiliado al P.N.V. desde su juventud, se consagró con singular entusiasmo a sus ideales y, desde 1936 hasta hace unos meses, colaboró incansablemente a la lucha común en Euzkadi, después en Cataluña y finalmente en Francia.

Fué un hombre fundamentalmente bueno ; y para nosotros, un amigo entrañable y un camarada leal.

Descanse en paz.

Ha fallecido el Sr. Pascual Leone

En Méjico, donde residía emigrado, ha fallecido el abogado republicano don Alvaro Pascual Leone, que fué diputado en las Cortes Constituyentes y, en unión de don Manuel Azaña y don Luis Bello, se distinguió entre los parlamentarios que mejor disposición mostraron respecto de los Estatutos de autonomía. En la siguiente legislatura, el señor Pascual Leone intervino también en favor del Estatuto vasco.

La première grève qui éclata en Espagne

C'EST CELLE DES CARRIERS BASQUES DE L'ESCORIAL

A propos des dernières grèves de France, M. Albert Mousset a rappelé, dans « Le Monde », quelques grèves et réquisitions d'autrefois. Dans cet article, M. Mousset écrivait :

« Quant à la main-d'œuvre, il est un point sur lequel la monarchie ne transigeait point : c'était l'exécution accélérée des travaux qui devaient rehausser le prestige du règne. Un précédent connu de toutes les cours européennes les tenait sur leurs gardes : c'était la grève des carriers affectés en 1577 à la construction de l'Escorial. L'affaire avait pris un tour dramatique. Quelques-uns de ces manœuvres, d'origine basque, avaient été durement châtiés pour un acte d'indiscipline : l'alcalde les avait condamnés à être promenés sur des ânes et fouettés publiquement. Leurs camarades se soulevèrent, désertèrent les chantiers et exigèrent la destitution du magistrat municipal. Le maître d'œuvre, frère Antonio de Villacastin, s'interposa et fit relâcher les prisonniers sans condition. Ce bon moine hiéronymite savait manier les hommes ; Philippe II se gaussa de l'alcalde, et tout fut dit. »

Cet épisode évoqué par M. Mousset est la première grève relevée par l'histoire d'Espagne, et ses protagonistes étaient, en effet, les carriers basques qui travaillaient à la construction de l'Escorial, ainsi que le confirme le Père Sigüenza, dans son Histoire du Monastère de l'Escorial.

Ces Basques donnaient comme raison de leur grève que la noblesse que leur conférait leur origine (les Basques étaient reconnus « hijosdalgo ») ne leur permettait pas de tolérer que certains de leurs compatriotes soient traités comme des vilains.

Disques de folk-lore basque

Mlle Claudie-Marcelle Dubois, du Musée des Traditions et Arts Populaires du Ministère de l'Education Nationale, vient d'éditionner plusieurs disques, qui seront bientôt mis en vente.

Ces disques ont été gravés aux endroits même où l'on chante les mélodies enregistrées.

A Saint-Jean-Pied-de-Port, le cordonnier Irigaray a enregistré d'un côté du disque une chanson d'amour intitulée « Ene maitiak Igorri », et sur l'autre face a été gravée la chanson « Tiki Tiki-tik » par un trio de cordonniers, dont Irigaray, et de Bidonde et Aranburu.

A Alos-Sibas, localité du Labourd, un cultivateur du nom de Laxague a enregistré une chanson humoristique intitulée « Gure-etxea ».

Les Services du Ministère de l'Education Nationale vont distribuer d'autres disques basques au commerce et aux services culturels de l'UNESCO, en collaboration avec le Centre Régional d'Art et de Culture, en particulier un disque du fameux txistulari souletain qui a participé, avec la délégation de Mauléon, au festival folklorique international Biarritz-Pampelune.

EUSKAIL-ORRIYA

Arana Goiri'tar Sabin'en omenez aren eriotzaren 50'gn. urtebetetzean

Tauer'tar Norberta'k

Nere adiskide maite-maiteak :

Azillaren 25' ean Arana-Goiri'tar Sabin' in zaneetik menderdi bat osatzen da. Nere adiskide maitea den Ibinagabeitia' tar jaunaren bitartez dakit gaur Paris'en euskotar ta euskaltzale goralgarri onen omenez oroimen-jai berezi bat egiten de- zutela. Irakaslearen eta aren lanaren zale sutsu bat naizelarik, urtebetetze au zuekin gogoratzeke lerro batzuek bial- tzen dizkizuet.

Ez da ukatzekoa, azkeneko bi eunkie- tan bizi izan ziran euskotarren artean Arana-Goiri'tar Sabin'ek leku nagusia daukara. Aren eriotzatik berrogeitamar urte igaro arren, aren oroimena abertzale zintzo guzien artean beti bizi geldit- zen da : urterik urtera biziagoa dala esan dezakegu. Au egiztatzen du urte batzuek dirala Baiona'n irasitako Sabin- diar Batza'k eta egungo egunean mun- du osoan egiten diran jaiak. Altitutako Sabindiar-Batzaren lenengo eginkizuna da Sabin'ek idatzitako lanak batu ta ge- ro argitaratzea, Irakaslearen gogoaren ezagutzea euskotarren artean zabaltzeko.

Eskerroneko sendimenduak garamaz- ki gizon argien oroimena ospatzera. Ba- ñan ez da naikoa : gañera bearrezkoa aien lan merezigarria ongi ezagutu eta aien adibidez Aberriarenganako maiteta- suna ta aren aldeko lana eratzea.

Zertan datzala ta Sabin'en lanaren garrantzia ? Nere uestez, aren euskaldun- goan baita euskaltzaleasunean ere. Be- rak euskotarren « espanolismoa » betiko lurreratu zuen eta aberkideei argiro era- kutsi zien aien aberria ez dela Espainia, ezta Prantzia, Euzkadi baizik. Eta egi onatik beste bat ateratzen da : eusko- tarren izkuntza bakarria euskera dala. Bi

gogai eiek Sabin'en lan guziaren oña- rriak dira.

Sabin'i esker, oraingo euskotar geye- nak ongi dakite ez dirala Espainia'ta- rrak ezta Prantzia'tarrak, Añamendi'ko bi aldeetan, antzinetik urte asko ta asko lenagotik ayen oraingo ausokoak agertu ziran baño, bizi den Abenda baten ondo- rengoak baizik. Bañan, zoritxarrez, gaur arte euskotar askok ez ditute beren eus- kerarenganako eginbearrak betetzen.

Euskerarenganako zabarkeria erakus- ten duten euskotar oiei gogoratu bear diet izkuntza dala enderri bakoitzaren oñarri sendoa eta beste erri guzietatik bereizten duen zeingirik argiena. Euske- ra igesi ezker, joango dira betiko Eus- kalerri'ko oitura garbi ta jatorrak, kan- tu zoragarriak eta asaben sinismen bi- zia. Euskera ilko bada, ilko da Euzkadi ere. Alde guzietatik aditzen eta aldizka- rietan irakurtzen dugu euskera, gure izkuntza maite-maitea, bera doala. Auxe da egi illuna. Eta euskeraren galtzen onen zordunak euskotarrak berak dira.

Gaur Sabin'ez oroitzen zerate. Nere iritiz aren oroimen argia ongien gora- tuko dezute, euskeraren aldeko lanari ekingo ba'diozute. Lan merezigarri one- tan Sabin bera eredu bizi bat izango da. Berak, zuen artean dauden euskotar as- kok bezela, etzuen amaren magalean euskeraz ikasi Ala ere, aurrekoen izkun- tza beretu zuen eta euskal-idazle ospa- tsuenetatik bat egon zan eta aren lanak, batez ere izkuntza-arlokoak, ongi ezagu- nak dira jakintsuen artean. Eta ez aztu: euskeraz itzegiten ez duena, ez da aber- tzale ona.

Gora Euzkadi eta euskotarren izkun- tza bakarria den euskera, gora !

Praga'tik, Azillaren 7'an

BERRIZ-BERRI

Arana-Goiri'ren erio-urtemuga. — Pa- ris'ko euskaldunek bilkura eder baten gogoratu dute Arana-Goiri'ren oroitzapena bere 50'gn. erio-urtemugan. Bildu zen euskaldunik Hôtel Lutetia'ko sala zaba- lean Aranari buruz mintzatuko ziren iz- larii entzuteko. Iru ziren izlari ok. Le- garralde iaunak dotore ta apain Ara- na'ren bizitza gora-berak eman zizkigun: guziok egon giñan aren itz ederrak en- tzuken xur. Agirre Lendakari jaunak, dagokion berotasun eta ugaritasunez, Irakasle aundiaren lana goraltxatu zuen, Euskal-izatearen oñarriak lurpetik atera eta betiko sendotu zituenaren mezedo aundiak nabarmendurik. Euzko-Abenda- ren ereserkiarekin bukatu zan Lutetia Hoteleko bilkura. Urrengo goizean, be- rriz bildu giñan Paris'ko euskaldunak St. Pierre Chaillot'eko ellizan. Arana Goi- ri eta Aberriaren onerako il diran eus- kotar guztien alde eman zen hil-meza- tan. Aita Mendiolak eman zuen meza, eta Gernika koralokoe, bertzeak bertze, Perosi'ren « Liberame » oso ederki kan- tatu zuten. Orrela bukatu ziren gure aberria piztu eta ernerazi zuenaren ome- netan Paris'ko euskaldunak antola zitu- ten jaiak. Programa eder bat ere, eus- keraz eta prantzesez, argitaratu zuten, jai oien lekuko beti ere iraun dezan.

Euskeraren Eguna. — Urteroko oitu-

rari jarraituz, aurtan ere Abenduaren le- nengo igandearen ospatuko dugu (Salle des Horticulteurs - Rue de Grenelle) Euskeraren Eguna. Izango dugu itzaldi ederrik, baita ere kantu ederrik. Saldo- ka bilduko al zerate Paris'ko euskaldun- nak, egun ori bear bezela ospatzeko. Baina tristuraz betetzen zait biotza gu- re Euskalerriko euskaldunak egun ori ezbaizute zelebratuko. Gure anaiak ez dakite « Euskeraren Eguna » danik ere. Ain bizi zaizkigu baztertuta eta leozpe- tuta. Inñun baño len, sintxe geure euska- lerrietan egin bear litzake egun ori ospa- tu. Ez al duzute zer edo zer egingo anai maiteak ? Agerian ezin ba'duzute, ixillean beintzat bildu zaitezte gure iz- kera iasarrria goraltxatzeko, eta elkar berotzeko. Eutsi Euskerari !

Gipuzkoako ugolde ta ondamendiak. — Izugarria benetan, Gipuzkoa maitearen gainera erori zan erauntsia ! Bazterrak oro urak estali zitun. Etxiak orpotik atera, arbolak ere bai, lurrak narraz eraman, lantegiak uzkali eta okerrena, ainbeste euskaldun maite ur arretan ito. Ikaragarritzkoa benetan gure Gipuzko maitearen zoritxarra. Lendik agintari zi- talek ari zaizkigu gure arima hiltzen, eta oraingoan elementak beretik atera zaizkigu gure bazter eta gizonak ere itotzeko... Zer da au Iauna ? Ez al da gure erri gaixoa zure errukiaren gai ? Ez al gera ba kristaurik onenak ? Beti

bear ote dugu zoritxarrik beltzenak ge- ro bizkar-gañean eramaten ? Izugarriak izan dira ango galenak. Famili aunitz miseri gorrienean gelditu dira : lante- giak ondaturik, lanerako ere gai ez di- rela. Ango aginteriek itz-xuririk ialki dute Gipuzkoaren zoritzarra dala-ta. Itz xuriak ez izan ordea, aski. Orain ere gu- re erri gaixok bere lan eta ekiniez bu- rua jaso bearko du, inñungo laguntasun gabe. Zoritxarrik beñipein irakatsiko al digute, inñioz baño ere euskaldunago iza- ten, gure erriaren maitariago izaten. Zapaltzen gaitutenek, ez dute gure onik nai, alderantziz, gure ondamendiak poza ematen die, naiz eta ezpafekin besterik aitortu. Ikusten ari dira bai, gipuzkoar maiteak, agintari zitelen joko beltz ori !

Seminario Urkijo. — Aspaldi artu zuen Gipuzkoa'ko aldundiak seminario ori iri- kitzeko erabakia, euskera eta euskal phi- lologia azter eta lantzeko. Orain berriki, seminario ortako zuzendaria izentatu du- te, Donostiako apaiz gazte bat, Urrutia izenez. Euskalari artean ez genuen iaun orren izenik inñioz ere entzun. Bear bada ixillean ariko zan nunbait, gure arloa lantzen. Ezagutzen genitun ordea euska- lari espetsuak Donostian bertan, toki or- tarako autak, bat batez ere. Bañan nun- bait, kutsuturik arkitu dute, Caballero jaunaren iauregiko iaunek... Or ere zeru- imperi saildu artako agintariek belarri- txoa erakusten dute, beti bezela.

Bilbao'ko Mixio inerala. — Bukatu dira aipatu mixioak. Amabost egunean 300 sermolarik ekin diote izketan ; eta goizetik, kastillanuen « El demonio a la oreja » kantua kantari. Ango obispu jau- nak, Biskai'ko kristau zintzoak inñarosi nai izan ditu, eta ortarako izlari-zapa- rrada atertu gabea aien gañiera ietzi- arazi du. Bukatzeko Aita Santuak ere sekulako mezu bat biali die « Bizkaiko kristau zintzoei » « beti ere hispanitate- ren lan goralgarrietan ain gurbilki joki- tu duten » bizkaitar on-puxka ederrai. Nik beste mixiño bat emango nuke, ba- ña au Euskadi guztian. Euskal-mixioa, ez amabost egunekoa, baizik urtebete- koa, euskera eta ondantzen dioakigun aberriari eusteko. Jainkoak oso gurbilki egin ditu gauzak, eta zerukoa baño len lurreko aberria eman digu zaitu eta in- dartzeko. Ortarako mixiolariak bear di- tugu, mixiolari gartsuak, eta apaizak mixio ori eman nai ez ba'dute, eman de- zagun erri-gizonok. Errexa da « quid hoc ad aeternitatem ? » oihu latzez esan eta euskera eta Euskalerri guzia ostiko- petu eta zapaltzea : « quid hoc » ori euskaldunentzat, euskotarrentzat baka- rrik erasi ote zuten ? Ala dirudi bein- tzat. Euskal mixio baten premia go- rrian gaude, euskera jasotzeko, irakurle.

Errazi'tar Gergori il da. — Uste baino len gure adiskide maite eta abertzale zin- tzoak utzi gaitu. Aberri doakabeen sar- tu daneko, bear azken arnasa Jainkoari biurtu dio, Bilbaon, Azararen 25'gn. Sa- bin Irakaslearen iarraile gartsua, Erraz- ti adiskide maiteak, azke urratsa ere irakasleak eman zuenetik 50'garren erio urte-mugan eman du. Ba'dugu naigabe- rik aren adiskideak, eta batez ere « Euz- ko-Deya » koak. Luzaro gure izparkaria- ren banatzalle ta arduradun izan zan. Untzeta'tar Sorne alargun naigabetuak, eta bere seme-alaba biotzekoe, gure sa- min-agurrik sakon eta negartsuena ar bezate. G.B.

Le Gérant : Albert PRIEUR.

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier. — PARIS (IX^e)



Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI - LA VOIX DES BASQUES

PARIS. — JUILLET-AOUT 1965

XXVIII^e ANNEE. — Numéro 485

48, rue Singer (XVI^e)

LA "GRANDE CHARTE" ANGLAISE ET SES PRÉCÉDENTS DANS LES TEXTES DES LOIS DES ROIS DE NAVARRE

Par Manuel de Irujo et Jesús Maria de Leizaola

Cette année marquera le 750^{ème} anniversaire de la « Grande Charte », autorisée par le roi d'Angleterre, Jean sans Terre, le 15 juin de l'année 1215, dans la prairie de Runnymede, située entre Windsor et Staines ; ce long document (63 chapitres ou lois) est la base du droit constitutionnel anglais.

On considère la « Grande Charte », sinon comme la fondation du Parlement britannique — dont les débuts historiques se situent en 1265 —, mais comme la première reconnaissance, obtenue après des violences révolutionnaires, des droits des citoyens anglais, soient ecclésiastiques, soient civils. Car, l'on enregistra aussi bien avant qu'après la Charte, des incidents qui y sont qualifiés de « *discordiam motam* » et il y eut une véritable guerre civile.

Dès la première de ses lois, la Charte se réfère à la liberté dans le domaine ecclésiastique : « *Ecclesia libera sit* », « *habeat libertates suas illasas* », « *libertatem electionum...* » carta nostra confirmavimus ; et elle déclare confirmer « *omnibus liberis hominibus regni nostri...* » omnes libertates subscriptas, habendas... de nobis et hereditibus nostris ». Cette dernière clause ne se réfère pas seulement au domaine ecclésiastique, mais aussi au civil.

Certes, l'on fait mention de la « Grande Charte » dans toutes les Histoires et dans tous les livres consacrés au droit public, aux institutions parlementaires, aux droits de l'homme, etc., etc... Ainsi, les deux académiciens français, Jacques Chastenot (dans « Le Parlement d'Angleterre ») et André Maurois (dans son « Histoire d'Angleterre ») s'en occupent.

En Angleterre, à l'Imprimerie de l'Université de Cambridge, a été éditée cette année l'ouvrage du professeur J.-C. Holt, de l'Université de Nottingham, qui porte le simple titre « *Magna Carta* », et dans

la bibliographie duquel on relève cent vingt et quelques essais d'auteurs anglais, écossais, américains, italiens, espagnols, français, etc...

Le livre de Holt, peu épais, développe de façon très nette ce que le grand document juridique anglais du Moyen âge représente aujourd'hui et ce qu'il a signifié quand il a été établi, ainsi que l'histoire intermédiaire, c'est-à-dire ce que les législateurs, les légistes, les politiciens et même les philosophes anglais et nord-américains y ont vu et en ont fait, converti en un « mythe » authentique, c'est-à-dire un mythe créé par un fait historique et qui évolue selon les temps et les diverses tendances. Pour ne citer qu'un point de son exposé, il est bien compré-

hensible qu'il explique comment, au 17^{ème} siècle, les « libertés du Massachusetts » (1641) basent leur chapitre I sur le chapitre 29 de la Grande Charte, et que Hobbes, dans son « *Leviathan* » monolithique et ailleurs ne veuille rien savoir de l'ancienne loi et se moque d'un de ses commentateurs en déclarant que ce qu'il dit n'a aucun intérêt politique et n'a de valeur que pour les antiquaires. Hobbes s'intéressait aux concepts de « loi naturelle et de droits naturels ».

L'idée selon laquelle on retrouve dans le droit basque certaines sources partielles du Droit anglais n'est pas de nous, bien que nous l'ayions indiquée dans des mémoires déjà anciens.

LOS VASCOS EN LA "UNION EUROPEA DE DEMOCRATAS CRISTIANOS"

BRUSELAS (O.P.E.). — En la sede el Partido Social Cristiano de Bélgica, bajo la presidencia del primer ministro señor Theo Lefèvre, se reunieron los representantes de los demócratas cristianos de once países del occidente europeo. En nombre de los vascos asistió el vicepresidente del Gobierno de Euzkadi, don José de Rezola.

Se aprobaron los nuevos estatutos de la organización y lo que hasta ahora se conocía con el nombre de Nuevos Equipos Internacionales se llamará en lo sucesivo « Unión Europea de los Demócratas Cristianos ».

Por expiración de su mandato el señor Theo Lefèvre dimitió de su cargo de presidente siendo designado por unanimidad para sustituirle el secretario político de la

Democracia Cristiana Italiana don Mariano Rumor.

Al secretario general señor Seitlinger se le prolongó el mandato hasta el primero de octubre próximo, fecha en la que se calcula que quedará designada el nuevo Secretario General.

Se procedió a un examen de la situación tanto en el interior de los países respectivos como en la esfera de las relaciones internacionales, haciendo una exposición cada uno de los delegados en un tono de evidente objetividad.

El delegado vasco al final de su intervención agradeció el interés que habían exteriorizado los concurrentes por la situación de nuestro País.

Il y a, d'abord, des auteurs anglais qui l'ont énoncée voici longtemps. En 1938, par exemple, dans l'ouvrage « Studi in memoria di Aldo Albertini » (tome trois, page 98), apparaissent dans un essai (en anglais) de sir Alexander Wood Renton, intitulé « Les sources du Droit se rapportant en particulier à l'Empire britannique » et dans lequel il est dit que le droit hispanique offre un intérêt en tant que source des lois britanniques, et l'auteur écrit : « ... les premières sources du droit espagnol sont les fors » et « les fors basques sont les plus anciens et ils constituent, avec les lois des Catalans, la principale race marchande et manufacturière de la péninsule, ce qui est caractéristique et le plus différencié du reste ».

L'application aux plus anciens textes anglais de droit public, en tant que sources partielles, de dispositions basques, figure dans Wentworth Webster, dans son ouvrage « Les lois d'un étranger en Pays Basque », page 45 et suivantes (Chalon-sur-Saône, 1901). L'article — de 28 pages — consacré à « Simon de Montfort et le Parlement anglais (1248-1265) », a paru d'abord en anglais dans « The Antiquary » (1883). Se référant à l'intervention progressive d'« hommes discrets », « Chevaliers » ou « bourgeois » au nom de chaque comté dans le Parlement, à partir de 1265, outre des « chevaliers de chaque 1213 pour terminer par la présence, en comté », de « deux bourgeois de chaque cité ou bourg d'Angleterre », W. Webster écrit : « ... ce que je cherche à constater, c'est que, de quelque valeur que soit ce fait dans le développement des libertés constitutionnelles d'Angleterre, son auteur, Simon de Montfort, dans ceci et dans tous ses autres procédés de réforme ou de révolte en Angleterre, ne faisait que suivre les mêmes procédés en appliquant les mêmes principes qu'il avait appris et dont il s'était déjà servi en son gouvernement de Guyenne ; que c'était ici sous ses rapports avec les libertés déjà anciennes du pays, des coutumes, fors et fueros, des villes et des baillages du Midi, des Pyrénées françaises et espagnoles, des diverses races des Gascons, des Basques, des Provençaux, des Catalans et Espagnols, qu'il avait appris en pratique ce qu'il apporta plus tard en Angleterre et qu'il y appliqua avec tant d'éclat ».

Dans la partie finale de son essai, le pasteur Webster tire sa conclusion sur les mots suivants : « Le grand fait historique que je voudrais faire ressortir de cette étude est celui-ci : la liberté constitutionnelle, la liberté qui respecte les droits d'autrui tout autant qu'elle réclame ses propres droits pour elle-même. Cette liberté n'est, comme on prétend trop souvent en Angleterre et en Allemagne, l'apanage exclusif des races teutoniques, et que les races latines en sont incapables. Au contraire, les races latines, comme on les appelle très à tort, les races celtiques, basques et autres, jouissaient de ces droits avant qu'ils ne fus-

NATALIC

En Donostia nació la niña Onditz de Leizaola, hija de don Carmelo y de Itziar, hija de nuestro Lendakari. Andra Mari de Onditz es venerada en Lejona, Vizcaya.

sent introduits parmi les Anglais et les Allemands ».

Avec ces introducteurs anglais, on comprend qu'il soit intéressant d'examiner si, par rapport à la Grande Charte, l'on peut préciser certain précédent dans des textes juridiques basques, et que le livre de J.C. Holt nous offre une bonne occasion de poser le problème, puisque nous avons là un magnifique exposé, très autorisé, de ce que cela signifie pour la formation du droit public de l'Occident. C'est ce cas que nous posons dans le présent article.

Nous prendrons le texte de la Grande Charte dans la liste de trois documents qui figurent dans les Annexes de l'ouvrage de J.C. Holt, ce sont :

A) La pétition ou les réquisitions (véritables exigences) des barons au roi Jean, qui furent sans doute utilisées pour les discussions entre les barons et le roi. L'historien anglais estime qu'ils sont antérieurs de près de six mois à la Charte elle-même ;

B) La Charte du 15 juin 1215, signée de la main du roi et jurée réciproquement par celui-ci et par les barons ;

C) La Charte définitive, de l'année 1225, autorisée par Henri III, successeur de Jean-sans-Terre (mort en 1216), laquelle fut précédée de corrections ou de variantes des années 1216 et 1217.

Nous citerons, en temps utile, les trois libellés correspondant aux points A), B) et C).

Remarquez que la Charte dont nous parlons n'avait pas acquis le qualificatif de « Grande », dans le sens actuel de fondamentale, mais, plus tard, lorsque l'on y eut recours pour revendiquer des applications très générales et importantes.

Le droit basque écrit, antérieur à la Grande Charte anglaise et que, par conséquent, l'on peut étudier comme étant un précédent éventuel de ce très célèbre document anglais, est celui des fors que les rois de Navarre donnaient à des régions ou à différentes localités, depuis le for de Nájera de Sanche-le-Grand et celui de Durango, de son fils Garcia, jusqu'à l'année 1215, date où la Charte en question fut promulguée.

En outre, il faut tenir compte, en tant que droit écrit navarrais de l'époque, de certains lois du For de la Navarre d'où il ressort clairement qu'elles sont antérieures à 1215. L'une d'elles, déclarée dictée à la demande de l'évêque Pierre de

Paris, correspond au chapitre I de la Grande Charte, mais il ne peut y entrer en compte car il s'agit des libertés et des immunités de l'Eglise Catholique. Lequel introduit une correspondance pour des motifs totalement indépendants de ceux que nous devons essayer de valoriser ici.

Les textes les plus importants parmi les Chartres royales sont ceux de Sancho Ramirez, celui des bons fors, roi de Navarre et d'Aragon (1076-1089), Alphonse 1er Sanchez, également roi de Navarre et d'Aragon (1104-1134) et Sanche-le-Sage, roi de Navarre (1150-1194).

Et pour les citer isolément, nous devons mentionner ici, par rapport au sujet que nous nous sommes proposé :

- a) Le for de Jaca, de l'année 1077 ;
- b) Le for d'Estella (1), de l'année 1090 ;
- c) Le for du bourg de Saint-Cernin, de Pampelune, de 1129 ;
- d) Le for de Saint-Sébastien (probablement de 1160, mais de toutes façons donné par Sanche-le-Sage) ;
- e) le for d'Estella élargi (2), de 1164.

On n'ignore pas que l'application de ces textes légaux allait bien au-delà de ce que semblent indiquer les noms ; par exemple, d) était en vigueur à Fontarrabie, précisément, depuis 1200-1202, fait que nous relevons en raison de la signification historique qu'avait déjà cette ville guipuscoane. En effet, Fontarrabie était alors limitrophe des terres du roi Jean d'Angleterre, dispensateur de la Grande Charte. Et elle joua un rôle historique important durant l'époque de la présence anglaise au nord de la Bidassoa.

Les bases sur lesquelles l'influence du droit basque a pu s'introduire ne se limitaient en aucune façon au simple voisinage territorial à l'embouchure de la Bidassoa. Dans les quarante années qui ont précédé la Grande Charte, le roi d'Angleterre, Henri II, père de Jean, était intervenu comme arbitre dans la guerre de Sanche-le-Sage avec la Castille, en délimitant les territoires des rois de Navarre et de Castille en 1177, et en 1191, Richard Cœur-de-Lion, alors roi d'Angleterre, avait contracté mariage avec la fille dudit Sanche, Berenguela de Navarre. Si l'on tient compte, en outre, des relations maritimes (qui se sont développées considérablement par la suite) l'on voit que les Anglais du temps de Jean-sans-Terre ne pouvaient rien ignorer de ce qui avait trait aux Fors et au Droit basque de l'époque.

La comparaison des matières traitées dans les documents légaux dont nous parlons, l'anglais et les navarraux de date antérieure, serait fort longue. Pour essayer de l'établir il faut, cependant, exposer ce qu'il ressort de l'un ou de l'autre d'entre eux.

(suite dans le prochain numero)

Le vivifiant localisme basque

Célébrer Arana-Goiri, c'est célébrer une des Espagnes, et c'est célébrer l'Espagne. Car, qui n'a pas le sentiment du particulier, qui ne sent pas le particulier ne saurait sentir l'universel. L'Espagne n'est pas une abstraction ; elle n'existe que par ses diversités concrètes, chacune devant être assumée par chaque Espagnol comme sa propre chair. Et s'il est basque, plus il sera basque et plus il sera espagnol et digne de participer à une Espagne vivante.

Cet autre grand basque, Unamuno, dont le centenaire était célébré l'année dernière, serrant de tout près celui d'Arana-Goiri, Unamuno, donc, la connaissait bien, cette profonde vérité, lui, qui, partout cherchait le plus individuel, le plus personnel, le plus intime, le plus particulier, distinct, différent. Aussi se passionnait-il pour ces Espagnols qui se sont séparés de l'Espagne afin de découvrir une plus espagnole Espagne, le Cubain Martí, le Philippin Rizal, le Basque Arana-Goiri. Et c'est dans un texte passionné sur Bolivar qu'il tient à rappeler qu'il est basque « par ses trente-deux côtés », *por todos treinta y dos costados*. Et de rappeler aussi que Bolivar était d'origine basque par sa ligne paternelle. Basque donc, lui aussi, et donc espagnol et espagnolissime, le Libérateur ! Celui qui devait libérer l'Amérique de l'Espagne... Non, pas libérer l'Espagne, mais créer de nouvelles Espagnes, aussi distinctes que possible les unes des autres, et s'affirmant, finalement, en une autre Espagne encore, celle-là suprême et une : l'Amérique.

Toutes ces grandes actions libératrices de l'histoire, toutes ces séparations de l'Espagne, ne sont pas, comme ce dernier mot semblerait l'indiquer, des séparatismes. Ce sont des créations. Et ces nouveaux surgeons sont aussi espagnols que le tronc dont ils sont nés. Naissance violente, mais naissance féconde. Notre basque Unamuno, notons-le bien, reconnaissait que la langue basque devait mourir, et en philologue et historien qu'il était, en savait les raisons. Aussi bien écrivait-il en espagnol et non en basque. Mais il savait aussi que l'esprit basque se perpétuerait. Et c'est ainsi, non par des apparences superficielles et des artifices, mais par des efforts de la nature et par la volonté de vivre que l'Espagne se perpétue dans le personnalisme des Amériques, de la Catalogne, de la Galice et du Pays Basque.

Une autre de mes récentes lectures ou plutôt de mes lectures a été un discours prononcé par José Ortega y Gasset au banquet de la revue basque *Hermès* à Madrid, en 1917. Cet autre espagnol non pas basque, celui-là, mais castillan justement, oui, de la centrale et centralisatrice Castille raconte dans ce discours à ses amis basques d'*Hermès* comment, ayant débarqué à Bilbao au retour d'un voyage en Amérique, il eut la révélation de la puissante réalité basque et en conclut que la vigueur vitale

de l'Espagne et son avenir historique consistait dans les vertus de *localisme*.

« Faisons en sorte, poursuivait-il, que chaque noyau local conquière la claire volonté de soi-même. C'est dans l'articulation de ces volontés que je vois l'unique Espagne possible. »

Il disait encore :

« Pourquoi ne pas aspirer à une Espagne qui serait une très ample harmonie ou toutes les mélodies péninsulaires trouveraient une féconde résonance — et en celle-ci leur produiraient leur écho comme en un cœur innombrable ? »

Et en effet quel silence, quel silence de mort serait celui d'une Espagne où ne résonneraient plus ces voix de toutes les Espagnes locales ! Dans cette réalité organique, animée du souffle de vie, il faut que s'entende toujours la voix du Pays Basque, telle que la réveilla le grand appel protestataire et revendicateur d'Arana-Goiri. Il faut que toute l'Espagne continue à s'exprimer, car c'est de là, c'est de choses immédiates et quotidiennes, des choses circonstanciées et conditionnées qu'il faut partir si l'on veut s'élever à cette plus vaste et complexe structure historique, à ce destin qui est l'Espagne. Au commencement il y a ce mouvement de rébellion, cette affirmation de soi, ce particularisme. Mais

s'il ne s'est pas produit, s'il n'a pas eu lieu (et qu'elle est belle, cette expression d'*avoir lieu* qui signifie *être* !), oui, si ce mouvement primordial n'a pas eu lieu, le sang nourricier ne parviendra jamais à irriguer tout l'ensemble du corps, et le corps ne sera plus rien qu'un mot. On dira : Espagne, mais quelle Espagne ? Où l'Espagne ? Où, en quel lieu ? Et, au pluriel afin d'être encore plus précis et plus vrai, en quels lieux ?

Jean CASSOU

Con motivo de celebrarse el cincuentenario de la muerte de Arana-Goiri, nuestro amigo Juan Cassou, conocido hispanista, director del Museo de Arte Moderno, nos envió para su publicación un artículo titulado « Justice pour le Pays Basque » que apareció en *Euzko-Deya* de septiembre de 1953. Ahora, al celebrarse el centenario de su nacimiento, nos ha remitido otro en el cual enfoca la figura del fundador del renacimiento vasco con proyección universal, tal como él la ve, artículo que publicamos a continuación, con el reconocimiento y la gratitud que merece el recuerdo que para Arana-Goiri ha tenido la gentileza de dedicarnos.

NECROLOGIA

EL R.P. CHALBAUD

BILBAO (O.P.E.). — A los 91 años ha fallecido el R.P. Luis Chalbaud Errazquin S.J. Ingresó en la Compañía de Jesús en Abril de 1898. Cantó la primera misa en 1909. Había estudiado en Deusto Derecho, Filosofía y Letras. Y a Deusto volvió en 1913. Tres años más tarde explicaba Derecho Civil. Y en seguida pudo realizar uno de sus mejores proyectos : la creación de una Universidad Comercial. Fue ello posible por el mecenazgo de los hermanos Aguirre Basagoiti. Gracias a la « Fundación Vizcaina Aguirre » creó el P. Chalbaud un Centro de Estudios como no existía ninguno en el Estado español y que había de ser precursor de las actuales Facultades de Ciencias Económicas. El R.P. Chalbaud, era hermano de don Pedro y don Manuel Chalbaud, destacadas personalidades de la vida vizcaina.

DON CEFERINO DE JEMEIN

BILBAO (O.P.E.). — El Partido Nacionalista y la causa de la Democracia Vasca han sufrido sensible pérdida con la muerte de don Ceferino de Jemein y Lanbarri que había residido mucho años en los Bajos Pirineos. En Vizcaya durante un cuarto de siglo desempeñó numerosos cargos entre ellos

de directivo del P.V.N. y de Juventud Vasca de Bilbao. Colaboró en « Euzkadi », « Aberri », « Euzkerea » y otras publicaciones también en EUZKO-DEYA en su segunda etapa después de la Liberación de Francia. Escribió la biografía de Arana y Goiri y la historia del Nacionalismo Vasco. Y contribuyó con gran efectividad a la labor preparadora de una obra monumental que publicará « Sabindiar-Batza ».

DOÑA JULIA RUIZ,
VIUDA DE ZUGAZAGOITIA

MEJICO (O.P.E.). — Ha fallecido en esta capital, donde gozaba de numerosas simpatías y afectos, doña Julia Ruiz, viuda del que fue destacado periodista y ministro de la Gobernación en tiempos de la República, don Julian Zugazagoitia y Mendieta, afiliado al Partido Socialista Obrero Español y a la Unión General de Trabajadores.

Se recordará que refugiado en Francia fue detenido por la Gestapo — junto con el presidente de la Generalitat de Catalunya, don Lluís Companys, y el también periodista y correligionario del señor Zugazagoitia, don Cruz Salido — y entregados al gobierno del general Franco quien mandó fusilarlos.

Sur la route de l'apôtre Saint-Jacques

Les prix montent. — Les touristes français qui, au nombre de six à huit millions, sont allés cette année en Espagne, qu'y cherchaient-ils ? Qu'y ont-ils trouvé ?

Si l'on demande à ces touristes ce qui les attirait particulièrement en Espagne, bien peu vous parleront de ses souvenirs historiques, de son intérêt artistique, de la beauté de ses paysages, de son climat ensoleillé, de sa couleur typique ou de l'accueil cordial réservé à l'étranger par ses habitants. La plupart des touristes, s'ils veulent être sincères, diront qu'ils sont allés en Espagne, principalement pour des raisons d'économie : la différence de prix et de cours permet à un Français, dépensant le même argent que dans son pays, de pouvoir séjourner plus long temps en Espagne, d'y parcourir plus de kilomètres, d'y acheter davantage de choses.

Un organisme italien, le **Centre Statistique Financier de Florence**, a comparé les prix de séjour dans les quatorze pays ayant le plus d'importance sur le plan touristique. En 1963, la location dans les hôtels de classe supérieure offrait encore les meilleures conditions en Espagne, après la Yougoslavie, et, dans les moyennes catégories, seuls les prix pratiqués en Grèce et en Autriche étaient inférieurs à ceux de l'Espagne.

Mais, la hausse générale a touché principalement l'Espagne, où les hôtels de classe supérieure ont augmenté, entre 1963 et 1964, de 72,1 %, et de 80,9 % pour les hôtels de moyenne catégorie. Cette flambée des prix place l'Espagne au premier rang pour la hausse subie au cours de cette période.

Cette hausse de prix des hôtels est suivie, dans toute l'Espagne, d'une montée générale des prix, qui prend souvent des formes bien curieuses. Par exemple, les restaurants servaient un « menu touristique » consistant en hors-d'œuvre et deux plats : bientôt réduction : hors-d'œuvre et un plat, tout en maintenant le prix de 90 pesetas. De même, il y a en Espagne une taxe sur les parkings ou sur le stationnement sans droit de stationner ; ingénieuse solution arbitraire qui a été imitée par les Chemins de fer nationaux, car ceux-ci ont créé un service qui consiste à vendre des billets ne donnant aucun droit à être assis.

« Si les choses continuent de la sorte — commente un hebdomadaire de Madrid — les entreprises de taumachie pourront délivrer des billets ne donnant aucun droit à assister à la corrida ; les sociétés immobilières pourront vendre des logements sans aucun droit de les occuper et les restaurants pourront donner la note au client sans qu'il ait mangé. »

Le nouveau « menu touristique » paraît

avoir fait un pas vers cette dernière combinaison.

Exodes en sens contraire. — Il y a des touristes ou des vacanciers qui croient connaître l'Espagne parce qu'ils ont vu une cathédrale, parce qu'ils ont assisté à une corrida, parce qu'ils ont acheté une gabardine à bon marché ou qu'ils ont bu une bouteille d'anisette. Pourtant, l'Espagne est un peu plus que cela.

Quelque chose de plus que n'a pu voir le touriste que la double satisfaction de s'abandonner à la vitesse et de consommer de l'essence moins chère que dans son pays, empêchent par exemple de découvrir que ces bourgs de Castille ou d'Estramadure, traversés à cent kilomètres à l'heure, sont déserts ou, à tout le moins, uniquement habités par des vieillards qui, incapables désormais de travailler la terre, vivent de ce que leur envoient leurs enfants émigrés. En suivant des itinéraires étudiés pour l'exploitation du tourisme, ces étrangers ne verront point non plus les terres désertiques, les paysages lunaires dont l'aspect déprimant et la pauvreté des figurants éventuels, les transforment en régions fort appréciées des cinéastes étrangers : « Œil pour œil », « Lawrence d'Arabie » et « Un taxi pour Tobrouk » sont trois des films les plus connus parmi ceux qui ont été réalisés en Espagne en vue de tirer parti de ces circonstances et de donner l'illusion des déserts du Liban, d'Arabie et de Lybie.

Selon les statistiques du Ministère du Travail, l'Espagne est un pays d'où émigrent, chaque année, plus de 102.000 individus sans compter les 103.000 ouvriers saisonniers qui sont allés, l'an dernier, travailler en France ; c'est un pays qui, suivant les mêmes statistiques, a 201.508 ouvriers sans travail et dont la population agricole — 33 % de l'ensemble de la population active — a subi, en un an, l'exode de 215.000 personnes ; un pays qui — sur une liste dont tiennent les premiers rangs Koweït et les Etats-Unis, et les derniers la Colombie et la Turquie — apparaît au vingt-sixième rang parmi quarante pays classés d'après le revenu national brut par tête. C'est-à-dire que l'Espagne est en-dessous de l'U.R.S.S., d'Israël, de l'Italie, de l'Irlande, du Venezuela et même de la Grèce.

Le revenu national de l'Espagne (510,69 dollars par tête) est légèrement supérieur aux 500 dollars, chiffre au-dessous duquel se trouvent les pays considérés comme sous-développés ; et parmi eux l'on relève le Portugal, la Yougoslavie, le Liban ou l'Iran et presque tous les pays d'Amérique Latine et d'Afrique. Mais, outre qu'il est représenté par un indice très bas, le revenu national de l'Espagne offre l'injustice de sa distribution. Les statistiques de

l'organisation catholique « Caritas » montrent que trois millions de gens, en Espagne, souffrent de sous-alimentation, soit 10 % de la population totale, et elles font ressortir que 1 % des Espagnols possèdent 30 % du revenu national. Même les carlistes ont dénoncé « l'oligarchie des 95 familles qui gouvernent l'Espagne », et même les phalangistes ont démontré que l'économie espagnole est contrôlée par six grandes banques et par une douzaine de personnes dont on retrouve les noms dans les principaux conseils d'administration. Cette injuste distribution de la richesse est accompagnée de l'appauvrissement progressif des masses ayant une condition sociale inférieure, ce qui signifie qu'il y a de plus en plus de pauvres et que les pauvres le sont chaque jour davantage. Dans la dépréciation générale que les monnaies ont subie en dix ans, la peseta semble tenir le record et de loin, puisqu'elle a perdu 47 % de son pouvoir d'achat, selon les statistiques de la **First National Bank**. Cette insuffisance d'acquisition s'aggrave du fait de la hausse des prix qu'ont subie la plupart des articles de consommation. A propos de ces hausses, particulièrement sensibles sur une année et même sur trois mois, une revue inspirée par les Jésuites, « Mundo Social », écrit ce qui suit :

« Des articles de première nécessité, comme la viande et les pommes de terre, sont maintenant des articles de luxe. Même le lait, en dépit des mesures administratives, continue d'être vendu à un prix élevé, le même qu'en Suisse, par exemple, où les salaires ne se trouvent précisément pas au même niveau que les salaires espagnols... Quant au problème du logement, en moins d'un an, la spéculation sur les terrains a crevé tous les plafonds. Des sociétés ont obtenu de plus gros bénéfices par la vente de terrains, du fait de leur emplacement, que par la production de longues années de travail (1). Et la tendance à la hausse se poursuit à un rythme accéléré. Tandis que les propriétaires de terrains et les intermédiaires de toujours profitent de bénéfices exceptionnels, la majeure partie de la nation espagnole rencontre de plus en plus de difficultés pour trouver un foyer.

(1) Cette spéculation générale sur les terrains est bien plus scandaleuse dans les zones préférées du tourisme (Pays Basque, Malaga, Majorque, Alicante, Costa Brava, etc.) où les prix déjà élevés au cours des dix précédentes années, ont augmenté de 40 % dans les deux dernières. Des terrains qui, voici dix ou quinze ans, se vendaient de 1 à 5 pesetas le mètre, coûtent maintenant entre 500 et 1.000 pesetas.

(suite dans le prochain numéro)

CONTINUA LA REPRESION EN EUZKADI

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — A la relación publicada en nuestros números anteriores relativa a los condenados por actividades antifranquistas, hay que añadir veintiseis condenas más :

Francisco María de Eguibar Echeverría, de 33 años. Cuatro años de prisión menor y 50.000 pesetas de multa. (Condenado en rebeldía). Antonio de Eguibar y Aristi, de 27 años, un año de prisión menor y multa de 10.000 pesetas. Inculpación : haberles encontrados ejemplares de « Lan Deya », publicación clandestina de Solidaridad de Trabajadores Vascos ; hojas encabezadas « Trabajador de Euzkadi » — editadas por la Alianza Sindical de Euzkadi — y guardar en sus domicilios publicaciones solidarias y nacionalistas y « Gudari ».

A Juan de Urrujolegui, de Villafranca de Oria, un año de cárcel y multa de 5.000 pesetas por haber colocado varias banderas vascas. Ha quedado en libertad porque la prisión preventiva cubre la pena impuesta.

El mismo Tribunal del Orden Público, ha condenado a 23 nacionalistas vascos de Guipúzcoa a penas que van de seis meses a seis años de cárcel. Ocho de ellos han sido juzgados en rebeldía, principalmente José Luis Alvarez condenado a seis años y seis meses.

**

BILBAO (O.P.E.). — Las autoridades franquistas vienen empleando todos los medios coactivos para reducir a silencio el espíritu del pueblo vasco. Las multas, los procesos y las torturas siguen a la orden del día. Sabido es de todo el mundo, en punto a torturas, lo que se ha hecho con los solidarios que fueron detenidos en Mondragón. Los procesos continúan en cadena ininterrumpida, sometiendo a los mismos no sólo a los que infringen las leyes protectoras del régimen franquista, sino a los que denuncian el abuso que las mismas representan o los excesos que se cometen durante lo interrogatorios con los detenidos.

El caso más notable de todos éstos es el del sacerdote don Alberto de Gabikagoeascoa, condenado a una pena de arresto y al pago de una multa por haber denunciado desde el púlpito de su parroquia torturas infligidas por la guardia civil. En el capítulo de multas entran todos los días nuevas imposiciones en la ya interminable lista de las mismas.

Además, por haber asistido a la manifestación del 28 de mayo en la plaza de Albia, frente al Palacio de Justicia de Bilbao, en solidaridad con el sacerdote don Alberto de Gabikagoeascoa, que a la misma hora estaba siendo juzgado en Madrid, han sido multados, con diez mil pesetas, el sacerdote don Julen de Rotaetxe, y con veinticinco mil, el joven bilbaino Koldo de Narbaiza. Estas multas se suman a las que fueron impuestas anteriormente y se espera que no sean las últimas.

Por la misma causa les fueron impuestas multas de mil pesetas a las señoritas bilbainas Izar y Begoña de Arrate.

Mas multados. A Guillermo Elgueazabal Arruzazabala y Antonio Ormazza Unamuno, vecinos de Bermeo, se les ha comunicado que tendrán que pagar cada uno una multa de dos mil quinientas pesetas, porque en la mañana del 13 de junio — día de San Antonio — se concentraron unas doscientas personas en el barrio de Ajurias, zona parroquial del citado D. Alberto Gabikagoeascoa, en el término municipal de Ibarri, y cantaron en vasco y bailaron al son del txistu. Este acto lo ha considerado el alcalde franquista local como un home-naje al párroco sancionado por el Tribunal de Orden Público.

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — Han pasado a engrosar el censo de detenidos antifranquistas de la cárcel de Martutene, los jóvenes José Miguel Ermina Gaztañaga, juez : profesor de Historia en la Univer-Ceferino Balerdi Munduate, José Múgica Goicoechea, Jesús Aguirre Beguiristain, José Luis Aguirre Beguiristain y Julián Arizmendi Garmendia, por no haber pagado los cinco primeros una multa de mil pesetas y otra de cinco mil el último. Los cinco primeros son vecinos de Alegría de Oria y el sexto de Villafranca de Oria.

Aumenta pues el número de presos políticos en Euzkadi. Pero los gobernantes franquistas y sus voceros aseguran que no hay ninguno. ¡ Todos son presos « comunes » !...

CONTRA EL CLERO VASCO SEIS SEMINARISTAS EXPULSADOS

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — Sin darles ninguna explicación han sido despedidos de este Seminario los alumnos : Andrés de Ormazabal, de Zumarraga ; José Luis Rodríguez, de Villarreal ; Miguel de Azurmendi y Xabier de Beorlegui, ambos de Donostia ; Luciano de Lazcano, de Azpeitia, y Domingo de Izaguirre, de Rentería. Se cree que es una represalia por haber intentado escribir un artículo dando a conocer las injusticias cometidas por las autoridades el Primero de Mayo, lo que no se les permitió.

Izaguirre se iba a ordenar este año. Los otros en 1966. No todo es que faltan vocaciones...

EL PROCESO GABIKAGOEASKOA VISTO DESDE FRANCIA

PARIS (O.P.E.). — « La Documentation Catholique » publica en su noticiario extranjero :

« En Madrid, el Tribunal de Orden Público acaba de condenar a seis meses de prisión y 10.000 pesetas de multa al sacerdote don Alberto Gabikagoeascoa por propaganda ilegal.

Párroco de Ajurias (cerca de Guernica), denunció en un sermón los malos tratos de que habían sido víctimas unos jóvenes nacionalistas vascos por parte de la policía. Fue acusado de haber atacado, desde el púlpito, a las Instituciones establecidas y

a la policía y de haber hecho circular en el extranjero copias de su sermón.

El día del proceso más de cien sacerdotes vascos se han manifestado pacíficamente ante el Palacio de Justicia de Bilbao para pedir públicamente la libertad que la Iglesia reclama para su misión. »

CONTINUA LA REPRESION

BILBAO (O.P.E.). — El militante de la Hermandad Obrera de Acción Católica, de Recalde, Juan Palacios, fue despedido el 25 de mayo pasado de la empresa Babcock-Wilcox, cuando no llevaba más que veintiséis días trabajando en ella. Motivo : se trata de un elemento « peligrosísimo para la sociedad ».

Es la tercera vez que Palacios ha sido despedido desde el mes de Abril del año pasado. Primero lo echaron de la fundición Santa Ana de Bolueta ; después de la editorial Deselee, y ahora de la Babcock-Wilcox. El franquismo se ensaña con algunos militantes de las Organizaciones cristianas.

Ha sufrido igual suerte, en virtud de un fallo del Tribunal Supremo, previa disposición de la Magistratura del Trabajo, el Hoacista de San Rafael, Genaro Vázquez, padre de nueve hijos.

En todo el País Vasco se advierte un recrudescimiento de la represión contra los militantes de las organizaciones cristianas. Sin embargo, el franquismo no sabría cómo culpar al comunismo de la actividad de estos grupos.

**

Hace poco, el Padre Imanol Ortuzar fue destituido del cargo de consiliario diocesa-

DETENCIONES, TORTURAS, PROCESOS Y MULTAS

sano de la J.O.C.F. (Juventud Obrera Católica Femenina). Se celebró días después un pequeño acto de despedida en el que hizo uso de la palabra la presidente diocesana de la J.O.C.F. Cuando pronunció el nombre del sacerdote destituido, toda la sala se puso a aplaudir clamorosamente.

« COMLOTS » POR TODAS PARTES

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — Se descubrió en la casa número 5 de la calle de Idiakez una placa en homenaje al Padre Donosti. Se prohibió tocar el « txistu ». Los asistentes cantaron el « Gernika'ko Arbola » sin más música que la que salía de sus gargantas. Al alcalde de Falange Española señor Elosegui le pareció un complot y dio por terminada la fiesta.

AGRESION EN GRUPO

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — Se estrenó en el cine Astoria la película « Morir en España » que quiere ser réplica de la propaganda franquista a la película francesa « Mourir à Madrid ». Sin saber de qué se trataba asistió el escritor euskérico Xabier de Tolaretxipi, que malamente pudo soportar la primera parte de la cinta. Pero al darse en la segunda una versión de la Campaña del Norte en la que se insultaba groseramente a nuestro Primer Lendakari, no pudiendo contener su indignación, se puso en pie y lanzó un « ¡ Gora José Antonio de Aguirre ! » (¡ Viva José Antonio de Aguirre !).

Los jerarcas y funcionarios franquistas que se hallaban presentes manifestaron su exquisito espíritu europeo y cristiano propinando una paliza a quien había tenido un gesto que le enaltece. Los falangistas se ensañaron y si la agresión no tuvo peores consecuencias fue por la intervención de la policía.

Pero no obstante los esfuerzos realizados un lleno, el cine estaba medio vacío, por lo que la empresa se vió obligada a reducir a dos días la representación.

A Xabier de Tolaretxipi se le impuso una multa de mil pesetas.

EUZKO-DEYA

Correspondencia de la Junta de Resistencia y del C.D. del Gobierno de Euzkadi

Nº 10

JULIO-AGOSTO 1965

INFORMACIONES DE RADIO EUZKADI

Esta emisora que viene funcionando nuevamente desde hace varias semanas (todas las noches de 8 a 11 en las bandas 19 y 23 metros) da interesantes informaciones algunas de las cuales han sido recogidas en la prensa mundial y todas merecen ser conocidas.

Radio Euzkadi que actúa en nombre de la Resistencia Vasca y en relación con el Consejo Delegado del Gobierno Vasco, se refirió entre otras cosas a los incidentes ocurridos con motivo de una corrida de toros celebrada en Vitoria durante las fiestas de la Blanca.

Presidía la corrida el general Alonso Vega, ministro de Gobernación con las autoridades locales, y sin consideración alguna para el público, los del palco presidencial, con el ministro al frente, produjeron durante largo tiempo la suspensión del espectáculo para consumir un refrigerio a ellos especialmente reservado.

La indignación del público y la actitud un tanto desafiante de las autoridades, originaron un enorme tumulto con carreras, golpes y detenciones por parte de la fuerza pública.

« Los de la blusa », como les llama Radio Euzkadi, se sulfuraron y organizaron una importante manifestación después de terminada la corrida en la cual se lanzaron al aire los gritos políticos de « ¡ Gora Euzkadi ! » y « ¡ Viva la República ! » por lo cual hubo nuevamente, carreras, golpes y detenciones.

SE ANUNCIA UN CONSEJO DE GUERRA

PAMPLONA (O.P.E.). — Con el traslado a la prisión de esta ciudad de Jokin de Garate y alguno de sus compañeros detenidos que se hallaban en Carabanchel, se ha difundido en los medios judiciales y en la calle que va a tener lugar en esta capital un Consejo de guerra en el que serían objeto de persecución el mencionado Garate y otros dos o más vascos, especialmente la joven Cristina Etchalus, profesora y ciudadana francesa que fue detenida en las más sospechosas condiciones hace varios meses.

Este Consejo de guerra es un verdadero montaje de un espectáculo sin base más seria que la más arbitraria fabricación a que se hayan entregado los regímenes dictatoriales o totalitarios de cualquier signo. Un Consejo de guerra en que ningún acusado ni posible perjudicado tiene carácter militar, sin que hayan intervenido fuerzas armadas, ni la disciplina en edificios, cosas o personas sujetas o con fuero de guerra, ni se haya producido en periodo de estado de guerra o de entrega a la Autoridad militar del poder civil por razones de Orden público.

La misma arbitrariedad residirá en dicho

Consejo de guerra, si se llega a celebrarse, por la inexistente conexión entre los hechos incriminados. Se diría que basta hallarse más o menos de acuerdo en unas ideas generales de tipo social o político unas personas para que todas juntas respondan de cualquier cosa que pase y que no guste a los dictadores.

De cualquier modo se habla mucho de este asunto en todos los medios vascos.

PARIS (O.P.E.). — Un « Comité de Defensa de la señorita Christiane Etchalus », constituido en esta capital, ha solicitado, en comunicación escrita al ministro de Justicia del Gobierno franquista, que se retire el expediente de dicha señorita de la jurisdicción militar y que se concedan a la acusada toda clase de garantías judiciales, considerando que la acusada ha declarado por las autoridades franquistas para lograr ser inocente y teniendo en cuenta que no se le ha podido probar nada y que « es de temer que si se encarga del proceso un tribunal militar no se garanticen suficientemente los derechos de la Defensa ». Al hacer este ruego — dice la comunicación — « expresamos tanto nuestra más viva emoción personal como la de la opinión francesa y la de la opinión internacional ».

¡ YA HA DURADO DEMASIADO LA COMEDIA !

PARIS (O.P.E.). — En nuestra próxima edición publicaremos un amplio extracto del interesante artículo que con el título citado, ha aparecido en « Syndicalisme », órgano de la C.F.D.T.

« EL MURO DE LA VERGÜENZA »

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — Las fiestas de Mondragón se celebraron ante mucha concurrencia. Pero se prohibió la salida de dos carrozas. Una representaba el Roble de Guernica, inclinado, pero sostenido por siete muchachos que representaban las siete regiones de Euzkadi. La otra, la villa de Vergara cercada por la fuerza pública con motivo de « Aberri-Eguna ». Se leía en un cartel : « El muro de la Vergüenza ».

BERGEN - BELSEN

PARIS (O.P.E.). — Se ha cumplido el vigésimo aniversario de la liberación de los supervivientes del campo de concentración nazi de Bergen-Belsen, de siniestra recordación.

EL REGIMEN FRANQUISTA CONTRA LA UNIVERSIDAD

El « ¡ Muera la inteligencia ! », pronunciado por un manco que no se hará tan famoso como el de Lepanto, es una realidad de todos los momentos. Al actual régimen, como a todos los totalitarios, no le interesan la instrucción, la educación y la cultura, más que en el justo grado de tenerlas a su servicio incondicional. En caso contrario, solo merecen la represión.

La dictadura moderada del general Primo de Rivera comprendió así, y dio orden al después tristemente célebre general Mola, que por aquel entonces era director general de Seguridad, para que la policía violase el recinto de la Universidad Central y detuviese a los estudiantes. La cosa no fué mucho más allá. Pero el precedente estaba ya sentado.

Ahora bien, para una dictadura, cualquiera que ésta sea, ¿ tiene gran importancia la existencia de un precedente que invocar para justificar una represión despiadada? No lo creemos. Cualquier dictadura se basta y se sobra para crearlos a su gusto y en la cantidad que entiende le hacen falta. Pero conste que la Dictadura de Madrid ha tenido excelentes maestros

en la materia: Hitler, Mussolini, Stalin y Trujillo, por solo citar los mas destacados.

En estos últimos tiempos se había intensificado la represión contra los estudiantes aunque sin afectar-salvo alguna excepción, quizá- al profesorado. Pero 1965 marcará una época en materia de represión. Si en buena y limpia Democracia todos los ciudadanos son iguales ante la Ley, en mala y sucia dictadura todos los oponentes pueden ser — y en la práctica lo son — víctimas de las mismas injusticias, sin distinción de edades, sexos, títulos o capacidades intelectuales o manuales. El número de chivos expiatorios no tiene límite...

Pocos días antes de que se dictase la injusta sentencia contra los cinco profesores, excluidos total o parcialmente de la carrera universitaria, un gran periódico europeo, « La Tribune de Genève », escribía:

« La cuestión que se plantea ahora es saber si esos profesores serán definitivamente apartados de la enseñanza o de si el jefe del Estado mostrará par con ellos cierta comprensión. »

¡ La respuesta no tardó en conocerse !...

también delegado del Gobierno en la Conferación Hidrográfica del Segura.

Persona importante en suma, cuya acumulación de sueldos debe permitirle disponer a diario de más de sesenta pesetas, que es el mínimo que generosamente el Gobierno del general Franco concede a los trabajadores aun cuando haya muchos que no llegan a tanto. Como se ve tenía y tiene razones de mucho peso para servir al régimen. Entre ellas, la de evitar el peligro de que, le dejaran en la calle... o en la Calzada, que todavía es peor.

LAS SANCIONES

« Le Monde » publicaba en primera página con títulos a dos columnas y composición destacada:

« El Boletín Oficial del Estado » ha publicado el decreto adoptado en el último Consejo de Ministros sobre las penas impuestas a cinco profesores de Universidad acusados de haberse situado en cabeza del movimiento de protesta estudiantil de la primavera última. Tres de ellos quedan excluidos de la vida universitaria: Don Enrique Tierno Galvan, profesor de Derecho Político de la Universidad de Salamanca; don José Luis López Aranguren, profesor de Etica; y el señor García Calvo, profesor de Latin, ambos de la Universidad Central.

« Otros dos profesores de esta última Universidad, los señores Montero Díaz, de Historia Antigua, y Aguilar Navarro, de Derecho Internacional, quedan suspendidos de sus funciones por dos años. »

Pero decía también:

« Parece cierto que el papel desempeñado por los profesores sancionados fue más bien « moderador » que « directivo ». Habían intentado calmar a los estudiantes irritados por las detenciones preventivas de que durante 48 horas fueron objeto sus delegados. En fin, recordemos que ochenta universitarios franceses de todas las tendencias, habían dirigido al ministro español de Educación un documento de protesta contra las sanciones previstas. »

Sin base ni fundamento

Se ha publicado también un largo escrito que ocupa cerca de cuatro columnas, intentando demostrar la seriedad con que se ha instruido el expediente y la justicia de las sanciones. Pero por muchos que sean los organismos consultados y por muy numerosa que sea la composición de los mismos, su valor es total y absolutamente nulo. Se trata de personas que dependen del régimen, que no quieren verse sancionadas a su vez y hacen todo lo posible para mantenerse en unos cargos a los que les ha llevado quizá más que su méritos su adhesión a la dictadura. Se trata pues de una serie de gestiones y de trámites de valor nulo y sin base ni fundamento.

SANCIONES CONTRA CATEDRATICOS DEMOCRATAS

MADRID (O.P.E.). — Las noticias que circulaban en Madrid autorizaban todos los pesimismos en orden a la persecución de la que los cinco catedráticos eran objeto por parte del régimen. En el extranjero eran « Le Monde » y « La Tribune de Genève » los periódicos que mayor atención dedicaban a este asunto

La protesta de 80 universitarios franceses

Así las cosas, la prensa de París publicaba la siguiente información:

« Ochenta profesores universitarios y hombres de ciencia, han dirigido al ministro español de Educación Nacional, un telegrama protestando contra la proyectada exclusión de cuatro universitarios españoles como consecuencia de la agitación estudiantil del pasado invierno. La decisión debe adoptarse dentro de unos días. Entre los firmantes de este telegrama, pidiendo al ministro que « se niegue a privar a la Universidad española de tales maestros, por medidas contrarias a las libertades universitarias y a la libertad de espíritu », figuran los siguientes nombres:

« Raymond Aron, del Instituto de Francia; Maurice Duverger, de la Facultad de Derecho de París; Robert Escarpit, profesor de la Universidad de Burdeos; André Philip, profesor de la Facultad de Derecho de París; Alfred Sauvy, profesor del Colegio de Francia; Laurent Schwartz,

profesor de la Facultad de Ciencias de París; Pierre Vidal-Naquet... »

Hay que consignar también que el señor Raymond Aron es uno de los más calificados colaboradores de « Le Figaro » y su personalidad goza de gran prestigio en las Universidades de Europa y América.

El gran diario ginebrino antes citado, escribía: « Es un documento impresionante; esta vez se trata de un movimiento de personalidades considerables que son en general anticomunistas y que actúan en nombre de la verdadera libertad intelectual. »

Por su parte, « Démocratie 65 », de París, trataba también de esta cuestión y sus puntos de vista se concretaban así: « España: la caza a los intelectuales. »

Teniendo en cuenta esta valiosa aportación a la causa de la Cultura. ¿ Qué valor podía concederse a ciertos ataques partidos de la prensa franquista, singularmente de las revistas « Meridiano », « SP »? Ninguno, porque se trataba de plumas incondicionales a un régimen totalitario.

Un « juez muy especial »

Luego se supo que el Ministro de Educación había designado al catedrático don Luciano de la Calzada como juez encargado de instruir las diligencias. Pero, al parecer, no se limitó a sus funciones de instructor sino que se convirtió en fiscal y pedía las penas a imponer: la exclusión total de la Universidad de los cinco « rebeldes ». El periódico independiente « The Times », cuya seriedad es proverbial, daba el siguiente apunte biográfico del señor de Murcia y decano de la Facultad de Filosofía y Letras de la misma. Pero

LA CUESTION SOCIAL EN EUZKADI

*Un profesor que renuncia
en prueba de solidaridad*

BRUSELAS (O.P.E.). — Del periódico independiente «Le Soir», el de mayor tirada de la prensa belga:

«El poeta José María Valverde, profesor de Historia y de Estética de la Universidad de Barcelona, ha renunciado a su cátedra a causa de las sanciones impuestas a cinco profesores contra tres de los cuales se ha dictado la separación definitiva y contra otros dos la suspensión por dos años.

«Ha dado a conocer su decisión mediante dos cartas dirigidas: una al rector de la Universidad de Barcelona y otra al ministro de Educación.

«Esta actitud constituye en los medios universitarios la primera reacción de solidaridad con los profesores sancionados. Los observadores se preguntan si otros profesores seguirán también tal conducta. Si así fuese, el Gobierno tendría que enfrentarse con dos problemas al reanudarse las clases en octubre: en primer lugar, la renuncia de algunos profesores a su cátedra, con el «malestar» consiguiente en el seno del profesorado. Y por otro, la reacción de los estudiantes que constituye una incógnita todavía, pero cabe pensar que intentan manifestarse de una u otra forma.

«El señor Valverde cuenta 41 años y es poeta muy conocido. Militante católico, su poesía está impregnada de una profunda religiosidad. Alcanzó notoriedad desde que publicó sus primeros versos. En 1949 ganó el Premio Nacional de Poesía.»

Contra los estudiantes

El periódico «The Guardian», en despacho de Madrid, informó que tres estudiantes que fueron detenidos a raíz de las manifestaciones, iban a ser juzgados por propaganda ilegal contra el Gobierno. También daba cuenta de que otros treinta estudiantes habían declarado ante el tribunal académico que investigaba sobre las manifestaciones y las Asambleas Libres. Admitía la posibilidad de que se les condenara de tres a seis años de cárcel.

«Le Populaire» daba luego la sentencia dictada por el Tribunal de Orden Público contra José Jiménez de Sandoval, Andrés Martínez Lorca y Francisco Pereña: un año de cárcel.

Y «Le Monde» escribió:

«Nos enteramos de la detención en Vitoria del estudiante socialista Luis Alberto Aguiriano, que cursaba el cuarto año en la Facultad de Ciencias Económicas de Bilbao y al que se considera como uno de los líderes del movimiento estudiantil en la capital vizcaína. Se había negado a pagar una multa de 25.000 pesetas que le impuso el gobernador de Vizcaya por haber participado en los acontecimientos de que fue teatro Bilbao en marzo último.»

EL TRIUNFO DE JUSTAS REIVINDICACIONES

BRUSELAS (O.P.E.). — El Boletín de Información de la C.I.O.S.L. escribe:

«Mil cuatrocientos obreros de la fábrica Edesa de Basauri, Vizcaya, iniciaron una huelga el tres de mayo de este año para obtener un nuevo contrato colectivo. Al cabo de dos semanas de huelga, y a pesar de las amenazas del gobernador provincial, que había ordenado a la empresa no dar ninguna satisfacción a los huelguistas, y no obstante haber sido despedidos cinco obreros considerados como responsables de la huelga, los obreros consiguieron que les aumentaran los salarios en un 13 por ciento, con efectos retroactivos a partir del primero de enero de este año.

«Además, cuatro de los cinco obreros despedidos fueron readmitidos el 18 de junio. Los obreros siguen luchando por que se consiga la readmisión del quinto, llamado José Arana.»

EL VIII CONGRESO MUNDIAL DE LA C.I.O.S.L.

AMSTERDAM (O.P.E.). — Se ha celebrado con la numerosa asistencia que cabe esperar de una Organización mundial democrática que representa a más de 50 millones de trabajadores, el VIII Congreso de Mundial de la C.I.O.S.L. Se ha reelegido para el cargo de Secretario general por un periodo de tres años al señor Omer Becu. Como de costumbre asistían repre-

sentaciones de la U.G.T. y S.T.V.

Don Pascual Tomás ha tenido una brillante intervención al presentarse la resolución sobre España en la que se condena justa y vigorosamente al régimen franquista enemigo de todas las libertades democráticas y que mantiene una ficción de Sindicato que es de todo inoperante, pues está controlado por el Gobierno. En España bajo el actual régimen, la clase trabajadora no puede hacer valer sus justísimas reivindicaciones. Ha defendido la actuación de la U.G.T. y de S.T.V. destacando la cooperación sostenida por ambas durante la guerra y en el proceso de resistencia llevado a cabo en el interior y en el exterior del país.

El presidente de S.T.V. señor Robles Aranguiz ha afirmado y demostrado que la clase trabajadora a causa del régimen franquista, carece de todo derecho. También ha dicho que «el interés del régimen y de cuantos desean su pervivencia está en todo lo contrario: en crear un estado de sugestionabilidad que haga al pueblo más manejable, de manera que los mitos que difunde y la exaltación que mantiene a fuerza de «slogans», prensa, radio y televisión, sea lo opuesto de una verdadera educación social y, por consiguiente, ancho camino que lleva al pueblo, quiera o no, a la esclavitud y no a la libertad por la que todos nosotros luchamos, libertad que, a despecho de toda fuerza, hemos de edificar, porque ella está en nuestro propósito, en nuestro pensamiento y en nuestro acción de hombres enemigos de la servidumbre.»

En el próximo número daremos a conocer la resolución adoptada por el Congreso, condenando enérgicamente el régimen de Madrid.

DE LA DEMOCRATICA VENEZUELA A LA ESPAÑA TOTALITARIA

SAN SEBASTIAN (O.P.E.). — Los servicios técnicos del «First National Bank» de Nueva York, han confeccionado una estadística sobre la pérdida en el valor que han registrado las divisas de varios países en el decenio 1954-1964. Y de menor a mayor, se citan los países objeto del estudio. Resulta que es en Venezuela donde la moneda se ha defendido mejor y ha mantenido sus posiciones. En diez años, solo ha perdido el 9 por ciento de su valor, en tanto que el dólar de los Estados Unidos ha perdido el 13, el canadiense el 14, el franco belga el 16, el franco suizo el 18, y el marco de la Alemania Federal el 19.

Siguen: Australia, Japón, India y los de casi todos los países de la Europa Occidental: Portugal, Grecia, Holanda, Austria, Noruega, Gran Bretaña, Italia, Suecia, Dinamarca y Francia. La España de la

«Cruzada vencedora del Comunismo Internacional» figura en vigésimo puesto con una pérdida del 43 por ciento. Es decir que solo en dos lustros de los cinco de «Sus veinticinco años de paz española» su ya desmedrada peseta de 1954 no valía diez años después sino 53 centimos.

**

— Pero «Arriba», con quien la Verdad tiene cuentas pendientes desde hace muchos años, ha escrito: «Venezuela atraviesa una situación dramática porque la mitad de sus habitantes carecen de madurez política...»

**

— En el Centro Vasco de Caracas se ha celebrado un acto de merecido homenaje al R.P. Silverio de Zabala, capellán de la Colonia Vasca de la capital de Venezuela.

BREVES NOTICIAS DE EUZKADI

— Más de treinta millones se invirtieron en la reparación de los destrozos que el mar causó en el Paseo Nuevo y en la Concha. El Ayunmaliento va a invertir más de diez millones de pesetas dentro del edificio «La Perla del Océano». Se ha acordado construir la Fábrica Municipal de Gas en sociedad anónima, en régimen de empresa privada. Y se ha dispuesto expulsar al jefe de arbitrios municipales don Manuel de Vos.

— A las veinticuatro horas de robado, fue devuelto bajo secreto de confesión un cuadro de Goya, de 35 centímetros por 23, que había desaparecido del Museo de San Telmo, en San Sebastián.

— En Cizurquil, se dedicó un homenaje a la memoria del bersolari Pedro María Otaño, en cuyo caserío natal se descubrió una lápida y en la plaza mayor del pueblo un busto de Lopetegui.

— En Hernani, María José Azcue, esposa de don José Martín Tijero, dio a luz tres niñas: Edurne, Garbine y Olatz.

— En Bilbao tiene mucho éxito un negro africano que regula la circulación en el puente de San Antón. Es negro de Bata (Río Muni) que había escrito al alcalde de Bilbao expresando su deseo de formarse como agente de tráfico. Estará un año en Bilbao y luego volverá a Bata como monitor.

— Una vecina de Oyarzun se arrojó al mar en Fuenterrabía en unión de sus dos hijos de pocos años. Y en Pamplona, otra perturbada arrojó desde el tercer piso a uno de sus hijos, de siete años, que cayó sobre el techo de una furgoneta y quedó en grave estado. Cuando la ambulancia recogió a la criatura, el padre se arrojó

a su vez y en grave estado también, padre e hijo fueron llevados por la misma ambulancia.

— Fueron detenidos tres jóvenes, que el pasado mes de Enero tomaron un taxi en San Sebastián y al llegar a Galarreta atacaron al taxista. Son tres muchachos de Urnieta, de 16, 17 y 20 años.

— Siguiendo la ruta jacobea fueron de Pamplona a Santiago veintisiete avionetas, una de ellas pilotada por el exministro González Gallarza.

— Los Ferrocarriles Vascongados «reajustaron» sus tarifas y en consecuencia aumentaron sus ingresos y el dividendo se elevó del 7 al 8 por ciento.

— La Real Sociedad de Fútbol tiene un déficit de seis millones de pesetas, de los que cuatro son deudas a los jugadores. El «Sanse» cuesta 900.000 pesetas.

— Un octogenario de Tudela lleva fumados unos 80.000 puros que puestos en fila cubrirían 18 kilómetros. Ahora fuma menos porque la familia le obliga a acostarse temprano y levantarse tarde, y no le dejan fumar en la cama.

— Por falta de negocio han cerrado los tres cines de Tudela en espera de la autorización para el cierre definitivo.

— Se detuvo a un individuo de Alfaro que hace un año causó gran pánico entre las muchachas de Tudela pues atacó a cinco de ellas. Ha confesado nueve atentados de esta especie, pues cuatro muchachas no habían presentado denuncia.

— Indalecio Ojanguren, alpinista y fotógrafo, fue objeto de un homenaje en Eibar

para celebrar los 55 años de sus actividades en la prensa gráfica. La Escuela de peritos agrícolas de Pamplona dedicó otro agasajo a don Miguel Gortari, que la dirige desde hace cincuenta años. Condecorado con la Medalla de Oro del Trabajo, el Padre Arizmendiarieta, fué objeto de otro homenaje en Mondragon, donde fundó en 1946 la Escuela de Formación Industrial y creó un gran movimiento cooperativista.

— En Villarreal de Urrechua, pero interesando a los municipios de Villarreal, Zumarraga y Legazpia, se va a construir un Instituto de Enseñanza Media para 600 alumnos. La idea, que supone un presupuesto de ocho millones de pesetas, va a poder realizarse por una donación de los industriales Saturnino y Faustino Orbeagozo.

— En Bilbao, un caníón entró en una mercería y averió un bar, rompiendo ocho metros de pared, la circulación se interrumpió durante varias horas.

— Un periódico donostiarra publica una carta en la que se dice: «En estos días y desde últimamente, se habló mucho de la limpieza de la ciudad; se recuerdan tiempos antiguos y se compara con los modernos... una gran suciedad en nuestros tiempos es el resultado.»

— Se celebró en Azcoitia el segundo centenario de la Real Sociedad Vascongada de Amigos del País, nombrándose nuevo, presidente al señor Aranegui Hablaron los señores Areizla, López Rodó y Lora Tamayo. Este último, como ministro de Educación, aludió a la futura Universidad Vasca y prometió ayuda «para la justa y noble aspiración de contribuir a la conservación de vuestra lengua en el marco de una seria investigación filológica».

— Con un pregón del doctor Barriola comenzaron en San Sebastián las Fiestas Euskaras; se descubrió una lápida en la casa natal del Padre Donostia, hubo alarde de txistularis y se dió un concierto de música vasca con obras de Usandizaga, Mocoioa, Olaizola, Iturralde, Escudero y Guridi.

— En San Sebastián, en el Mercado central de frutas, junto al campo de Atocha, explotó el depósito de gasolina de una moto y causó catorce heridos por efecto de las llamas que alcanzaban hasta quince metros.

— Como el alarde de San Marcial va adquiriendo grandes proporciones, pues este año participaron 1.715 personas, el director de la Banda de Irun ha manifestado que será preciso emplear dos bandas para acompañar tanta gente.

— Por cuarta vez ganó el campeonato de pelota a mano el vizcaino Azcarate.

— De los 122 anteproyectos presentados al concurso internacional para sustituir el actual edificio del Kursaal y aprovechar su emplazamiento; obtuvo el premio de honor (1.100.000 pesetas) uno enviado desde la Universidad de Virginia y cuyos autores son un inglés, un americano y un italiano.

NECROLOGIA

DONA MARIA DE ARANTZADI

BAYGNA (O.P.E.). — En Hallsou (Bajos Pirineos) ha fallecido doña María de Arantzadi e Irujo, viuda de don Domingo de Epalza y hermana de don Manuel de Arantzadi — ambos exdiputados nacionalistas en las Cortes Españolas — y madre de don Domingo y don Juan Ramon de Epalza.

Doña María se exiló en 1937. Su muerte ha sido muy sentida en el amplio círculo de sus amistades del País Vasco continental. Y la familia ha recibido numerosos testimonios de pésame de las cuatro regiones vascas de allende el Pirineo.

" INFORMACIONES PARLAMENTARIAS "

PARIS (O.P.E.). — Ha aparecido el número 63 de este boletín órgano del

Grupo Interparlamentario de la República Española. Publica en mensaje del presidente don Luis Jiménez de Asua y artículos de los señores Manuel de Irujo, J. Kulakowski (secretario general del Secretariado Europeo de la C.I.S.C.), José Prat, Juan Melgarejo y Horacio Daniel Rodríguez.

DONA JOSEFINA DE ABERASTURI

En Hendaya, a los 84 años ha fallecido doña Josefina de Aberasturi y Echebarria, viuda de don Pedro de Durañona y Zalbidegoitia — periodista, que fue crítico de pelota vasca en «La Gaceta del Norte», fallecido en 1922 — y madre de don José Antonio y don Iñaki de Durañona. La difunta nacida en Gazteiz, pero que había residido muchos años en Bilbao hasta la evacuación de Euzkadi, contaba con numerosas simpatías que se han manifestado con los testimonios de pésame que han recibido sus hijos.

Los tres premios siguientes fueron también para proyectos de extranjeros y hubo cinco menciones honoríficas, una para Aristegui Gil y otra para Benlliure Galán, residente en Méjico. La realización del proyecto premiado supondría 371 millones de pesetas y comprende un hotel de 180 habitaciones; galerías comerciales, oficinas, salones, piscina, etc.

— Se va a instalar en San Sebastián una tubería de cloruro de polivinilo que a un metro de profundidad llevará desde Hernani a la punta del Kursaal las legías de las fábricas papeleras que hoy contaminan el Urumea.

— Por unanimidad se adjudicó a la pianista Ana María Aranguren Lasa, de 19 años, el premio Ibañez de Betolaza, disputado en Bilbao.

— Con motivo del fallecimiento del ingeniero donostiarra don Pedro Martínez Artola, se recuerda que su coche chocó en Madrid con otro de don Juan March y determinó la muerte del famoso hombre de negocios.

— En Azpeitia, su pueblo natal, se conmemoró el centenario del nacimiento de don Carmelo de Echegaray, ilustre historiador que sucedió a Trueba como cronista del País Vasco.

— En Tolosa se festejaron los cuarenta años de la colonia sueca (veinticinco personas) que allí organizó en 1925 el señor Sam Simpler, importador de pasta de papel.

— En vista de la hostilidad general que iba prosperando incluso en el seno de la propia empresa, se va a desistir de sustituir el casino de Igeldo por un hotel, proyecto que modificaría la cresta del monte y variaría al público de preciosos miradores. Como el Ministerio de Turismo había concedido un crédito de quince millones para este proyecto, se habla de utilizarlo para otros del mismo género, por ejemplo, un hotel en Ondarreta, debajo de Torre Satrustegui. También se habla de la desaparición del fronton Urumea para construir un hotel y viviendas.

— En Eibar, en unas obras de excavación, se hundió un muro y cayó sobre dos obreros. Uno de ellos, un leonés de 64 años, pudo ser extraído rápidamente con algunas contusiones; pero el otro, un cacereño de

51 años, permaneció sepultado durante tres cuartos de hora, al cabo de los cuales fue sacado con vida, aunque con heridas en las piernas. Las piedras habían formado una bóveda que le permitió respirar.

— Vuelve a hablarse de construir un hotel en Eibar, pues no tiene ninguno a pesar de su importancia industrial y de que se va hacia los 40.000 habitantes.

— En la plaza de Zabaltzuri de Bilbao, se van a construir siete edificios de diecinueve pisos. El nuevo edificio del Banco de Vizcaya, en la Plaza Circular, tendrá veinte pisos en su cuerpo principal, pero solo seis en las fachadas laterales.

— Los Dominicos de Pamplona se han posesionado del convento de Santo Domingo, fundado por Teobaldo II en 1259 y que hubieron de abandonar en 1839 después de la primera guerra carlista, como consecuencia de la desamortización de los bienes eclesiásticos.

— La gran fiesta vasca de Deva en la que desfilaron 22 grupos artísticos; atrajo seis trenes, 135 autobuses y numerosos autos.

— Parece que la emigración va descendiendo en Navarra, pues una empresa suiza que deseaba 170 peones agrícolas, solo consiguió dos, según informa «ABC».

— Para cubrir cuarenta vacantes de guardia municipales, se presentaron en Vitoria sesenta solicitudes, cuando habitualmente las peticiones solían ser menos que las vacantes.

— Con motivo de la peregrinación al Aralar llegaron por el lado de Lecumberri: 85 autobuses, 350 coches de turismo y numerosos motos. Y otro tanto por el lado de Araquil.

Han fallecido en Bilbao: Doña Mercedes de Arellano y Palme, viuda de don Angel Maiz, don Pedro de Garate y Aguirre. Don Mateo de Aguirre y Larrazabal. Doña Carmen Ibañez de Aldecoa y Abaroa, viuda de don José María Saracho, de 85 años. Don Anselmo Gandiabeitia Zalbidea, de 85. Don Ernesto Irigoyen y Espiga, y el doctor don Carlos Otaduy Larrea.

En Portugalete el farmacéutico don Rafael de Lizarraga y Lecue, autor de interesantes trabajos sobre la ciencia farmacéutica en Euzkadi. Y doña Rosario de la Hormaza y Calvo, viuda de don Francisco Vicente Aranaz, En Baracaldo; el arquitecto don Ismael de Gorostiza y Urcullu. En Desierto-Erandio, doña Juana de Fano y Udondo. En Guecho el maquinista naval don Santiago Uranga y Allende y don Félix Achalandabaso Aramberri. En Forua, el terciario franciscano don Raimundo Ibaranguoitia Sendagorta, de 84 años. En Galdacano, don José Zamacona Larragoiti, de 84. En Guernica, doña Avelina Irazabal Eurnide, viuda de don Daniel Gangotxi, de 89 años y don José Luis Unceta-Barrenechea Azpiri. En Munguía, doña Dolores Bernaola Elorriaga, de 82 años. En Larrauri, doña María Teresa Bilbao Goyenechea. Y en San Julián de Musques, don Juan Cruz Yzaguirre Arrizabalaga, de 84 años.

— En Donostia fallecieron: El R.P. Gracia Mendia (S.J.) de 90 años. Doña Raimunda Aldasoro Auzmendi. El doctor don José Rodríguez Arias. Doña Socorro

Pérez de Rada, esposa de don Vicente Pérez de Laborda. Doña Luisa Ruiz de Arcaute, viuda de don Félix Ros, de 78 años. El abogado don José María Jaen, de 60 años. Don José Bernad, de 76. Don Luis Pérez Egea, de 80. Doña Micaela Carrasquedo, viuda de Marciallán, de 77. La que fue notable arpista doña Pilar Michelena, de 79 años, viuda del Farmacéutico don Angel Calles. Doña Dolores Navajas. El presidente de la Federación Patronal, don Joaquín Mendia, de 79. El excoordinador ciclista don Luis Adarraga, de 75. Doña Francisca Lacarra, viuda del pianista don Beltrán Papola, de 87 años. Doña Nieves Apalategui, viuda de don Santiago Bianchi don Juan Echevarría Urruzola, de 90 años.

— En Zumaya, el exalcalde don Cosme Iraundegui, de 78 años. En Zarauz, don Idefonso Bazurko, de 56. En Pasajes, doña Juana Cassis, viuda de don Luis Barrio, de 76. En Azpeitia, el expelotari «Chortenas» de 81 años. En Eibar, el exalcalde don José G. Orbea, de 69 años. Y don Mateo Basterra, de 65. En Zumarraga, don Sebastian Landa, de 30 años, muerto en accidente. Y en Tolosa, don Juan Antonio Orús, de 79 años.

(En Elizondo, el doctor don Antonio Arrasate, de 59 años. En Amurrio, don Felipe de Acha. En París, don Juan Saint-Supery, de Rentería, de 74 años. En Caracas, don Severo Zeberio, de Zarauz. Y en Valladolid, doña Pilar Mosso Goizueta.

— En Pamplona. — El doctor don Tomás Arrarás Moreno, de 75 años. El industrial, don José Jauregui Arregui. Don Silvio Isturiz Erice. El consejero de la Caja de Ahorros Municipal don Ricardo Arrivillaga Ayerra. El consejero honorario de la Caja de Ahorros de Navarra, don Pablo Goñi González. Don José Gabriel Beunza y Mina. El párroco de Echalar don Justo Ariztia Iribarren. Y el farmacéutico don Nemesio Arbeloa Garde.

— En Tafalla el secretario municipal jubilado, don Fidel Ayerra Echegoyen. Don Babil Sanmartín López, de 98 años. Don Arcadio Velaz de Iguera. Y doña Angela Celaya Abaurre, de 89. En Gasolaz, don Santiago Izco Mendiburu. En Lacunza, don Félix Garciandia Alegria. Y en Reparacea (Narvarte) el magistrado don Manuel Maciecos Reparaz.

— En Vitoria, el industrial don Luis López de Sosaaga Zabaleta. Don Rafael de Quintana Polo. Doña María Ruiz de Gauna y Genua, religiosa carmelita de 87 años y 71 de profesión religiosa. Doña Gregoria Fernández de Jauregui y Ochoa de Retana, viuda de don Roque Aguinaco, de 87 años. Doña Felisa López de Elorriaga y Salazar, viuda de don Gregorio López de Armentia, de 84. Doña Jacinta Olabuenga González, viuda de don Pedro Antonio Foronda, de 86 años. Doña Trinidad Salazar Vigalondo, viuda de don Castor Ochoa, de 82. Don Celestino Pineo Amigorena. Don Jesús Francés Garbay. Don Félix Lasagabaster Uriarte. Doña Margarita Guinea Rodríguez. Don Alberto Frias Otaduy. Don Vidal Zarate. Don Matías Pérez Sáez de Astuasu. Doña María del Carmen Isasmendi Unsuain. Doña María Salazar Pelaez. Y don Jesus Martinez Merino.

A NUESTROS COMPATRIOTAS

Se les recuerda la obligación de renovar su Carta de Ciudadanía, aportar su contribución para el año 1964 a las Delegaciones que les proveen de tal documento.

EUSKAL - ORRIYA

IZTEGI

Izen onezaz Buenos Aires'eko EKIN Euskal-Argitaldaria'ak « erdera-euskera » z idatzitako iztegi beria argitaratu du. Egilleak bere lana aurkezteko, itzaurre egokia ematen digu, eta onen ondoren euskal-atzizki-bilduma ederra. Garrantzi aundikoa da egillearentzat euskal-atzizkien ezagupena, ta iztegiaren aurretik jartzen du bilduma ori, atzizki guziak ongi muelatuak.

Enskalerri'aren eta euskeraren biziaz, deitoragarritzat dauka egilleak, aspaldian, Naparroa'ko erregeak eta orduko abateak, beren aldi egoki artan euskeraren alde bearrezkoa izango zitzaigukeana ez egitea. Ortan gagoz gu ere ; ordukoa izan zan mugon ederra euskerari indarra ematen asteko ; baña latera zan orduan yakintzaren izkuntza ta guek ere, eiki, berdin jokotuko genukan aien tokian.

Batasunaren bearra aipatzen du egilleak eta, iritzi onaz, ortaraño eltzeke bide bat autatzen eta eskeintzen digu, egokia dalakoan : maiz, itz baterako amaikatxo erak agertzen dira gauza berbera esateko ; ugaritasun ortan moztutzea esondatzen du, guzientzako era bat bakarrik utzean. Izkietan ere egilleak bearrak iruditzen etzaizkion batzuk zearo kentzen ditu.

Esan dugunez, atzizkiai garrantzi aundia ematen die egilleak ; orrengatik bakoitzaren zentzuna ematen du, bakoitzarentzat ere eredu egokia aipatzen. « Iztegi » tzat ere eredu egokia aipatzen. « Iztegi » aren atal bereziena edo dugu atzizkiena ; ta bere laburtasunean, idazle naiz irakurlearentzat oso egokia. Atzizkien zentzuna ongi jakin ezkerro, euskeraren mamia norberaganatzen da, egillearen aburuz.

Ba-dator, gero, egiazko iztegia. 300 orrialdeetan, 20.000 erdal-itz baño geyago dakarzki, abedean jarrita. Erdal-itz bakoitzarentzat, euskal-itz bi edo geyago ematen ditu geyenetan ; beraz, 40.000'tik gora iztegi ontan agertzen diran euskal-itzak.

Itzaurrean diñoenez, ez ditu ipiñi izen, izenondo ta aditz asko ; batzuk besteetatik erraz atera ditezkelako. Aditzondetatik ere asko jarri gabe utzi du, izkuntza dakienak errazki atera dezakelako. Orobat geikorak, tipigarriak eta beste itzak ere ez dira azaltzen, zio berbera dala-ta. Alakotz, iztegiaren agertzen diran itzak, eta oietatik edonork erraz eratu ditzaken besteak batu ezkerro, kopuru ederra orrelaxe sortu ditekene.

Esuarte ona iztegi au, idazleentzat, irakurleentzat eta euskera gero ta obeto ikasi nai duenarentzat, geron ustez. Ematen diran itzetatik ba-dira gutxi ezagutzen diranak, eta itz berriak ere ugari agertzen dira. Bearrak ditugu auetakioak, euskera edozertarako gai egokia izan dedin, eta ez dira berriak izateagatik inolaz ere zaputzu bear. Ez edo da zalla itzak eratzea ; zallena euskaldun gekenak, gai bakoitzerako bat, berbera, onartzea

izango dugu ; eta orreraño eldu bear da, zalantzik gabe. Ortarako bide ona, ausaz, iztegia euskeraz bakarrik egitea izango litzake, itz bakoitzaren zentzuna ematean. Eta asmo-iztegia ere ortaz laguntzeko izango litzake eder.

Dana dala, oso bearra zaigu gaur aipatzen dugun erdera-euskera'koa dan iztegia. Egilleak lan aundia burutu du, ta gerorako beste bat, euskera-erdera, agintzen digu. la lenbailen eskuratzen dugun ori ere, ta bitartean, egindakoa-gatik onar bitza gure goresmen kartsuenak.

EUSKAL - MEZA

Orrela edo deitu bear dugu gaur Liturgi berriaren ariaz, otoi batzuk euskeraz egiñik, ematen ari dan Meza.

Euzkadi osoan ikusi nai-izango genuke orrelaxe yardutea ; ez da orrela zori txarrez. Baña uri ta erri askotan tai, orrelaxe ematen da gaur Meza, ordu batzuetan. Eta ori oso pozgarria zaigu.

Gure Erria nola dagoen ikusi ezkerro, garrantzi audiagotzat daukagu Meza ori urietan ematea erri txikietan baño. Orrengatik atseginiez beterik jakin genuen Bayona'n igandero emateko erabakia artu zala. Eliza orren ederra dan Ander Deun'arenean, eta orren egokia dan goizeko amar t'erdietako orduan.

Asieratik erdu zan ara, au idazten duen « Euzko-Deia » ren idaz-langillea, eta gogoz alkatu ere bertara ioan ziran beste euskaldunekin. Egitan, egarria asetzeko iturri gozoa izan zaigu Meza ori.

Eragozpen aundiren bat tartean sortzen ezipaizgu, an entzungo dugu igandero Meza aurrerantzean ere. Eta gure irakurleai pozez beterik ematen diegu Meza orren berria. Bat edo batentzat izpar berria izan baititeke.

EUSKAL - LIBURUAK (JARRAIPENA)

Gai ortaz ba-dago or Aita onaindia'k egiko azterketa sakona ; onelaxe aurkezturik : « I Zatia - Bertsolariak antxina », « II Zatia - Euskal-bertsolaritza », « III Zatia - Bertsomuetak », « IV Zatia - Gure Bertsolariak ».

Lenengo zatian mendez-mende ta Erriz. Erri antzinako bertsolarien berri oso zabala ematen digu, eta oien artean euskaldunena ere, « euskal kanta zarrak » nolakoak izan diran eta zein motazkoak ditugun esaten. Zati ontan, seigarren atalkia dan « Euskera, gure izkuntza zarra » osorik emango genuke emen pozik lekua naikoa izango bagenu, bertan esaten dana belarri guzietarño eldu bear-izango litzake-ta. Ona emen lerro motz batzuk bederen gaur beste geyagorik ezinean : « Eus-

kaldunok, enda ta izkuntza, erri berezi bat dagigu. Erri oneri eutsi dautsona, zalan-tza-izki bage indartu ta gizaldiak zear oinuan irraunazo dauana bere izkuntza, gure euskera izan da ; augaitik izan ez ba' litz, antxina zan lur emona euskal erria, bai enda lez bai alkartasun eratu lez ; Jakitunen eritxiz, euskera dozu gure erriari zutunik eutsi dautsona ; zugatz makalak euskaia bear. Eta, izan be, euskerak ba-dau bere barren-kemena, bere burua zutik erabilli ta, uiol gañezka lez, ber-bere diran beste zer guztiai be eskua emonik bear dabenaz laguntzeko ».

Bigarren zatia gure bertsolaritzari buruzko ikasketa berezia dugu, noizpait eta elertiarekiko ikasbidea bezela, gure eskola ta ikastetxeetan emateko, geron gardiz, oso egokia izango litzakena.

Irugarren zatian gure bertsoen motak nolakoak diran ikusten da, eta laugarren zatian « Bertsolariaren nortasuna », « Erriaren bertsolaritasuna » ta gure eskualdeen barna iza ditugun bertsolari ospetsuen edesti zeatza jaakin-erazten dizkigu ederto.

Bakoitzak norberaren Erria ongi ezagutu bear du, bere kondaira guzian barna. Gure kondaira ta euskal-biziaren azpegi egokienetakoa, elertiari dagokiona dugu enurarik gabe ; eta orren berria da ain zuzen, bere liburuan, Aita Onaindia'k egokienik ematen diguna.

Emaitza ederra lan ori, Aita Onaindia'k bere Erri'ari eskeiñi diona ; gure txalo bero ta esker ona irabazi dituen.

ESKOLARI BURUZ ARABA' REN AURRERAPENA

Ozenki ari-izan zaigu Gasteiz'ko egunerokoa, irakur eta idaztean, Araba, España'ko erki guztiak baño aurreratuago dagoela jakin-erazten. Eta bertan esaten denez, irakur eta idazteko bear ori, Araba osoan bete-beterik dagoela igarotako eun urte ezkerotik. Orixe Araba'ren ohorea !

Ez deritzaigu gaizki, Gasteiz'ko izparingia orrela mintzo dedilla. Baña geron ustez beste zerbait ere aipatu bear da, gai orrekiko ain zuzen.

Orren gorenez adierazten dan aurrerapena, españeraz egindako yakiteari dago-kio. Eta euskeraz ? Araba, Euskalerri'koa dugu ; Euskalerri guzian bezela, euskera izan zan, len, an mintzatzen zan izkuntza ; eta Euskalerri guzian bezela, euskera gal-tzen ari-izan da mendez-mende Araba'n ere ; eta Araba'n beste euskal-erkietan baño azkarrago ta lenago gañera. Ortarako, beste zioak ere izan dirala kari, erdal-eskolak bide egokienetakoa izan dira, enurarik gabe.

Zergatik ez da irakasten euskera Araba'ko eskola txiki ta aundi guztietan ? Araba ta Euskalerri osoan orixe izango litzake bidezkoena, bearena. Gaurko egokera ta jokera begiratu ezkerro, eziña dirudi ori, amets utsa. Eta ala ere, gure Erri'aren bizirako bearrezkoena dala aitortu bear agizalezurrian.

Orra zergatik guri bero aundirik ematen ez digula gasteiz'ko izparringiak orren arrotasunaz aipatu duen Araba'ko aurre-rapen orrek.

Zer dño gai orri buruz Aaraba'n gaur dagoen Diputazio'ak ?

EUSKAL - IRAKASKINTZA

Gure Erri'aren biziarekiko arloak, anitz ditugu bizi orren osotasunean barana; eta guztiak garrantzidun, bakoitzari dagokion izarian, Erri baten bizia azpegi askotakoa baita.

Arlo oiek onela muetatu izan ditezke egoki to bearrez : gorputzari ta gogoari dagozkienak ; orra muetatze zabala, baña noraezekoa oso, ta lenegoz egitekoa, geron uestez.

Eta garrantziari buruz, enurarik gabe, gogoarenak artu bear ditugu, ikusteko, ta azterkatzeko ; bai ta azterketa ortatik atera ditezken ondorioak, gure ekintzarako bideak erakus dizaizkiguketen ere.

Ba-dugu gurea dan euskal-gogoa, euskal-biziari eusten diolarik ; eta ba-dugu, ukan ere, gure bizi orri eusten dion izkuntza, euskera. Orra or, gure katearen estunak, iruren artean gure Erria dagitenak.

Naiz eta galtzearen bidean bada ere, zutik ditugu oraindik iru estun oiek ; eta bearra zaigu oso, zutik eta gotor iraun dezaten, alegin aundienak egitea, Beraz, biziari gogak eusten badio ta gure gogoari euskerak, gure izkuntza au izan bear geron aldetik zaindu ta indartzekoa. Nola, baña ?

Betekizun ortarako bide asko erabilli ditekete, jakina ; ta maiz aipatu dira gure itzaldi ta aldizkarietan ; alakotz, ez da bearrik emen berriro guziak zeintzuk diran esatea. Alaz ere ba-dago, bide guzti oien artean, besteak baño garrantzidunago duguna : irakaskintzarena.

Ludi ontan bide ori da Erri guzietan berezikienik erabiltzen dana ; izkuntza bakoitzaren eta Erri bakoitzan bere gogolantzearen oñarria, irakaskintza dala, txit argi ta nabari ikusten dugu bazter guztietan. Ain zuzen, ulergaitza dugu Erri baten izkuntza ta gogolantzeaz ari-izatea,

oiei dagokien irakaskintza biekin batera gogoratu gabe.

Gogo bati izkuntza bat dagokion antzo, izkuntza bakoitzari bere irakaskintza zaio bearra. Alakotz, euskerari euskal-irakaskintza dagokio al eta eezin. Ortze, beraz, euskaldunontzat, zaindu ta arreta aundienaz erabilli bear dugun arloa.

Joan zaizkigun mendeetan, zoritxarrez, gure Erri'ak ez du ikusi, bearra zitzaion bezin ondo, arlo aundi ori ; sorayokeri aundienaz beste gogo lantzeai zabal-zabalik utzi dizkie etxeko atek ; eta bide batez — au bai auengarriena — gogolantzearen gela guztietatik landara bota du bere izkuntza, itsutasun aundienaz.

Gure asabak, noski, etzuten ikusi, al izan, beren Erri'arentzat arlo ortan zegoen garrantzirik ; ez da, beraz, guztiz arritzeko, aiek nola jokatu zuten ikustea. Milla bider arrigarriagotzat euki bear dugu, aien jokaerak Erri'ari ekarri dion egokera txar onen ondoren, gaur, euskaldunak oro arlo ortan burubelarri sarturik ez dagozela oartzea ; beren burua aber-tzaletzat daukatenen aldetik batez ere.

Eziña edo zaigu, euskal-irakaskintzan dagoen garrantzia, bear dan bezin ongi adieraztea ; motza dugu, geron luma, oso motza, garrantzi ori, egitan, nolako aundia dan esateko. Baña arlo ontatik sortzen da, berez, bere garrantzia argi-argi, ta itsu izan bear, agian, ortaz oldotzu ta bereala bere osotasunaz ez atemateko.

Nork eztaki, gañera, euskal- irakaskintza zer dan ? Euskera eskolan sartzea ; euskera, eskola ta ikastetxe guztietan irakasi ta ikastea ; euskera, jakiteko dagoen gai guziak irakasi ta ikasteko erabiltzea ; euskera, gogolantzeari dagoz-kion azpegi guztietan ari-izateko bidez sarreraztea.

Lenengo ta oraingo zabarkeriagatik, ez da ori betetzeko lan erreza, gero. Ortan ekin bear dugu alaz ere, gure Erria Euskal-Erria ukan nai baldin badugu. Eta ortaz isituki yardutea, gero ta bearrago zaigula deritzaigu.

Lan ortarako guzik bat izatea dugu noraezeko oso, ta iñor ezin gera ditekete alboan, besteak lan ori beteko dutelakoan ; naiz eta txikiena izan, ororen laguntza zaigu baitaezpadakoa. Orra bearrena dan, guzientzako lan bera.

bere burua euskaldun berria egin zuen. Ez edonola gañera, ongi ta sakon ikasi bait-zuen ; eta asko idatzi omen zuen « Herria » 'n eta beste euskal-aldizkarietan ere.

Lafitte kalonje jauna lagun izan zuela, « Lexique français-basque » idatzi zuen. Ba-genuen lendik Lande Aita'k egin zuen euskera-erderazko iztegia ; ta Tournier jaunaren lan orrek, aita yosulagunak egiñarentzat betegarri izan da.

Euskerak bere langille on bat galdu du, ta guziok orixe ta egiazko adiskide bat. Bere gogoaren alde otoi bero bat eskatzen diegu gure irakurleai, ta itz motz auen bidez, nolabait, joandakoaren oroimena gogoz goratu nai dugu, euskaltzalezurrian batez ere.

Etxaluz'tar Kristiane.

Auxe dugu Iruña'ko espetxean otsailla ezkerotzik dagoen neska zuberotar gaztea. Irakasle zegoen Azparren'eko ikastetxe batean eta bere Erri'aren alde ekiteko naiean « Enbata » izenezko erakundearen sartu omen zan. Arparren'en zeukan eginbidea bete ondoren, Iruña'ko Irakastola Nagusi' ra joaten zan bein edo birritan astero, ango ikastaldiren bat jarraitzeko naiaz.

Bein, aruntz-onuntz zegizkien bidaldi oietako batean zerbait ondatu zan bere bilbelean eta Elizondo'ko garaje batean utzi bear-izan zuen « gurdia » antolatze-ko ; ta egun batzuen barru ara joan zan bilbelaren billa. Ba-zetorren Laburdi alde-runtz eta muga bera igarotzerakoan España'ko ertzañek atzitu zuten eta bilbelean bertan egoaldean zabaltzeko orri batzuk eta lerkairan bat aurkitu omen zituzten.

Neskatillak aurkitutako orrezaz ezer etzekiela esan zuen eta orixe bera esaten jarraitzen du. Noski, ez da erraz ulertzen nola zekarzkie iparralderuntz egoaldean erabiltzeko bide ziran ageritakoak ; eta ba-dago or oñarri sendoa, guzia ertzañek berak atondutakoa zala sumatzeko.

Dana dala, urte erdi luzea darama atxiloturik eta diñotenez gudalariak epaituko dute. Guziagatik bere alde jokatzeko batzorde berezia antolatu da Paris'en (Le-ningrand kaleko 24'n - Paris VIII), ta gure neskatilla lagundu nai-izango duenari ara jotzea izango zaio egokia.

Zer da-la-ta, baña jazarri dute prankotarrek neskatil ori ? Berak emango duten aitzaki guziaren gañetik, guretzat eztago zalantzik : « Enbata » 'koa da, beraz euskal-abertzalea, ta orixe da prankotarrek iñolaz ere jasan dezaketena. Oientzat eztago Ludi ontan, euskal-abertzalea izatea baño ogen aundienik, eta egoaldekoak ezezik iparraldekoak ere jazarri egin bear.

Agiri-agirian jarri nai dugu geron alde-tik, Etxaluz'tar Kristiane ta beragan gure Erria ere prankotarrek nolako bidegabe-keriz darabilzkiten. Eta onar beza gure neskatil zuberotar begikoak gure biotzeko goresmenik beroena.

Le Gérant : Albert P. PRIEUR.

S.P.I. - 4, rue Saulnier, Paris (9^e)

IRRAKU

eta

IRAKUR-ARAZIZAZUE

EUZKO - DEYA

EGUNEN BIDEAN

Tournier jaunaren eriotza

Berri ituna Bayona'tik eldu zaiguna. Ain euskaltzale ona zan Tournier'tar Ander jauna il da. G.b.

Ba-genekien aspaldi ontan eri zebillela ; urteak ere ba-zituen, 75. Ala ere, azken al-dian ikusi geneunean adoretua zegoen eta etzirudien bere azken ordua orren ur-bil zegonik ; baña dagonillaren 10'garre-nean, bat-batean utzi ginduen betiko.

Bayona'n jayoa, etzekien txikitzen euske-rarik ; gero urteetan barna sortu zitzaion gure izkuntzarekiko zaletasun aundia ta